|  |  |
| --- | --- |
| Collège des procureurs généraux | College van Procureurs-generaal |
| **Bruxelles, le 19 janvier 2021** | **Brussel, 19 januari 2021** |
| **circulaire n° 06/2020 du collÈge des procureurs gÉnÉraux prÈs les cours d’appel** | **omzendbrief nr. 06/2020 van het college van procureurs-generaal bij de hoven van beroep** |
| Monsieur le Procureur général,Monsieur le Procureur fédéral,Madame/Monsieur le Procureur du Roi,Madame/Monsieur l’Auditeur du travail,VERSION RÉVISÉE19.01.2021 | Mijnheer de Procureur-generaal,Mijnheer de Federale Procureur,Mevrouw/Mijnheer de Procureur des Konings,Mevrouw/Mijnheer de Arbeidsauditeur,HERZIENE VERSIE19.01.2021 |
| OBJET : Directives du Collège des procureurs généraux relatives à :* la mise en œuvre judiciaire de l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 tel que modifié par les arrêtés ministériels du 1er novembre, du 28 novembre, du 11 décembre, du 19 décembre, du 20 décembre, du 21 décembre, du 24 décembre 2020, du 12 janvier 2021 et du 14 janvier 2021.
* l’application de l’arrêté royal du 6 avril 2020 portant sur le non-respect des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 par la mise en place de sanctions administratives communales
* la politique de poursuites relatives aux infractions aux arrêtés des bourgmestres et gouverneurs
 | **BETREFT: Richtlijnen van het College van procureurs-generaal betreffende :*** **de gerechtelijke handhaving van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken zoals gewijzigd door de ministeriële besluiten van 1 november, 28 november, 11 december, 19 december, 20 december 2020, 21 december, 24 december 2020, 12 januari 2021 en 14 januari 2021.**
* **de toepassing van het koninklijk besluit van 6 april 2020 betreffende de bestrijding van de niet-naleving van de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken door de invoering van gemeentelijke administratieve sancties**
* **het vervolgingsbeleid betreffende de inbreuken op de besluiten van de burgemeesters en de gouverneurs**
 |
| * L’application d’amendes administratives en cas de non observation de l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020
 | * De toepassing van administratieve geldboetes bij niet naleving van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020
 |
| * L'application de la proposition d’une transaction par le SPF Economie en cas de non observation de l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020
 | * **De toepassing van het voorstel tot minnelijke schikking door de FOD Economie bij niet naleving van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020**
 |
| * Le contrôle du respect de l’obligation de se soumettre à un dépistage et/ou à une mesure de quarantaine
 | * **De handhaving van de verplichting zich te laten testen en een quarantaine maatregel te ondergaan**
 |

|  |  |
| --- | --- |
| **La présente circulaire COL 06/2020 abroge et remplace la circulaire COL 06/2020 du 23 décembre 2020****CHAPITRE I****L’APPLICATION DE SANCTIONS PENALES EN CAS DE NON RESPECT DE L’ARRETE MINISTERIEL DU 28 OCTOBRE 2020**1. Cadre législatif ou réglementaire et objectif de la circulaire COL | **De huidige omzendbrief COL 06/2020 heft op en vervangt de omzendbrief COL 06/2020 van 23 december 2020**HOOFDSTUK IDE TOEPASSING VAN STRAFRECHTELIJKE SANCTIES BIJ NIET NALEVING VAN HET MINISTERIEEL BESLUIT VAN 28 OKTOBER 20201. Wetgevend of regelgevend kader en doelstelling van de omzendbrief COL |
| La réaction pénale aux infractions découlant du non-respect de l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020 doit contribuer à une stricte application des mesures prises afin de lutter contre la propagation du coronavirus COVID-19. Une bonne coordination des démarches des autorités administratives et judiciaires est indispensable et il convient à cette fin d’entretenir des contacts étroits et réguliers avec les services de police et les autorités administratives. | Het strafrechtelijk antwoord op alle inbreuken ten gevolge van de niet-naleving van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 dient bij te dragen tot een strikte toepassing van alle maatregelen die genomen werden om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 tegen te gaan. Een efficiënte coördinatie van het bestuurlijk en gerechtelijk optreden is onontbeerlijk, en hiertoe zijn nauwe en regelmatige contacten nodig met de politiediensten en de bestuurlijke overheden. |
| 2. Explication succincte du cadre législatif ou réglementaire | 2. Korte toelichting van het wetgevend of regelgevend kader |
| L’arrêté ministériel du 28 octobre 2020, tel que modifié par les arrêtés ministériels du 1er novembre, du 28 novembre, du 11 décembre, du 19 décembre, du 20 décembre, du 21 décembre du 24 décembre 2020 , du 12 janvier 2021 et du 14 janvier 2021, sanctionne pénalement les infractions aux dispositions des articles mentionnés ci-dessous.a) Les entreprises et associations offrant des biens ou des services aux consommateurs (articles 5 à 11)**Règles générales**Art. 5. Sans préjudice de l’article 8, les entreprises et associations offrant des biens ou des services aux consommateurs exercent leurs activités conformément au protocole ou aux règles minimales qui ont été communiquées sur le site web du service public compétent.Dans tous les cas, les règles minimales suivantes doivent être respectées:1° l'entreprise ou l'association informe les consommateurs, les membres du personnel et les tiers en temps utile et de manière clairement visible, des mesures de prévention en vigueur et dispense une formation appropriée aux membres du personnel ;2° une distance de 1,5 mètre est garantie entre chaque personne ;3° les consommateurs sont accueillis pendant une période de maximum 30 minutes, mais la visite peut durer plus longtemps si l'entreprise ou l'association ne fonctionne que sur rendez-vous ;4° un consommateur est autorisé par 10m² de la surface accessible au public ;5° si la surface accessible au public  est inférieure à 20m², il est autorisé d’accueillir deux consommateurs, à condition qu’une distance de 1,5 mètre soit garantie entre chaque personne ;6° si la surface accessible au public est supérieure à 400 m2, un contrôle d'accès adéquat doit être prévu ;7° couvrir la bouche et le nez avec un masque est obligatoire dans les espaces accessibles au public dans l'entreprise ou l'association et si les règles de distanciation sociale ne peuvent pas être respectées en raison de la nature de l'activité exercée d'autres moyens de protection personnelle sont fortement recommandés ;8° l'activité doit, le cas échéant conformément aux instructions de l'autorité compétente, être organisée de manière à ce que les rassemblements soient évités et à ce que les règles de distanciation sociale puissent être respectées, en particulier en ce qui concerne les personnes qui attendent à l'extérieur de l'établissement ;9° l'entreprise ou l'association met à disposition du personnel et des consommateurs les produits nécessaires à l'hygiène des mains ;10° l'entreprise ou l'association prend les mesures d'hygiène nécessaire pour désinfecter régulièrement l’établissement et le matériel utilisé ;11° l'entreprise ou l'association assure une bonne aération ;12° une personne de contact est désignée et rendue publique afin que les consommateurs et les membres du personnel puissent signaler une éventuelle contamination par le coronavirus COVID-19 en vue de faciliter le contact tracing ;13° les terrasses et les espaces publics sont organisés conformément aux prescriptions édictées par les autorités locales et dans le respect des mêmes règles qu'à l'intérieur ; 14° les courses sont effectuées seul, à l'exception des mineurs de son propre ménage ou des personnes ayant besoin d'une assistance qui peuvent être accompagnés d'un adulte.**Règles spécifiques pour l’horeca**Art. 6. § 1. Les établissements relevant du secteur horeca et les autres établissements de restauration et débits de boissons sont fermés, sauf pour proposer des repas à emporter et à livrer et des boissons non-alcoolisées à emporter jusqu'à 22 heures au plus tard. Des repas peuvent être proposés à emporter et/ou à livrer ensemble avec des boissons alcoolisées jusqu’à 20 heures.Par dérogation à l'alinéa 1er, les établissements suivants peuvent rester ouverts :1° tous les types d’hébergement, leur restaurant, de leur débits de boisson et de leurs autres facilités communes ;2° les cuisines de collectivité et les salles à manger pour les communautés résidentielles, scolaires, de vie et de travail.3° les facilités collectives pour les sans-abri ;4° les établissements de restauration et les débits de boissons dans les zones de transit des aéroports ;5° les facilités sanitaires dans les zones de service à côté des autoroutesPar dérogation à l’alinéa 2, 1°, les villages de vacances, les parcs de bungalows et les campings sont fermés au public à partir du 3 novembre 2020, à l’exception des hébergements de vacances, des bungalows, des chalets et des commodités pour camper qui servent à l’usage du propriétaire et/ou de son ménage, ou d’un ménage qui y a sa résidence habituelle, et uniquement pour cet usage.§ 2. Pour les activités horeca qui sont autorisées par le présent arrêté, au minimum les modalités spécifiques suivantes s'appliquent à l'accueil des clients, sans préjudice de l'article 5 :1° les tables sont disposées de manière à garantir une distance d'au moins 1,5 mètre entre les tablées, sauf si les tables sont séparées par une paroi en plexiglas ou une alternative équivalente, d'une hauteur minimale de 1,8 mètre ;2° un maximum de 4 personnes par table est autorisé ;3° seules des places assises à table sont autorisées ;4° chaque personne doit rester assise à sa propre table ;5° le port du masque ou, si cela est impossible pour des raisons médicales, d'un écran facial est obligatoire pour le personnel ;6° aucun service au bar n'est autorisé ;7° les données de contact, qui peuvent se limiter à un numéro de téléphone ou une adresse e-mail, d'un client par table sont enregistrées à l'arrivée et conservées, dans le respect de la protection des données à caractère personnel, pendant 14 jours calendrier afin de faciliter toute recherche de contact ultérieure. Les clients qui le refusent se voient l'accès refusé à l'établissement à l'arrivée. Ces données de contact ne peuvent être utilisées à d'autres fins que la lutte contre la COVID-19, elles doivent être détruites après 14 jours calendrier. Par dérogation à l’alinéa 1er , 2°, un ménage peut partager une table, peu importe la taille de ce ménage. Art. 7. § 1er. L'utilisation individuelle et collective des narguilés est interdite dans les lieux accessibles au public.§ 2. (*abrogé*) ~~L'utilisation des articles suivants est interdite, tant dans le domaine privée que dans l'espace public :~~~~1° les artifices de divertissement de catégorie F2, F3 et F4 visés à l'article 5 de l'arrêté royal du 20 octobre 2015 concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques ;~~~~2° les articles pyrotechniques destinés au théâtre des catégories T1 et T2 visés dans l'arrêté royal précité ;~~~~3° les autres articles pyrotechniques des catégories P1 et P2 visés dans l'arrêté royal précité.~~~~En outre, il est interdit d'utiliser des canons sonores ou canons à carbure.~~Art. 7bis.§ 1. Les activités de type « porte à porte » et de démarchage, quelle que soit leur nature, sont interdites.§2. Les team buildings en présentiel sont interdits. **(Parties des) entreprises restant fermées**Art. 8. Les établissements ou les parties des établissements relevant des secteurs culturel, festif, sportif, récréatif et évènementiel sont fermés au public, en ce compris notamment :1° les casinos, les salles de jeux automatiques et les bureaux de paris ;2° les centres de bien-être, en ce compris notamment les saunas, les bancs solaires, les jacuzzis, les cabines de vapeur et les hammams ;3° les discothèques et les dancings.4° les salles de réception et de fêtes ;5° les parcs d’attractions ;6° les plaines de jeux intérieures ;7° les zoos et les parcs animaliers ;8° les salles de bowling ;9° les fêtes foraines, les marchés annuels, les brocantes, les marchés aux puces, les marchés de Noël et les villages d’hiver ;10° les foires commerciales, en ce compris les salons ;11° les cinémas ;12° les centres de fitness ;13° les pistes de ski, les pistes de ski de randonnée et les centres de ski.Par dérogation à l’alinéa 1er, peuvent rester ouverts :1° les aires de jeux extérieures ;2° les musées ;3° les espaces extérieurs des parcs naturels, en ce compris l’entrée, la sortie, les facilités sanitaires et les locaux de premiers soins et de secours ;4° les piscines, à l'exclusion des parties récréatives et des piscines subtropicales ;5° les bibliothèques, les ludothèques et les médiathèques ;6° les bâtiments de culte et les bâtiments destinés à l’exercice public de l’assistance morale non confessionnelle ;7° les parties extérieures des infrastructures sportives;8° les pistes équestres couvertes dans les manèges et les hippodromes, et ce uniquement pour le bien-être de l’animal ;9° les lieux culturels qui ne sont pas visés à cet alinéa, mais uniquement pour :* l’accueil des groupes d’enfants jusqu’à l’âge de 12 ans accomplis, dans le cadre des activités scolaires et extrascolaires de l’enseignement obligatoire ;
* l’accueil des stages et activités organisés pour les enfants jusqu’à l’âge de 12 ans accomplis ;

10° les salles de sport et les infrastructures sportives qui ne sont pas visées à cet alinéa, mais uniquement pour :* l’accueil des groupes d’enfants jusqu’à l’âge de 12 ans accomplis, dans le cadre des activités scolaires et extrascolaires de l’enseignement obligatoire ;
* l’accueil des activités, stages et camps sportifs organisés ou autorisés par les autorités locales pour les enfants jusqu’à l’âge de 12 ans accomplis ;
* les entrainements des sportifs professionnels ;
* les compétitions professionnelles ;
* d’autres activités que des activités sportives, pour autant qu’elles soient autorisées par les dispositions du présent arrêté et les protocoles applicables.

Dans les établissements visés à l’alinéa 2, les règles minimales suivantes doivent être respectées :1° l’exploitant ou l’organisateur informe les visiteurs, les membres du personnel et les tiers en temps utile et de manière clairement visible des mesures de prévention en vigueur et dispense une formation appropriée aux membres du personnel ;2° une distance de 1,5 mètre est garantie entre chaque personne ;3° couvrir la bouche et le nez avec un masque et le port d’autres moyens de protection personnelle sont en tout temps fortement recommandés dans l’établissement, et y sont utilisés si les règles de distanciation sociale ne peuvent pas être respectées en raison de la nature de l’activité exercée, sans préjudice de l’article 25 ;4° l’activité doit être organisée de manière à éviter les rassemblements;5° l’exploitant ou l’organisateur met à disposition du personnel et des clients les produits nécessaires à l’hygiène des mains ;6° l’exploitant ou l’organisateur prend les mesures d’hygiène nécessaires pour désinfecter régulièrement l’établissement et le matériel utilisé ;7° l’exploitant ou l’organisateur assure une bonne aération.§ 2. L'offre de biens à domicile est interdite.La livraison et le placement à domicile de biens préalablement commandés sont autorisés.§ 3. Les entreprises et associations ou les parties des entreprises et associations suivantes sont fermées au public, en ce compris les prestations de service à domicile :1° les instituts de beauté ;2° les instituts de pédicure non-médicale ;3° les salons de manucure ;4° les salons de massage ;5° les salons de coiffure et barbiers ;6° les studios de tatouage et de piercing.§ 4. Les prestations de services au cours desquels la distance de 1,5 mètre ne peut pas être garantie entre le prestataire de services et le consommateur sont interdites, sauf en ce qui concerne : ~~les prestations de services par les commerces, entreprises et services privés et publics qui sont nécessaires à la protection des besoins vitaux de la Nation et des besoins de la population visés à l'annexe au présent arrêté.~~- les prestations de services par les commerces, entreprises et services privés et publics qui sont nécessaires à la protection des besoins vitaux de la Nation et des besoins de la population visés à l'annexe au présent arrêté ;- les prestations de services pour les formations et les examens du permis de conduire ainsi que pour les formations de pilotage d'aéronef ayant comme finalité une qualification professionnelle, dans le respect des modalités prévues par le protocole applicable.Les prestations de services à domicile sont interdites, sauf en ce qui concerne les prestations de services par les commerces, entreprises et services privés et publics qui sont nécessaires à la protection des besoins vitaux de la Nation et des besoins de la population visés à l'annexe au présent arrêté.**Règles spécifiques pour les centres commerciaux** Art. 9. Dans les centres commerciaux, au moins les modalités spécifiques suivantes s'appliquent à l'accueil des visiteurs :1° les règles minimales visées à l'article 5, alinéa 2 ;2° un visiteur est autorisé par 10 m² ;3° le centre commercial met à disposition du personnel et des visiteurs les produits nécessaires à l'hygiène des mains à l'entrée et à la sortie ;4° le centre commercial facilite le maintien d'une distance de 1,5 mètre par des marquages au sol et/ou des signalisations ;5° les visiteurs se déplacent seul, à l’exception des adultes qui peuvent accompagner les mineurs du même ménage ou les personnes ayant besoin d’une assistance ;6° un contrôle d'accès adéquat est prévu.**Horaires d’ouverture des magasins**Art. 10. Les magasins peuvent rester ouverts aux jours et heures habituels, sauf disposition contraire.Les magasins de nuit peuvent rester ouverts à partir de leur heure d'ouverture habituelle jusqu'à 22 heures.Art. 11. La vente de boissons alcoolisées est interdite dans tous les établissements, en ce compris les distributeurs automatiques, à partir de 20 heures jusqu'à 5 heures du matin.b) Les marchés et organisation de l'espace public aux alentours des rues commerçantes et centres commerciaux (article 13)Art. 13. Les autorités communales compétentes peuvent autoriser des marchés, à l’exception des marchés annuels, des brocantes, des marchés aux puces, des marchés de Noël et des villagesd’hiver, selon les modalités suivantes :1° le nombre maximum de visiteurs autorisés dans un marché s'élève à un visiteur par 1,5 mètre courant d'étal ;2° les marchands et leur personnel sont pour la durée d'exploitation d'un étal tenus de se couvrir la bouche et le nez avec un masque, toute autre alternative en tissu ou, lorsque cela n'est pas possible pour des raisons médicales, avec un écran facial ;3° les autorités communales compétentes mettent à disposition les produits nécessaires à l'hygiène des mains, aux entrées et sorties du marché ;4° les marchands mettent à la disposition de leur personnel et de leurs clients les produits nécessaires à l'hygiène des mains;5° les marchands ne peuvent proposer de la nourriture ou des boissons à la consommation sur place ;6° il est interdit aux visiteurs de consommer de la nourriture ou des boissons dans les marchés;7° une organisation ou un système permettant de vérifier combien de clients sont présents sur le marché est mis en place ;8° un plan de circulation à sens unique est élaboré, avec des entrées et des sorties distinctes sur le marché, sauf dérogation motivée accordée en cas de circonstance exceptionnelle par les autorités locales compétentes qui déterminent une solution alternative.Les courses sont effectuées seul, et pendant une période de maximum 30 minutes.Par dérogation à l’alinéa 2, un adulte peut accompagner les mineurs du même ménage ou les personnes ayant besoin d’une assistance.Sans préjudice de l’article 5 et sans préjudice des missions des services de secours et d'intervention, l'accès aux marchés est organisé par les autorités communales compétentes, de manière à respecter les règles de distanciation sociale, en particulier le maintien d'une distance de 1,5 mètre entre chaque personne, ainsi que les mesures de prévention appropriées, qui sont au moins équivalentes à celles du « Guide pour l'ouverture des commerces ».c) Les déplacements et les rassemblements (articles 14 et 15)**« Couvre-feu »**Art. 14. Il est interdit de se trouver sur la voie publique et dans l'espace public entre 00h00 et 5h00 du matin, sauf en cas de déplacements essentiels qui ne peuvent être reportés, tels que notamment :- avoir accès aux soins médicaux ;- fournir l'assistance et les soins aux personnes âgées, aux mineurs, aux personnes en situation d'handicap et aux personnes vulnérables ;- effectuer les déplacements professionnels, en ce compris le trajet domicile-lieu de travail.Sauf raison médicale urgente, le motif de la présence ou du déplacement sur la voie publique ou dans l'espace public est justifié à première demande des services de police.**Rassemblements**Art. 15. § 1er. Sauf disposition contraire plus stricte ou moins stricte prévue par le présent arrêté, les rassemblements de plus de quatre personnes, les enfants jusqu’à l’âge de 12 ans accomplis non-compris, sont uniquement autorisés dans les conditions prévues et pour les activités autorisées par le présent article. § 2. Les membres d'un même ménage peuvent se déplacer ensemble.§ 3. Un maximum de 15 personnes, les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, l'officier de l'état civil et le ministre du culte non-compris, peut être présent aux activités suivantes dans les bâtiments prévus à cet effet :1° les mariages civils;2° les enterrements et les crémations, sans possibilité d'exposition du corps;3° l'exercice collectif du culte et l'exercice collectif de l'assistance morale non confessionnelle et des activités au sein d'une association philosophique-non-confessionnelle.Pendant les activités visées à l’alinéa 1er, les règles minimales suivantes doivent être respectées :1° l’exploitant ou l’organisateur informe les participants et les membres du personnel en temps utile et de manière clairement visible des mesures de prévention en vigueur et dispense une formation appropriée aux membres du personnel ;2° une distance de 1,5 mètre est garantie entre chaque personne et une seule personne est autorisée par 10 m2 ;3° couvrir la bouche et le nez avec un masque est obligatoire et le port d’autres moyens de protection personnelle est en tout temps fortement recommandé ;4° l’activité doit être organisée de manière à ce que les rassemblements soient évités et à ce que les règles de distanciation sociale puissent être respectées, en particulier en ce qui concerne les personnes qui attendent à l'extérieur de l'établissement ou des bâtiments, le cas échéant conformément aux instructions de l'autorité compétente;5° l’exploitant ou l’organisateur met à disposition du personnel et des participants les produits nécessaires à l’hygiène des mains ;6° l’exploitant ou l’organisateur prend les mesures d’hygiène nécessaires pour désinfecter régulièrement l’établissement et le matériel utilisé ;7° l’exploitant ou l’organisateur assure une bonne aération ;8° les contacts physiques entre personnes sont interdits, sauf entre les membres d'un même ménage;9° les contacts physiques d'objets par plusieurs personnes sont interdits.§ 4. (*abrogé*) § 5. Un maximum de 50 enfants jusqu’à l’âge de 12 ans accomplis peut assister aux activités suivantes :1° les activités dans un contexte organisé, en particulier par un club ou une association, toujours en présence d’un entraîneur, encadrant ou superviseur majeur ;2° les camps, les stages et les activités dans le respect des règles prévues à l’article 18.§ 6. Des compétitions sportives professionnelles et des entrainements sportifs professionnels peuvent seulement avoir lieu sans public.§ 7. Des compétitions sportives non-professionnelles et des entrainements sportifs non-professionnels peuvent seulement avoir lieu pour des participants jusqu’à l’âge de 12 ans accomplis. Seul un membre du ménage des participants peut assister à ce type de compétitions et d’entrainements.§ 8. Lorsqu'une compétition est organisée sur la voie publique, l'autorisation préalable des autorités locales compétentes conformément à l'article 16 est requise.§ 9. Un maximum de 100 participants peut assister à des manifestations statiques qui se déroulent sur la voie publique, où la distanciation sociale peut être respectée, et qui ont été préalablement autorisées par les autorités communales compétentes conformément à l'article 16.Art. 15bis. Chaque ménage est autorisé à accueillir à la maison ou dans un hébergement touristique maximum un même contact rapproché durable par membre du ménage à la fois par période de 6 semaines, sans préjudice de l'article 23.Une personne isolée peut en plus du contact rapproché durable visé à l'alinéa 1er accueillir à la maison ou dans un hébergement touristique une personne supplémentaire à un autre moment.~~Par dérogation à l'alinéa 2, une personne isolée peut accueillir en même temps le contact rapproché durable et la personne supplémentaire à la maison ou dans un hébergement touristique le 24 ou 25 décembre 2020.~~d) Port du masque dans les transports publics (article 19)Les transports publics sont maintenus.Toute personne, à l’exception des enfants jusqu’à l’âge de 12 ans accomplis, est obligée de se couvrir la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu dès l'entrée dans l'aéroport, la gare, sur le quai ou un point d'arrêt, dans le bus, le (pré)métro, le tram, le train ou tout autre moyen de transport organisé par une autorité publique. Lorsque le port d'un masque ou d'une alternative en tissu n'est pas possible pour des raisons médicales, un écran facial peut être utilisé.Par dérogation à l'alinéa 2, le personnel roulant des sociétés de transport en commun n'est pas obligé de se couvrir la bouche et le nez, pour autant d'une part que le conducteur soit bien isolé dans une cabine et d'autre part qu'une affiche et/ou un autocollant indique aux usagers la raison pour laquelle le conducteur ne porte pas de masque.e) Port du masque dans certains lieux (article 25)Art. 25. Toute personne, à l’exception des enfants jusqu’à l’âge de 12 ans accomplis, est obligée de se couvrir la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu lorsqu'il est impossible de garantir le respect des règles de distanciation sociale, à l'exception des cas visés à l'article 23, § 2.Toute personne, à l’exception des enfants jusqu’à l’âge de 12 ans accomplis, est dans tous les cas obligée de se couvrir la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu dans les lieux suivants :1° les magasins et les centres commerciaux;2° les salles de conférence;3° les auditoires;4° les bâtiments de culte et les bâtiments destinés à l’exercice public de l’assistance morale non confessionnelle;5° les bibliothèques, les ludothèques et les médiathèques;6° les rues commerçantes, les marchés, et tout lieu privé ou public à forte fréquentation, déterminés par les autorités locales compétentes et délimités par un affichage précisant les horaires auxquels l'obligation s'applique;7° les établissements et les lieux où des activités horeca, sont autorisées, tant les clients que le personnel, sauf pendant qu'ils mangent, boivent ou sont assis à leur propre table.8° lors des déplacements dans les parties publiques et non-publiques des bâtiments de justice, ainsi que dans les salles d’audience lors de chaque déplacement et, dans les autres cas conformément aux directives du président de la chambre.Lorsque le port d'un masque ou de toute autre alternative en tissu n'est pas possible pour des raisons médicales, un écran facial peut être utilisé.Les personnes qui sont dans l'impossibilité de porter un masque, une alternative en tissu ou un écran facial, en raison d'une situation de handicap attestée au moyen d'un certificat médical, ne sont pas tenues par les dispositions du présent arrêté prévoyant cette obligation.f) Interdiction des voyages non essentiels vers la Belgique (article 21) § 1er. Les voyages non essentiels vers la Belgique sont interdits.§ 2. Par dérogation au paragraphe 1er, il est autorisé :1° de voyager vers la Belgique au départ de tous les pays de l'Union européenne et de la zone Schengen ; 2° de voyager vers la Belgique au départ des pays qui figurent sur la liste publiée sur le site web du Service public fédéral Affaires étrangères.§2bis. (*abrogé*) ~~Par dérogation aux paragraphes 1er et 2, tous les voyages vers la Belgique au départ du Royaume-Uni par le biais des transports de~~~~passagers sont interdits, le 22 décembre 2020.~~~~Par dérogation aux paragraphes 1er et 2, sont uniquement autorisés, du 23 décembre 2020 au 31 décembre 2020 inclus :~~~~1° les voyages vers la Belgique au départ du Royaume-Uni des personnes ayant la nationalité belge et des personnes ayant leur~~~~résidence principale en Belgique ;~~~~2° les voyages suivants qui sont strictement nécessaires et qui ne peuvent pas être reportés vers la Belgique au départ du Royaume-Uni des personnes autres que celles visées au 1°, le cas échéant sur présentation d’une attestation délivrée par l’employeur :~~1. ~~les déplacements professionnels des professionnels de la santé, des chercheurs dans le domaine de la santé et des professionnels de la prise en charge des personnes âgées ;~~
2. ~~les déplacements professionnels du personnel de transport ;~~
3. ~~les déplacements des diplomates, le personnel des organisations internationales et les personnes qui sont invitées par des organisations internationales et dont la présence physique est nécessaire pour le bon fonctionnement de ces organisations, le personnel militaire et des forces de l’ordre, le personnel de la protection civile, les travailleurs humanitaires, dans l’exercice de leur fonction ;~~
4. ~~les déplacements professionnels des journalistes ;~~
5. ~~les déplacements pour les raisons familiales impératives suivantes :~~
* ~~les voyages justifiés par le regroupement familial ;~~
* ~~les visites à un conjoint ou un partenaire légal résidant, pour des raisons professionnelles ou personnelles, les conjoints ou les partenaires vivent séparés ;~~
* ~~les voyages dans le cadre de la coparentalité ;~~
* ~~les voyages dans le cadre de funérailles ou de crémations en cas de premier et deuxième degré de parenté ;~~

~~3° les voyages de transit en Belgique en cas de trafic aérien au départ du Royaume-Uni, pour autant que la destination finale se trouve en dehors de l’Union européenne et de la zone Schengen.~~~~4° les voyages de transit en Belgique au départ du Royaume-Uni vers le pays de nationalité ou de résidence principale, pour autant que ce pays se trouve dans l'Union européenne ou la zone Schengen.~~§ 3. Pour les voyages autorisés conformément aux paragraphes 1 et 2 vers la Belgique depuis un pays qui n'appartient pas à la zone Schengen, le voyageur est tenu, préalablement au voyage, de remplir et de présenter au transporteur, avant l'embarquement, la version électronique du Formulaire de Localisation du Passager, publiée sur les sites web du Service public fédéral Affaires étrangères et de l'Office des étrangers. S'il n'est pas possible pour le voyageur d'utiliser la version électronique du Formulaire de Localisation du Passager, il est tenu de remplir et de signer la version papier du Formulaire de Localisation du Passager publiée sur les sites web du Service public fédéral Affaires étrangères et de l'Office des étrangers.Le transporteur est tenu de contrôler que tous les passagers, préalablement à l'embarquement, ont complété un Formulaire de Localisation du Passager. En l'absence de ce formulaire, le transporteur est tenu de refuser l'embarquement. Le transporteur contrôle à nouveau que le Formulaire de Localisation du Passager est rempli à l’arrivée sur le territoire belge.A défaut d'une telle déclaration ou en cas d'informations fausses, trompeuses ou incomplètes dans cette déclaration, l'entrée peut être refusée conformément à l'article 14 du code frontières Schengen ou à l'article 43 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.§ 4. Dans le cas d'un voyage vers la Belgique depuis un territoire situé dans la Zone Schengen, le voyageur est tenu, préalablement au voyage, de remplir et de présenter au transporteur avant l'embarquement la version électronique du Formulaire de Localisation du Passager, publiée sur les sites web du Service public fédéral Affaires étrangères et de l'Office des étrangers. S'il n'est pas possible pour le voyageur d'utiliser la version électronique du Formulaire de Localisation du Passager, il est tenu de remplir, signer et transmettre au transporteur la version papier du Formulaire de Localisation du Passager publiée sur les sites web du Service public fédéral Affaires étrangères et de l'Office des étrangers. Le transporteur est tenu de transmettre cette déclaration à Saniport sans délai.Le transporteur est tenu de contrôler que tous les passagers, préalablement à l'embarquement, ont complété un Formulaire de Localisation du Passager. En l'absence de ce formulaire, le transporteur est tenu de refuser l'embarquement. Le transporteur contrôle à nouveau que le Formulaire de Localisation du Passager est rempli à l’arrivée sur le territoire belge.§ 5. Dans le cas d'un voyage visé aux paragraphes 3 et 4 qui n'implique pas l'utilisation d'un transporteur, le voyageur, dont le séjour en Belgique excède 48 heures, et dont le séjour préalable en dehors de la Belgique a duré plus de 48 heures, est personnellement tenu, préalablement au voyage, de remplir et de signer la version électronique du Formulaire de Localisation du Passager, publiée sur les sites web du Service public fédéral Affaires étrangères et de l'Office des étrangers.S'il n'est pas possible pour le voyageur d'utiliser la version électronique du Formulaire de Localisation du Passager, il est tenu, préalablement au voyage, de remplir, signer et transmettre à Saniport la version papier du Formulaire de Localisation du Passager publiée sur les sites web du Service public fédéral Affaires étrangères et de l'Office des étrangers.§5bis. En complément des paragraphes 3, 4 et 5, le voyageur est tenu de garder sur lui la preuve d‘introduction du Formulaire de Localisation du Passager rempli conformément aux paragraphes 3, 4 et 5, et ce pendant tout le voyage jusqu’à la destination finale en Belgique et pendant les 48 heures qui suivent. S’il n’est pas possible d’obtenir une telle preuve, le voyageur est tenu de garder sur lui une copie du Formulaire de Localisation du Passager rempli conformément aux paragraphes 3, 4 et 5, et ce pendant tout le voyage jusqu’à la destination finale en Belgique et pendant les 48 heures qui suivent.§ 6. Les données à caractère personnel recueillies au moyen du Formulaire de Localisation du Passager, en exécution des paragraphes 3, 4 et 5, peuvent être enregistrées dans la base de données I visée à l'article 1er, § 1er, 6° de l'accord de coopération du 25 août 2020 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspections d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le coronavirus COVID-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano, et être traitées et échangées pour les finalités de traitement fixées à l'article 3 dudit accord de coopération.§7. Dans le cas d’un voyage visé aux paragraphes 3, 4 et 5, toute personne, à partir de l’âge de 12 ans, arrivant sur le territoire belge en provenance d’un territoire classé zone rouge sur le site Internet du Service public fédéral Affaires étrangères dans le cadre de la crise de la COVID-19 et n’ayant pas sa résidence principale en Belgique, est tenue de disposer d’un résultat de test négatif sur la base d’un test effectué au plus tôt ~~48 heures avant l’arrivée sur~~ 72 heures avant de départ vers le territoire belge. Le cas échéant, le transporteur est tenu de vérifier que ces personnes présentent, préalablement à leur embarquement, un résultat de test négatif. En l’absence d’un résultat de test négatif, le transporteur est tenu de refuser l’embarquement.Par dérogation à l'alinéa 1er, les catégories de voyageurs suivantes ne doivent pas disposer d'un résultat de test négatif :1° pour autant qu'ils voyagent vers la Belgique dans le cadre de leur fonction :- les travailleurs du secteur des transports ou prestataires de services de transport, y compris les conducteurs de véhicules de transport de marchandises destinées à être utilisées sur le territoire ainsi que de ceux qui ne font que transiter ;- les gens de mer ;- les « Border Force Officers » du Royaume-Uni ;- les travailleurs frontaliers ;2° les élèves frontaliers qui voyagent vers la Belgique dans le cadre de l'enseignement obligatoire ;3° les personnes qui voyagent vers la Belgique dans le cadre de la coparentalité transfrontalière.x xx L’obligation de prendre les mesures nécessaires pour garantir le respect des règles de distanciation sociale, telle que visée à l’article 23, n’est pas punissable en tant que telle mais uniquement dans le cadre de certaines activités mentionnées aux articles 5, 6, 8, 9, 13, et 15. L’infraction à ces règles est rendue punissable via l’article 26. Cependant, une exception est faite pour les dispositions des articles 5, 6, 8, 9 et 13 concernant la relation entre l’employeur et le travailleur. Si les règles de distanciation sociale ne sont pas appliquées dans une entreprise, il peut être question de concours idéal entre les infractions à l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020 et celles à la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, en tenant compte de l’exception prévue à l’article 26 concernant la relation entre l'employeur et le travailleur.x xx L’article 26 dispose que les infractions aux dispositions suivantes sont sanctionnées par les peines prévues à l'article 187 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile soit un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six à cinq cents euros, ou d'une de ces peines seulement : * les articles 5 à 11 inclus à l'exception des dispositions concernant la relation entre l'employeur et le travailleur ;
* l'article 13 à l'exception des dispositions concernant la relation entre l'employeur et le travailleur et concernant les obligations des autorités communales compétentes ;
* les articles 14, 15, 15bis, 19, 21 et 25.
 | Overeenkomstig het ministerieel besluit van 28 oktober 2020, zoals gewijzigd door de ministeriële besluiten van 1 november, 28 november, 11 december, 19 december, 20 december, 21 december 24 december 2020, 12 januari 2021 en 14 januari 2021, worden de inbreuken op de bepalingen van de onderstaande artikelen strafrechtelijk bestraft.a) De ondernemingen en verenigingen die goederen of diensten aanbieden aan consumenten (artikelen 5 tot en met 11)**Algemene regels**Art. 5. Onverminderd artikel 8, oefenen de ondernemingen en verenigingen die goederen of diensten aanbieden aan consumenten hun activiteiten uit overeenkomstig het protocol of de daartoe op de website van de bevoegde overheidsdienst bekendgemaakte minimale algemene regels.In elk geval dienen de volgende minimale regels te worden nageleefd:1° de onderneming of vereniging informeert de consumenten, personeelsleden en derden tijdig en duidelijk zichtbaar over de geldende preventiemaatregelen en verstrekken de personeelsleden een passende opleiding;2° een afstand van 1,5 meter tussen elke persoon wordt gegarandeerd;3° de consumenten worden toegelaten gedurende een periode van maximum 30 minuten, maar het bezoek kan langer duren indien de onderneming of vereniging uitsluitend op afspraak werkt;4° één consument per 10m² van de voor het publiek toegankelijke vloeroppervlakte wordt toegelaten;5° indien de voor het publiek toegankelijke vloeroppervlakte minder dan 20m² bedraagt, is het toegelaten om twee consumenten te ontvangen, mits een afstand van 1,5 meter tussen elke persoon gegarandeerd is;6° indien de voor het publiek toegankelijke vloeroppervlakte meer dan 400 m2 bedraagt, dient in een toereikende toegangscontrole te worden voorzien;7° het bedekken van de mond en neus met een mondmasker in de onderneming of vereniging is verplicht in de voor het publiek toegankelijke ruimtes, en indien de regels van de social distancing niet kunnen worden nageleefd omwille van de aard van de uitgeoefende activiteit worden andere persoonlijke beschermingsmiddelen sterk aanbevolen;8° de activiteit moet, desgevallend overeenkomstig de richtlijnen van de bevoegde overheid, zo worden georganiseerd dat samenscholingen worden vermeden en dat de regels van de social distancing kunnen worden gerespecteerd, in het bijzonder voor wat betreft personen die buiten de inrichting wachten;9° de onderneming of vereniging stelt middelen voor de noodzakelijke handhygiëne ter beschikking van het personeel en de consumenten;10° de onderneming of vereniging neemt de gepaste hygiënemaatregelen om de inrichting en het gebruikte materiaal regelmatig te desinfecteren;11° de onderneming of vereniging zorgt voor een goede verluchting;12° een contactpersoon wordt aangeduid en bekendgemaakt, zodat consumenten en personeelsleden een mogelijke besmetting met het coronavirus COVID-19 kunnen melden met het oog op het vergemakkelijken van contact tracing;13° terrassen en openbare ruimten worden georganiseerd overeenkomstig de voorschriften bepaald door de lokale overheden en met respect voor dezelfde regels als deze die binnen gelden.14° er wordt individueel gewinkeld, met uitzondering van de minderjarigen van het eigen huishouden of de personen die nood hebben aan begeleiding, die kunnen worden begeleid door één volwassene.**Specifieke regels voor de horecasector** Art. 6. § 1. De inrichtingen die behoren tot de horecasector en andere eet- en drankgelegenheden zijn gesloten, behalve voor het aanbieden en leveren van afhaalmaaltijden en niet-alcoholische dranken om mee te nemen tot ten laatste 22.00 uur.Afhaalmaaltijden mogen samen worden aangeboden en/of geleverd met alcoholische dranken tot 20.00uur.In afwijking van het eerste lid mogen de volgende inrichtingen openblijven:1° alle logiesvormen, met uitsluiting van hun restaurant, drankgelegenheden en andere gemeenschappelijke faciliteiten;2° de grootkeukens en eetzalen voor verblijf-, school-, leef- en werkgemeenschappen.3° de collectieve faciliteiten voor dak- en thuislozen;4° de eet- en drankgelegenheden in de transitzones van de luchthavens.5° de sanitaire voorzieningen op de dienstenzones langs de snelwegen.In afwijking van het tweede lid, 1° zijn de vakantieparken, bungalowparken en campings gesloten voor het publiek vanaf 3 november 2020, met uitzondering van de vakantieverblijven, bungalows, chalets en kampeervoorzieningen die dienen voor het gebruik door de eigenaar en/of diens huishouden, of door een huishouden dat er zijn gewoonlijke verblijfplaats heeft, en enkel voor dit gebruik.§ 2. Voor de horeca-activiteiten die door dit besluit worden toegelaten, gelden bij het ontvangen van klanten minstens de volgende specifieke modaliteiten, onverminderd artikel 5:1° de tafels worden zo geplaatst dat een afstand van minstens 1,5 meter tussen de tafelgezelschappen wordt gegarandeerd, tenzij de tafels worden gescheiden door een plexiglazen wand of een gelijkwaardig alternatief, met een minimale hoogte van 1,8 meter ;2° een maximum van 4 personen per tafel is toegestaan;3° enkel zitplaatsen aan tafel zijn toegestaan;4° elke persoon moet aan zijn eigen tafel blijven zitten;5° het dragen van een mondmasker of, wanneer dit niet mogelijk is omwille van medische redenen, van een gelaatsscherm is verplicht voor het personeel;6° er is geen enkele bediening aan de bar toegestaan;7° de contactgegevens van één klant per tafel, die zich kunnen beperken tot een telefoonnummer of een e-mailadres, worden geregistreerd bij aankomst en bewaard, met respect voor de bescherming van de persoonsgegevens, gedurende 14 kalenderdagen teneinde enig later contactonderzoek te faciliteren. Voor de klanten die dit weigeren wordt de toegang tot de inrichting bij aankomst geweigerd. Die contactgegevens mogen enkel worden gebruikt voor de doeleinden van de strijd tegen COVID-19, ze moeten worden vernietigd na 14 kalenderdagen. In afwijking van het eerste lid, 2°, mag een huishouden een tafel delen, ongeacht de grootte van dat huishouden.Art. 7. § 1. Het individueel en collectief gebruik van waterpijpen is verboden in voor het publiek toegankelijke plaatsen.§ 2. (*opgeheven*) ~~Het gebruik van de volgende pyrotechnische artikelen is verboden, zowel op privaat domein als in de openbare ruimte:1° vuurwerk van de categorieën F2, F3 en F4 als bedoeld in artikel 5 van het koninklijk besluit van 20 oktober 2015 betreffende het op de markt aanbieden van pyrotechnische artikelen;2° de pyrotechnische artikelen voor theatergebruik van de categorieën T1 en T2 zoals bedoeld in het voormelde koninklijk besluit;3° andere pyrotechnische artikelen van de categorieën P1 en P2 zoals bedoeld in het voormelde koninklijk besluit.Daarnaast is het verboden om geluids- of carbuurkanonnen te gebruiken.~~Art. 7bis.§1. Huis-aan-huis- en leurdersactiviteiten, van welke aard dan ook, zijn verboden.§2. Teambuildings met fysieke aanwezigheid zijn verboden.**(Onderdelen van) ondernemingen die gesloten blijven** Art. 8. De inrichtingen of onderdelen van inrichtingen die behoren tot de culturele, feestelijke, sportieve, recreatieve en evenementensector worden gesloten voor het publiek, met inbegrip van onder meer:1° de casino’s, speelautomatenhallen en wedkantoren;2° de wellnesscentra, met inbegrip van onder meer sauna’s, zonnebanken, jacuzzi's, stoomcabines en hammams;3° de discotheken en dancings.4° de feest- en receptiezalen;5° de pretparken;6° de binnenspeeltuinen;7° de dierentuinen en dierenparken8° de bowlingzalen;9° de kermissen, jaarmarkten, brocantemarkten, rommelmarkten, kerstmarkten en winterdorpen;10° de handelsbeurzen, met inbegrip van de salons;11° de bioscopen ;12° de fitnesscentra;13° de skipistes, langlaufpistes en skicentra.In afwijking van het eerste lid, mogen geopend blijven:1° de buitenspeeltuinen;2° de musea;3° de buitengedeelten van natuurparken, met inbegrip van de ingang, uitgang, sanitaire voorzieningen, eerste hulp en noodgebouwen;4° de zwembaden, met uitsluiting van de recreatieve onderdelen en van de subtropische zwembaden;5° de bibliotheken, spelotheken en mediatheken;6° de gebouwen der erediensten en de gebouwen bestemd voor de openbare uitoefening van de niet-confessionele morele dienstverlening;7° de buitengedeelten van sportinfrastructuren;8° de overdekte paardenpistes in manèges en paardenrenbanen, en dit enkel met het oog op het welzijn van het dier;9° de niet in dit lid bedoelde culturele plaatsen, maar enkel voor:* groepen van kinderen tot en met 12 jaar, in het kader van schoolse of buitenschoolse activiteiten van het ~~verplicht~~ leerplichtonderwijs;
* stages en activiteiten voor kinderen tot en met 12 jaar;

10° de niet in dit lid bedoelde sportzalen en –voorzieningen, maar dit enkel voor:* groepen van kinderen tot en met 12 jaar in het kader van schoolse of buitenschoolse activiteiten van het leerplichtonderwijs;
* sportactiviteiten, -stages en –kampen georganiseerd of toegelaten door de lokale overheid voor kinderen tot en met 12 jaar;
* trainingen van professionele sporters;
* professionele wedstrijden;
* andere activiteiten dan sportactiviteiten, voor zover deze zijn toegelaten volgens de bepalingen van dit besluit en de toepasselijke protocollen.

In de inrichtingen bedoeld in het tweede lid dienen de volgende minimale regels te worden nageleefd:1° de uitbater of organisator informeert de bezoekers, personeelsleden en derden tijdig en duidelijk zichtbaar over de geldende preventiemaatregelen en verstrekken de personeelsleden een passende opleiding;2° een afstand van 1,5 meter tussen elke persoon wordt gegarandeerd;3° het bedekken van de mond en neus met een mondmasker en het dragen van andere persoonlijke beschermingsmiddelen worden steeds sterk aanbevolen in de inrichting en worden er gebruikt indien de regels van de social distancing niet kunnen worden nageleefd omwille van de aard van de uitgeoefende activiteit, onverminderd artikel 25;4° de activiteit moet zo worden georganiseerd dat samenscholingen worden vermeden;5° de uitbater of organisator stelt middelen voor de noodzakelijke handhygiëne ter beschikking van het personeel en de bezoekers;6° de uitbater of organisator neemt de gepaste hygiënemaatregelen om de inrichting en het gebruikte materiaal regelmatig te desinfecteren;7° de uitbater of organisator zorgt voor een goede verluchting.§ 2. Het aanbieden van goederen aan en in huis is verboden.Het leveren en plaatsen van vooraf bestelde goederen aan en in huis is toegelaten.§3. De volgende ondernemingen en verenigingen of onderdelen zijn gesloten voor het publiek, met inbegrip van dienstverlening aan huis :1° de schoonheidssalons;2° de niet-medische pedicurezaken;3° de nagelsalons;4° de massagesalons;5° de kapperszaken en barbiers;6° de tatoeage- en piercingsalons.§ 4. Dienstverlening waarbij de afstand van 1,5 meter tussen de dienstverlener en de consument niet kan worden gegarandeerd is verboden, behalve voor wat betreft : ~~de dienstverlening door de handelszaken, private en publieke bedrijven en diensten die noodzakelijk zijn voor de bescherming van de vitale belangen van de Natie en de behoeften van de bevolking bedoeld in de bijlage van dit besluit.~~- de dienstverlening door de handelszaken, private en publieke bedrijven en diensten die noodzakelijk zijn voor de bescherming van de vitale belangen van de Natie en de behoeften van de bevolking bedoeld in de bijlage van dit besluit;- de dienstverlening voor de rijopleidingen en de rijexamens, alsook voor de opleidingen voor het besturen van luchtvaartuigen met als doel een professionele kwalificatie, met naleving van de modaliteiten voorzien in het toepasselijke protocol.Dienstverlening aan en in huis is verboden, behalve voor wat betreft dienstverlening door de handelszaken, private en publieke bedrijven en diensten die noodzakelijk zijn voor de bescherming van de vitale belangen van de Natie en de behoeften van de bevolking bedoeld in de bijlage van dit besluit.**Specifieke regels voor de winkelcentra**Art. 9. In de winkelcentra gelden bij het ontvangen van bezoekers minstens de volgende specifieke modaliteiten:1° de minimale regels bedoeld in artikel 5, tweede lid;2° één bezoeker per 10 m2 wordt toegelaten;3° het winkelcentrum stelt middelen om de noodzakelijke handhygiëne te voorzien ter beschikking van het personeel en de bezoekers bij de in- en uitgang;4° het winkelcentrum vergemakkelijkt het behoud van een afstand van 1,5 meter middels het aanbrengen van markeringen op de grond en/of signalisaties.5° bezoekers verplaatsen zich individueel, met uitzondering van volwassenen die minderjarigen van hetzelfde huishouden of personen die nood hebben aan begeleiding mogen vergezellen;6° er wordt in een toereikende toegangscontrole voorzien.**Openingstijden van winkels**Art. 10. Winkels mogen open blijven volgens de gebruikelijke dagen en uren, behoudens andersluidende bepalingen.Nachtwinkels mogen geopend blijven vanaf het gebruikelijke openingsuur tot 22.00 uur.Art. 11. De verkoop van alcoholische dranken is in alle inrichtingen, met inbegrip van automaten, verboden vanaf 20.00 uur tot 05.00 uur `s morgens.b) Markten en organisatie van de openbare ruimte rond de winkelstraten en –centra (artikel 13)Art. 13. De bevoegde gemeentelijke overheid kan markten, met uitzondering van de jaarmarkten, brocantemarkten, rommelmarkten, kerstmarkten en winterdorpen, toelaten onder de volgende modaliteiten:1° het maximum aantal bezoekers dat wordt toegelaten op een markt bedraagt 1 bezoeker per 1,5 lopende meter aan het kraam;2° de marktkramers en hun personeel zijn tijdens het uitbaten van een kraam verplicht om de mond en de neus te bedekken met een masker, elk ander alternatief in stof of, wanneer dit niet mogelijk is omwille van medische redenen, met een gelaatsscherm;3° de bevoegde gemeentelijke overheid stelt middelen om de noodzakelijke handhygiëne te voorzien ter beschikking bij de in- en uitgangen van de markt;4° de marktkramers stellen middelen om de noodzakelijke handhygiëne te voorzien ter beschikking van hun personeel en hun klanten;5° de marktkramers mogen geen voeding of dranken aanbieden voor consumptie ter plaatse ;6° bezoekers mogen op de markten geen voeding of dranken nuttigen;7° er wordt een organisatie of een systeem ingevoerd om te controleren hoeveel klanten er op de markt aanwezig zijn;8° er wordt een éénrichtingsverkeersplan opgesteld, met afzonderlijke toe- en uitgangen tot en van de markt, tenzij er in uitzonderlijke omstandigheden een gemotiveerde afwijking wordt toegestaan door de bevoegde lokale overheid, die een alternatieve oplossing bepaalt.Er wordt individueel gewinkeld en gedurende een periode van maximum 30 minuten.In afwijking van het tweede lid, mag een volwassene de minderjarigen van hetzelfde huishouden of personen die nood hebben aan begeleiding, vergezellen.Onverminderd artikel 5 en onverminderd de opdrachten van de hulp- en interventiediensten, wordt de toegang tot de markten door de bevoegde gemeentelijke overheid op dusdanige wijze georganiseerd, zodat de regels van de social distancing kunnen worden gerespecteerd, in het bijzonder het behoud van een afstand van 1,5 meter tussen elke persoon, evenals de passende preventiemaatregelen die minstens gelijkwaardig zijn aan deze van de "Gids voor de opening van de handel".c) Verplaatsingen en samenscholingen (artikelen 14 en 15)**« Uitgangsverbod »**Art. 14. Het is verboden om zich op de openbare weg en in de openbare ruimte te bevinden tussen 0.00 uur en 05.00 uur 's morgens, behalve in geval van essentiële, niet-uitstelbare verplaatsingen, zoals onder meer:- om toegang te hebben tot medische zorgen;- om bijstand en zorgen te voorzien voor oudere personen, voor minderjarigen, voor personen met een handicap en voor kwetsbare personen;- het uitvoeren van de professionele verplaatsingen, met inbegrip van het woon-werkverkeer.Behalve in geval van een dringende medische reden, wordt de reden van aanwezigheid of verplaatsing op de openbare weg of in de openbare ruimte aangetoond op eerste vraag van de politiediensten.**Samenscholingen**Art. 15. § 1. Behoudens andersluidende strengere of minder strenge bepaling voorzien door dit besluit, zijn samenscholingen van meer dan vier personen, kinderen tot en met 12 jaar niet meegeteld, enkel toegelaten onder de voorwaarden voorzien en voor de activiteiten toegelaten door dit artikel. § 2. De leden van eenzelfde huishouden mogen zich samen verplaatsen.§ 3. Een maximum van 15 personen, kinderen tot en met 12 jaar, de ambtenaar van de burgerlijke stand en de bedienaar van de eredienst niet meegeteld, mag aanwezig zijn bij de volgende activiteiten in de gebouwen die hiervoor bestemd zijn :1° de burgerlijke huwelijken;2° de begrafenissen en crematies, zonder de mogelijkheid tot blootstelling van het lichaam;3° de collectieve uitoefening van de eredienst en de collectieve uitoefening van de niet-confessionele morele dienstverlening en van activiteiten binnen een filosofisch-levensbeschouwelijke vereniging.Tijdens de activiteiten bedoeld in het eerste lid dienen de volgende minimale regels te worden nageleefd:1° de uitbater of organisator informeert de aanwezigen en personeelsleden tijdig en duidelijk zichtbaar over de geldende preventiemaatregelen en verstrekken de personeelsleden een passende opleiding;2° een afstand van 1,5 meter tussen elke persoon wordt gegarandeerd en één enkele persoon per 10 m2 is toegelaten;3° het bedekken van de mond en neus met een mondmasker is verplicht en het dragen van andere persoonlijke beschermingsmiddelen wordt steeds sterk aanbevolen;4° de activiteit moet zo worden georganiseerd dat samenscholingen worden vermeden en dat de regels van social distancing kunnen worden gerespecteerd, in het bijzonder voor wat betreft personen die buiten de inrichting of de gebouwen wachten, desgevallend overeenkomstig de richtlijnen van de bevoegde overheid;5° de uitbater of organisator stelt middelen voor noodzakelijke handhygiëne ter beschikking van het personeel en de aanwezigen;6° de uitbater of organisator neemt de gepaste hygiënemaatregelen om de inrichting en het gebruikte materiaal regelmatig te desinfecteren;7° de uitbater of organisator zorgt voor een goede verluchting ;8° fysieke aanrakingen tussen personen zijn verboden, behalve tussen de leden van eenzelfde huishouden;9° fysieke aanrakingen van voorwerpen door verschillende personen zijn verboden.§ 4. (*opgeheven*) § 5. Een maximum van 50 kinderen tot en met 12 jaar mag de volgende activiteiten bijwonen:1° de activiteiten in georganiseerd verband, in het bijzonder door een club of vereniging, steeds in aanwezigheid van een meerderjarige trainer, begeleider of toezichter;2° de kampen, stages en activiteiten met naleving van de regels voorzien in artikel 18.§ 6. Professionele sportieve wedstrijden en professionele sporttrainingen kunnen enkel plaatsvinden zonder publiek.§ 7. Niet-professionele sportieve wedstrijden en niet-professionele sporttrainingen kunnen enkel plaatsvinden voor deelnemers tot en met 12 jaar. Deze wedstrijden en trainingen mogen enkel worden bijgewoond door één lid van het huishouden van de deelnemers.§ 8. Wanneer een wedstrijd wordt georganiseerd op de openbare weg, is de voorafgaande toelating van de bevoegde lokale overheid overeenkomstig artikel 16 vereist.§ 9. Een maximum van 100 deelnemers mag statische betogingen bijwonen die plaatsvinden op de openbare weg, waar de social distancing kan worden gerespecteerd, en die voorafgaand werden toegelaten door de bevoegde gemeentelijke overheid overeenkomstig artikel 16.Art. 15bis. Ieder huishouden mag per lid maximum één zelfde duurzaam onderhouden nauw contact per 6 weken per keer in huis of in een toeristisch logies ontvangen, onverminderd artikel 23.Een alleenstaande mag naast het duurzaam onderhouden nauw contact bedoeld in het eerste lid één bijkomende persoon in huis of in een toeristisch logies ontvangen op een ander moment.~~In afwijking van het tweede lid, mag een alleenstaande het duurzaam onderhouden nauw contact en de bijkomende persoon tegelijkertijd in huis of in een toeristisch logies ontvangen op 24 of 25 december 2020.~~d) Dragen van een masker in het openbaar vervoer (artikel 19) Het openbaar vervoer blijft behouden.Eenieder, met uitzondering van kinderen tot en met 12 jaar, is verplicht om de mond en de neus te bedekken met een masker of elk ander alternatief in stof, vanaf het betreden van de luchthaven, het station, op het perron of een halte, in de bus, de (pre)metro, de tram, de trein of elk ander vervoersmiddel dat door een openbare overheid wordt georganiseerd. Wanneer het dragen van een masker of van een alternatief in stof niet mogelijk is omwille van medische redenen, mag een gelaatsscherm worden gebruikt.In afwijking van het tweede lid is het rijdend personeel van de openbare vervoersmaatschappijen niet verplicht om de mond en de neus te bedekken, voor zover enerzijds de conducteur goed geïsoleerd is in een cabine en anderzijds een affiche en/of zelfklever aan de gebruikers de reden aangeeft waarom de conducteur geen masker draagt.e) Dragen van een mondmasker op bepaalde plaatsen (artikel 25)Art. 25. Eenieder, met uitzondering van kinderen tot en met 12 jaar, is verplicht om de mond en de neus te bedekken met een mondmasker of elk ander alternatief in stof wanneer het onmogelijk is om de naleving van de regels van social distancing te garanderen, met uitzondering van de gevallen bedoeld in artikel 23, § 2.Eenieder, met uitzondering van kinderen tot en met 12 jaar, is in elk geval verplicht om de mond en de neus te bedekken met een mondmasker of elk ander alternatief in stof op de volgende plaatsen :1° de winkels en de winkelcentra;2° de conferentiezalen;3° de auditoria;4° de gebouwen der eredienst en de gebouwen bestemd voor de openbare uitoefening van de niet-confessionele morele dienstverlening;5° de bibliotheken, de spelotheken en de mediatheken;6° de winkelstraten, de markten, en elke private of publieke druk bezochte plaats, bepaald door de bevoegde lokale overheid en afgebakend met een aanplakking die de tijdstippen preciseert waarop de verplichting van toepassing is;7° de inrichtingen en plaatsen waar horeca-activiteiten toegelaten zijn, zowel de klanten als het personeel, tenzij gedurende het eten, drinken, of aan tafel zitten.8° bij verplaatsingen in de publieke en niet-publieke delen van de gerechtsgebouwen, alsook in de zittingszalen bij elke verplaatsing en, in de andere gevallen, overeenkomstig de richtlijnen van de kamervoorzitter.Wanneer het dragen van een mondmasker of elk alternatief in stof niet mogelijk is omwille van medische redenen, mag een gelaatsscherm worden gebruikt.De personen die in de onmogelijkheid zijn een mondmasker, een alternatief in stof of een gelaatsscherm te dragen omwille van een beperking, gestaafd door middel van een medisch attest, moeten niet voldoen aan de bepalingen van dit besluit die deze verplichting voorzien.f) Verbod van niet essentiële reizen naar België (artikel 21)§ 1. Niet essentiële reizen naar België zijn verboden. § 2. In afwijking van de eerste paragraaf is het toegelaten om : 1° te reizen naar België vanuit alle landen van de Europese Unie en van de Schengenzone; 2° te reizen naar België vanuit de landen die zijn opgenomen in de lijst bekendgemaakt op de website van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken.§2bis. (*opgeheven*) ~~In afwijking van de paragrafen 1 en 2 zijn alle reizen naar België vanuit het Verenigd Koninkrijk door middel van passagiersvervoer~~~~verboden op 22 december 2020.~~~~In afwijking van de paragrafen 1 en 2 zijn van 23 december 2020 tot en met 31 december 2020 enkel toegelaten:~~~~1° de reizen naar België vanuit het Verenigd Koninkrijk van personen met de Belgische nationaliteit en van personen die hun hoofdverblijfplaats in België hebben;~~~~2° de volgende strikt noodzakelijke niet-uitstelbare reizen naar België vanuit het Verenigd Koninkrijk van andere personen dan deze bedoeld in de bepaling onder 1°,~~ ~~desgevallend mits voorlegging van een door~~~~de werkgever uitgereikt attest:~~1. ~~de professionele verplaatsingen van gezondheidswerkers, onderzoekers op het gebied van gezondheid en beroepskrachten uit de ouderenzorg;~~
2. ~~de professionele verplaatsingen van vervoerspersoneel;~~
3. ~~de verplaatsingen van diplomaten, personeel van internationale organisaties en door internationale organisaties uitgenodigde personen van wie fysieke aanwezigheid vereist is voor de goede werking van deze organisaties, professionele verplaatsingen van militair personeel en van ordediensten, personeel van de civiele bescherming, en humanitaire hulpverleners, bij het uitoefenen van hun functie;~~
4. ~~de professionele verplaatsingen van journalisten;~~
5. ~~de verplaatsingen om de volgende dwingende gezinsredenen:~~
* ~~de reizen die gerechtvaardigd zijn door gezinshereniging;~~
* ~~de bezoeken aan een wettelijke echtgenoot of partner, wanneer beiden om professionele of persoonlijke redenen niet samenwonen;~~
* ~~de reizen in het kader van co-ouderschap;~~
* ~~de reizen in het kader van begrafenissen of crematies in geval van een verwantschap in de eerste en tweede graad;~~

~~3° doorreizen in België bij luchtverkeer vanuit het Verenigd Koninkrijk, voor zover de eindbestemming zich buiten de Europese Unie en de Schengenzone bevindt.~~~~4° doorreizen in België vanuit het Verenigd Koninkrijk naar het land van nationaliteit of hoofdverblijfplaats, voor zover dit land zich binnen de Europese Unie of de Schengenzone bevindt.~~§ 3. Voor de overeenkomstig de paragrafen 1 en 2 toegelaten reizen naar België vanuit een land dat geen deel uitmaakt van de Schengenzone is de reiziger er toe gehouden om voorafgaand aan de reis het elektronische Passagier Lokalisatie Formulier, bekendgemaakt op de websites van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken en van de Dienst Vreemdelingenzaken, in te vullen en voor te leggen aan de vervoerder voor boarding. Indien het niet mogelijk is voor de reiziger om gebruik te maken van het elektronische Passagier Lokalisatie Formulier, is hij ertoe gehouden het papieren Passagier Lokalisatie Formulier bekendgemaakt op de websites van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken en van de Dienst Vreemdelingenzaken in te vullen en te ondertekenen.De vervoerder is ertoe gehouden te controleren dat alle passagiers, voorafgaand aan de boarding, een Passagier Lokalisatie Formulier hebben ingevuld. Bij gebrek aan dit formulier is de vervoerder ertoe gehouden het boarden te weigeren. De vervoerder controleert bij aankomst op Belgisch grondgebied opnieuw dat het Passagier Lokalisatie Formulier werd ingevuld.Bij gebrek aan deze verklaring of bij valse, misleidende of onvolledige informatie in deze verklaring kan in voorkomend geval de binnenkomst geweigerd worden overeenkomstig artikel 14 van de Schengengrenscode of artikel 43 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.§ 4. In geval van een reis naar België vanuit een gebied in de Schengenzone, is de reiziger ertoe gehouden om voorafgaand aan de reis het elektronische Passagier Lokalisatie Formulier, bekendgemaakt op de websites van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken en van de Dienst Vreemdelingenzaken, in te vullen en voor te leggen aan de vervoerder voor boarding. Indien het niet mogelijk is voor de reiziger om gebruik te maken van het elektronische Passagier Lokalisatie Formulier, is hij ertoe gehouden het papieren Passagier Lokalisatie Formulier bekendgemaakt op de websites van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken en van de Dienst Vreemdelingenzaken in te vullen, te ondertekenen en te bezorgen aan de vervoerder. De vervoerder is ertoe gehouden deze verklaring onverwijld te bezorgen aan Saniport.De vervoerder is ertoe gehouden te controleren dat alle passagiers, voorafgaand aan de boarding, een Passagier Lokalisatie Formulier hebben ingevuld. Bij gebrek van dit formulier is de vervoerder ertoe gehouden het boarden te weigeren. De vervoerder controleert bij aankomst op Belgisch grondgebied opnieuw dat het Passagier Lokalisatie Formulier werd ingevuld.§ 5. In geval van een reis bedoeld in de paragrafen 3 en 4 waarbij geen gebruik wordt gemaakt van een vervoerder, is de reiziger, van wie het verblijf in België meer dan 48 uur duurt, en het voorafgaand verblijf buiten België meer dan 48 uur duurde, er persoonlijk toe gehouden om, voorafgaand aan de reis, het elektronische Passagier Lokalisatie Formulier, bekendgemaakt op de websites van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken en van de Dienst Vreemdelingenzaken in te vullen en te ondertekenen.Indien het niet mogelijk is voor de reiziger om gebruik te maken van het elektronische Passagier Lokalisatie Formulier, is hij ertoe gehouden om, voorafgaand aan de reis, het papieren Passagier Lokalisatie Formulier bekendgemaakt op de websites van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken en van de Dienst Vreemdelingenzaken in te vullen, te ondertekenen en te bezorgen aan Saniport.§ 5bis. In aanvulling op de paragrafen 3, 4 en 5 is de reiziger ertoe gehouden om het bewijs van indiening van het overeenkomstig de paragrafen 3, 4 en 5 ingevulde Passagier Lokalisatie Formulier bij zich te dragen gedurende de integrale reis naar de eindbestemming in België en de daaropvolgende 48 uur. Indien het onmogelijk is dergelijk bewijs te bekomen, draagt de reiziger een kopie bij zich van het overeenkomstig de paragrafen 3, 4 en 5 ingevulde Passagier Lokalisatie Formulier gedurende de integrale reis naar de eindbestemming in België en de daaropvolgende 48 uur.§ 6. De persoonsgegevens ingezameld via ~~de~~ het Passagier Lokalisatie Formulier in uitvoering van paragrafen 3, 4 en 5 kunnen worden opgeslagen in de Gegevensbank I bedoeld in artikel 1, § 1, 6° van het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschaps-commissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van de gegevensbank bij Sciensano en worden verwerkt en uitgewisseld voor de verwerkingsdoeleinden bepaald in artikel 3 van dat Samenwerkingsakkoord.§7. In geval van een reis bedoeld in de paragrafen 3, 4 en 5 dient eenieder, vanaf de leeftijd van 12 jaar, die op het Belgisch grondgebied toekomt vanuit een grondgebied dat op de website van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken in het kader van de COVID-19 crisis als rode zone is aangemerkt, en die geen hoofdverblijfplaats heeft in België, te beschikken over een negatief testresultaat van een test die ten vroegste ~~48 uren voor aankomst op~~ 72 uur voor het vertrek naar Belgisch grondgebied werd afgenomen. Desgevallend is de vervoerder ertoe gehouden te controleren dat deze personen, voorafgaand aan het instappen, een negatief testresultaat voorleggen. Bij gebrek aan een negatief testresultaat is de vervoerder ertoe gehouden het instappen te weigeren.In afwijking van het eerste lid moeten de volgende categorieën van reizigers niet over een negatief testresultaat beschikken:1° voor zover zij in het kader van hun functie naar België reizen:- de transportwerkers of vervoeraanbieders, met inbegrip van vrachtwagenchauffeurs die goederen voor gebruik op het grondgebied vervoeren en zij die alleen maar op doorreis zijn;- de zeevarenden;- de "Border Force Officers" van het Verenigd -Koninkrijk;- de grensarbeiders;2° de grensscholieren die naar België reizen in het kader van het leerplichtonderwijs ;3° de personen die naar België reizen in het kader van grensoverschrijdend co-ouderschap.x xx De verplichting de nodige maatregelen te nemen om de naleving van de regels van *social distancing* te garanderen, zoals bedoeld in artikel 23, is niet strafbaar op zich, maar enkel in het kader van bepaalde activiteiten in de artikelen 5, 6, 8, 9, 13, en 15. De inbreuk daarop wordt strafbaar gesteld via artikel 26. Een uitzondering wordt gemaakt voor de bepalingen in artikelen 5, 6, 8, 9 en 13 wat de relatie tussen de werkgever en de werknemer betreft.Als de regels van social distancing niet worden nageleefd in een onderneming, kan er sprake zijn van een eendaadse samenloop tussen inbreuken op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 en inbreuken op de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, rekening houdende met de uitzondering van artikel 26 betreffende de relatie tussen de werkgever en werknemer. x xx In artikel 26 wordt vastgelegd dat inbreuken op de volgende bepalingen worden beteugeld met de straffen voorzien in artikel 187 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, en meer bepaald met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden, en met een geldboete van zesentwintig euro tot vijfhonderd euro, of met één van die straffen alleen:* de artikelen 5 tot en met 11, met uitzondering van de bepalingen die betrekking hebben op de relatie tussen de werkgever en de werknemer;
* het artikel 13, met uitzondering van de bepalingen die betrekking hebben op de relatie tussen de werkgever en de werknemer, en op de verplichtingen van de bevoegde gemeentelijke overheid;
* de artikelen 14, 15, 15bis, 19, 21 en 25.
 |
| 3. Directives3.1. Ministère public | 3. Richtlijnen3.1. Openbaar Ministerie |
| 3.1.1. Magistrats**1. La constatation des faits et l’enquête** | 3.1.1. Magistraten1. **1. De vaststelling van de feiten en het onderzoek**
 |
| Les infractions aux articles 5 à 11, 13, 14, 15, 15bis, 19, 21 et 25 (mais, en ce qui concerne ce dernier article : voir le point 3.2) de l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020, tel que modifié par les arrêtés ministériels du 1er novembre, du 28 novembre, du 11 décembre, du 19 décembre, du 20 décembre, du 21 décembre, du 24 décembre 2020, du 12 janvier 2021 et du 14 janvier 2021, seront recherchées et constatées par les moyens habituels (constatations, auditions, prises d’images, images provenant de caméras de surveillance, données provenant d’internet, etc.) qui peuvent être mis en œuvre pour des infractions emportant une peine d’emprisonnement de trois mois maximum. Par conséquent, seront exclues les méthodes qui exigent un seuil de peine supérieur à trois mois.La fouille administrative d’un lieu privé sur base de l’article 27 de la loi sur la fonction de police n’est pas autorisée en vue de la recherche et de la constatation des infractions à l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020.La recherche et la constatation des infractions à l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020 dans un lieu privé (« un lieu non accessible au public ») ont une finalité judiciaire et sont réglées par le Code d’instruction criminelle et par la loi du 7 juin 1969 *fixant le temps pendant lequel il ne peut être procédé à des perquisitions, visites domiciliaires ou arrestations.*Sans préjudice des compétences du juge d’instruction, la perquisition et la visite domiciliaire dans un lieu privé peuvent se faire, tant de jour que de nuit:* moyennant le consentement écrit et préalable de la personne qui a la jouissance effective du lieu ; ou
* lorsque l’infraction est constatée en flagrant délit.

Dans le cadre de la recherche et de la constatation des infractions à l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020, les dispositions du Code d’instruction criminelle et de la loi du 7 juin 1969 permettant de pénétrer dans un lieu privé en cas de flagrant délit, ne peuvent être appliquées sans accord explicite et préalable du procureur du Roi. En effet, le recours, en l’espèce, à cette prérogative ne rencontrera normalement pas les exigences de proportionnalité auxquelles une ingérence dans la vie privée doit répondre, raison pour laquelle une appréciation par le magistrat du parquet s’impose. Ce dernier appréciera, entre autres, s’il existe des indices sérieux qu’une infraction à l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020 est en train de se commettre.Des constatations des infractions à l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020 qui ne sont pas conformes à ce qui précède, ne peuvent pas donner lieu à une proposition de transaction pénale (immédiate) ou à des poursuites. Les procès-verbaux éventuellement établis seront classés sans suite.Dossiers déjà pendants devant le tribunalEn ce qui concerne les constatations qui ont été faites préalablement à la COL 6/2020 du 15 décembre 2020 (dans laquelle les directives relatives à la pénétration d’un lieu privé ont été affinées) et qui étaient basées sur une fouille administrative du lieu privé, le magistrat du parquet évaluera si application a été faite de l’article 27, alinéa 1, 1° (consentement) ou de l’article 27, alinéa 1, 2° de la loi sur la fonction de police. Dans ce dernier cas (l’article 27, alinéa 1, 2°), l’acquittement pourra être requis ou un désistement d’appel pourra être fait. | Inbreuken op de artikelen 5 tot 11, 13, 14, 15, 15bis, 19, 21 en 25 (maar, wat dit laatste artikel betreft : zie punt 3.2) van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020, zoals gewijzigd door de ministeriële besluiten van 1 november, 28 november, 11 december, 19 december, 20 december, 21 december, 24 december 2020, 12 januari 2021 en 14 januari 2021 zullen via de gebruikelijke middelen opgespoord en vastgesteld worden (vaststellingen, verhoren, foto’s, beelden van bewakingscamera’s, internetgegevens, enz.), die toegepast kunnen worden voor misdrijven waarop een gevangenisstraf van maximaal drie maanden staat. Alle methodes die gehanteerd worden voor misdrijven met een strafmaat van hoger dan drie maanden, worden hiervan bijgevolg uitgesloten. De bestuurlijke doorzoeking van een private plaats op basis van artikel 27 van de wet op het politieambt, is niet toelaatbaar met het oog op de opsporing en de vaststelling van inbreuken op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020.De opsporing en de vaststelling van inbreuken op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 in een private plaats (“een voor het publiek niet toegankelijke plaats”) hebben een gerechtelijke finaliteit en worden geregeld door het Wetboek van Strafvordering en door de wet van 7 juni 1969 *tot vaststelling van de tijd gedurende welke geen opsporing ten huize, huiszoeking of aanhouding mag worden verricht*.Onverminderd de bevoegdheden van de onderzoeksrechter, kunnen de opsporing en de huiszoeking in een private plaats, zowel ’s nachts als overdag, gebeuren:* mits de schriftelijke en voorafgaande toestemming van de persoon die het wettelijk genot heeft van de plaats; of
* wanneer het misdrijf op heterdaad wordt vastgesteld.

In het kader van de opsporing en de vaststelling van inbreuken op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020, kunnen de bepalingen in het Wetboek van Strafvordering en de wet van 7 juni 1969 op grond waarvan in geval van heterdaad een private plaats kan betreden worden, niet toegepast worden zonder het expliciete en voorafgaande akkoord van de procureur des Konings. Het *in casu* toepassen van deze bepalingen voldoet in principe immers niet aan de proportionaliteitsvereisten waaraan elke inmenging in het privéleven dient te beantwoorden waardoor een appreciatie door de parketmagistraat geboden is. Deze laatste zal onder meer nagaan of er ernstige aanwijzingen voorhanden zijn dat een inbreuk op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 wordt gepleegd. Vaststellingen van inbreuken op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 die niet conform zijn met wat voorafgaat, kunnen geen aanleiding geven tot een voorstel van (onmiddellijke) minnelijke schikking of tot vervolging. De eventueel opgestelde processen-verbaal zullen zonder gevolg worden geklasseerd.Dossiers die reeds hangende zijn voor de rechtbankVoor vaststellingen die werden verricht voorafgaand aan de omzendbrief COL 6/2020 van 15 december 2020 (waarin de richtlijnen voor de betreding van een private plaats werden verfijnd) en waarvan een bestuurlijke doorzoeking van de private plaats aan de basis lag, gaat de parketmagistraat na of toepassing werd gemaakt van artikel 27, lid 1, 1° (toestemming) of artikel 27, lid 1, 2° van de wet op het politieambt. In dat laatste geval (artikel 27, lid 1, 2°) kan de vrijspraak worden gevorderd of afstand van beroep worden gedaan. |
| Par ailleurs, il convient de rappeler qu’en vertu de l’article 26 de la loi sur la fonction de police, les services de police peuvent toujours pénétrer dans les lieux accessibles au public pour exécuter leurs missions de police administrative ou judiciaire et ce pendant le temps pendant lequel ces lieux sont accessibles au public. Notons que ce n’est pas parce que la porte d’accès d’une discothèque est close qu’il n’est nécessairement plus accessible au public dès lors que l’on constate que des clients peuvent malgré tout y pénétrer.  | Overigens dient eraan herinnerd dat krachtens artikel 26 van de wet op het politieambt de politiediensten steeds alle voor het publiek toegankelijke plaatsen mogen betreden om er hun opdrachten van bestuurlijke of gerechtelijke politie te vervullen, en dit op alle tijdstippen waarop deze plaatsen toegankelijk voor het publiek zijn. Het is bijvoorbeeld niet omdat de deur van een discotheek gesloten is dat het etablissement niet langer voor het publiek toegankelijk is indien vastgesteld kan worden dat klanten toch op één of andere manier toegang krijgen. |
| Il y aura lieu de réunir suffisamment d’éléments de preuve de chaque infraction notamment en procédant à l’audition des clients et des employés ou en prenant des photos ou une vidéo qui montrent que les lieux sont ouverts nonobstant l’interdiction, que l’activité s’y déroule ou qu’il y a non-respect de l’interdiction de rassemblement. A cet égard, des contrôles d’identité des personnes qui sembleraient ne pas respecter les interdictions de rassemblements peuvent constituer tout à la fois un moyen dissuasif et une manière de rapporter la preuve de la persistance d’un comportement infractionnel. Pour rappel, les fonctionnaires de police peuvent contrôler l’identité de toute personne qui a commis un fait passible d’une sanction pénale (article 34 §1er al. 1er de la loi sur la fonction de police).  | Er dienen voor ieder misdrijf voldoende bewijselementen verzameld te worden, door onder andere de klanten en het personeel te verhoren, foto’s te maken of beelden op te nemen die aantonen dat de zaak ondanks het verbod toch open was, dat er activiteit was, of dat het samenscholingsverbod niet nageleefd werd. In dit opzicht kunnen identiteitscontroles van alle personen die het samenscholingsverbod niet lijken te respecteren, tegelijkertijd niet alleen een ontradend effect hebben, maar evenzeer het bewijs leveren dat deze inbreuken ook doelbewust gepleegd werden. Ter herinnering: politieambtenaren mogen de identiteit controleren van alle personen die een feit gepleegd hebben dat met een strafrechtelijke sanctie bestraft wordt (artikel 34, §1, lid 1 van de wet op het politieambt).  |
| Si l’activité – commerciale ou autre – est réalisée par une entreprise ayant la personnalité juridique, un procès-verbal devra être établi, également, à charge de celle-ci et la même réponse pénale sera donnée à son encontre. Les auditions des suspects seront réalisées en Salduz III. L’audition sera réalisée par la zone de police du lieu des faits puisque ceux-ci seront quasi toujours constatés en flagrant délit. Il conviendra de privilégier l’usage d’un formulaire qui sera complété par le suspect en lieu et place d’une audition (voir annexes 3.1 et 3.2 de la présente circulaire). | Indien de – al dan niet commerciële – activiteit georganiseerd wordt door een onderneming met rechtspersoonlijkheid, dan moet eveneens een proces-verbaal opgemaakt worden ten laste van de rechtspersoon die het voorwerp zal uitmaken van eenzelfde strafrechtelijke reactie.De verdachten worden verhoord met toepassing van de Salduz III-procedure. Het verhoor gebeurt door de politiezone van de plaats van de feiten, aangezien het bijna steeds om heterdaadsituaties zal gaan. Er wordt hiervoor bij voorkeur een formulier gebruikt dat door de verdachte wordt ingevuld in plaats van over te gaan tot een verhoor (zie bijlagen 3.1 en 3.2 van deze omzendbrief). |
| Il ne sera recouru à une privation de liberté judiciaire que si celle-ci est strictement nécessaire au bon déroulement des investigations (par exemple lorsqu’un suspect tente de prendre la fuite ou entrave les constatations). Il est rappelé que seulement en cas d'absolue nécessité pour la sécurité publique et si le fait est de nature à entraîner pour l'inculpé un emprisonnement correctionnel principal d'un an ou une peine plus grave, le juge d'instruction peut décerner un mandat d'arrêt. Ce qui ne sera donc pas possible pour des infractions aux dispositions des articles 5 à 11, 13, 14, 15, 15bis, 19, 21 et 25 de l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020. | Er zal enkel tot een gerechtelijke vrijheidsberoving overgegaan worden wanneer dit strikt noodzakelijk is voor het goede verloop van het onderzoek (vb. een verdachte die probeert te vluchten of verhindert dat er vaststellingen gedaan worden). Er wordt aan herinnerd dat de onderzoeksrechter enkel een aanhoudingsbevel kan uitvaardigen wanneer dit absoluut noodzakelijk is voor de openbare veiligheid en indien het feit voor de verdachte een correctionele hoofdgevangenisstraf van één jaar of een zwaardere straf kan opleveren, wat dus niet mogelijk is voor inbreuken op de bepalingen uit de artikelen 5 tot 11, 13,14, 15, 15bis, 19, 21 en 25 van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020. |
| Les procès-verbaux constatant les infractions relatives au non-respect de l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020 seront transmis dans les plus brefs délais aux parquets et auditorats, à l’exception des constatations traitées automatiquement via le processus de travail « Crossborder » (voir annexe 6). Pour les auteurs majeurs, un procès-verbal par auteur et par infraction sera établi. Pour les auteurs mineurs, voyez infra le point 4 « Infractions commises par des mineurs », sous-point 1.**2. La réponse pénale**La réponse pénale reposera sur le principe de l’approche graduelle. Elle devra, toutefois, être uniforme sur l’ensemble du territoire afin de prévenir des sentiments d’injustice face à des applications différentes d’un arrondissement à l’autre. 2.1. Premier constat d’infractionLorsque les services de police constatent le non-respect d’une des mesures imposées par l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020, ils dressent systématiquement un procès-verbal circonstancié (précisant le contexte de l’infraction), sauf en cas de bonne foi manifeste des personnes interpellées.Ce procès-verbal portera l’indice 62 et sera encodé dans MaCH avec le code de prévention 62Q. Il sera établi à charge du commerçant, de l’exploitant, du responsable de l’activité ou du contrevenant. Un procès-verbal sera donc également établi à l’égard de chaque personne impliquée, par exemple des clients ou des participants à l’activité.En cas de premier constat d’infraction, une **transaction pénale de 750€** **pour les commerçants, les exploitants et les responsables d’une activité et de 250€ pour tous les autres contrevenants** sera proposée. Le montant de la transaction pourra être augmenté des avantages patrimoniaux qui auront été obtenus suite au non-respect de l’interdiction. A cet égard, tout ou partie de la recette qui se trouve en caisse pourrait être saisie puisque l’on peut raisonnablement considérer qu’elle a été recueillie pendant les heures d’ouverture. La Cour de cassation considère que les avantages tirés du non-respect d’obligations légales constituent des avantages patrimoniaux susceptibles de confiscation (Cass. 18 octobre 2011, P.11.0201.N/1).Les services de police peuvent proposer une transaction pénale immédiate selon le processus de travail « Crossborder » tel que décrit dans le courrier au président du Conseil des procureurs du Roi du 22 avril 2020 (voir annexe 6). Le paiement peut s’effectuer sur un terminal mobile de paiement ou via un GSM avec un code QR ou par la remise d’un formulaire de virement ; mais jamais de remise d’argent liquide. La transaction pénale immédiate doit être réservée aux cas pour lesquels il n’y a pas ou peu de marge d’interprétation, par exemple l’interdiction de rassemblement, le non-port du masque dans les transports en commun ou le non-respect de couvre-feu (s’il ne s'agit manifestement pas d'un déplacement essentiel et qui ne peut être reporté) . Elle est dans ces cas-là privilégiée. Chaque transaction immédiate devra être enregistrée dans MaCH. Il appartiendra, le cas échéant, aux autorités administratives d’ordonner la fermeture des lieux sur pied des dispositions de la nouvelle loi communale (art. 134ter N.L.C. notamment),ou de l’article 187, alinéa 3, de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile. 2.2. Second constat d’infractionEn cas de **récidive**, c’est-à-dire après un premier constat d’infraction, **une citation directe** sera lancée. A cet effet, il pourra être recouru à l’article 645 du code d’instruction criminelle. 2.3. Fêtes illégales (*lockdown parties*)Par dérogation au point 2.1, le procureur du Roi peut prendre des directives locales relatives aux participants et aux organisateurs de rassemblements interdits (visés à l’article 15 de l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020), lorsqu’il s’agit d’une volonté manifeste de non-respect des mesures de confinement corona en raison, entre autres, de la nature même du rassemblement (par exemple principalement axé sur la consommation d’alcool et sur la musique ou avec un caractère planifié et organisé), du grand nombre des participants et de l’attitude des participants.Dans ces directives, le procureur du Roi peut prévoir:* soit, de leur imposer une transaction pénale (immédiate) de 750 euro (participant) et de 4000 euro (organisateur) ;
* soit, de les citer directement devant le tribunal.

Dans ce cas, le procureur du Roi ordonnera, dans le chef des organisateurs et de ceux qui leur ont fourni de l’aide, la saisie des moyens matériels utilisés pour commettre l’infraction (par exemple l’installation sonore, les véhicules, les GSM, …), ainsi que les bénéfices tirés de l’évènement.Le cas échéant, le procureur du Roi peut aussi décider, en fonction des circonstances, de saisir les véhicules avec lesquels les participants se sont rendus à la fête illégale. **3.** **Le traitement des autres infractions**Complémentairement à l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020, certaines infractions spécifiques pourraient, le cas échéant, être retenues.Ces infractions font l’objet d’un procès-verbal distinct. Elles ne tombent pas sous le régime mentionné ci-avant relatif aux infractions à l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020. Le traitement normal sera suivi.1. Article 328 du Code pénal

*Quiconque aura, soit verbalement, soit par écrit anonyme ou signé, soit par agissement quelconque, sciemment donné une fausse information concernant l'existence d'un danger d'attentat contre les personnes ou les propriétés punissable d'une peine criminelle, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cinquante euros à trois cents euros.*Le fait de crier publiquement qu’on est porteur du COVID-19 pourrait être incriminé sur pied de l’article 328 du Code pénal.1. Article 328*bis* du Code pénal

*Quiconque aura diffusé, de quelque manière que ce soit, des substances qui, ne présentant en soi aucun danger, donnent l'impression d'être dangereuses, et dont il sait ou doit savoir qu'elles peuvent inspirer de vives craintes d'attentat contre les personnes ou les propriétés, punissable d'un emprisonnement de deux ans au moins, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cinquante euros à trois cents euros.*Dans le contexte actuel, le fait de cracher sur quelqu’un, d’éternuer ou de tousser délibérément à proximité d’autrui dans le but de lui faire croire qu’il pourrait lui transmettre le COVID-19 pourrait être sanctionné sur pied de l’article 328*bis* du Code pénal.Il ressort des travaux préparatoires que :« L’élément moral dans le chef de l’auteur, auquel est subordonnée l’application du nouvel article, consiste en ce que celui-ci savait ou aurait dû savoir qu’il susciterait par son comportement de vives craintes chez la victime. Est punissable, non seulement le fait d’agir sciemment, mais également le fait d’accomplir délibérément des actes tout en pouvant raisonnablement savoir qu’un tel comportement peut inspirer de vives craintes. » (Chambre, Doc.50, 2053/3, p.3).Par conséquent, le fait d’adopter une attitude qui ostensiblement permet de faire croire dans le chef de celui qui en est l’objet qu’il pourrait être contaminé pourrait établir une infraction. Il conviendra, toutefois, de réserver cette prévention à des comportements suffisamment caractérisés.Notons que la doctrine, considère que le fait de cracher sur un agent de la force publique peut être constitutif de rébellion (A. DE NAUW et F. KUTY, *Manuel de droit pénal spécial*, 2018, Kluwer, p.156). 1. Article 454 du Code pénal

*Celui qui aura mêlé ou fait mêler, soit à des comestibles ou des boissons, soit à des substances ou denrées alimentaires quelconques, destinés à être vendus ou débités, des matières qui sont de nature à donner la mort ou à altérer gravement la santé, sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de deux cents [euros] à deux mille [euros].*Le fait d’éternuer, de cracher ou de tousser vers des aliments qui sont offerts à la vente pourrait être incriminé sur pied de l’article 454 du Code pénal si l’auteur est atteint du COVID-19 et en est conscient.1. Article 563, 3° du Code pénal

*Seront punis d'une amende de quinze euros à vingt-cinq euros et d'un emprisonnement d'un jour à sept jours, ou d'une de ces peines seulement :* *3° Les auteurs de voies de fait ou violences légères, pourvu qu'ils n'aient blessé ni frappé personne, et que les voies de fait n'entrent pas dans la classe des injures; particulièrement ceux qui auront volontairement, mais sans intention de l'injurier, lancé sur une personne un objet quelconque de nature à l'incommoder ou à la souiller.*Le fait de cracher sur une personne rentre dans le champ d’application de cette contravention qui le cas échéant pourrait constituer une infraction mixte si ce comportement est repris dans des règlements généraux de police.1. Le cas échéant, il peut encore être fait application des articles 455, 456, 457 du Code pénal.
2. Les dispositions en matière de santé publique

Il convient de se référer au tableau joint en annexe 1 de la présente circulaire.  | Alle processen-verbaal tot vaststelling van de inbreuken betreffende de niet-naleving van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 worden onverwijld aan de parketten en auditoraten toegezonden, behoudens de vaststellingen die via het crossborderproces automatisch worden behandeld (zie bijlage 6).Voor meerderjarige daders wordt één proces-verbaal per dader en per misdrijf opgesteld. Voor daders die minderjarig zijn, wordt verwezen naar punt 4.1. van deze omzendbrief “Inbreuken gepleegd door minderjarigen”.1. **De strafrechtelijke reactie**

De strafrechtelijke reactie is gebaseerd op het principe van de geleidelijke aanpak, maar dient niettemin uniform op het hele grondgebied van het land toegepast te worden, zodanig dat vermeden wordt dat het gevoel zou ontstaan op een onrechtvaardige manier behandeld te worden doordat de beteugeling zou verschillen van het ene arrondissement tot het andere. 2.1. Eerste vaststelling van een inbreukWanneer de politiediensten de niet-naleving van één van de door het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 opgelegde maatregelen vaststellen, dan wordt systematisch een omstandig proces-verbaal opgesteld (waarin toelichting over de omstandigheden van de inbreuk gegeven wordt), behalve wanneer er duidelijk sprake is van goede trouw bij de betrokken personen.Dit proces-verbaal krijgt index 62 en wordt samen met tenlasteleggingscode 62Q in MaCH geregistreerd.Het proces-verbaal wordt opgesteld tegen de handelaar, de uitbater, de organisator van de activiteit of de overtreder. Ook ten laste van andere betrokken personen, bijvoorbeeld klanten of deelnemers aan de activiteit, wordt dus een proces-verbaal opgemaakt.Er wordt bij de vaststelling van een eerste inbreuk steeds een **minnelijke schikking van 750€ voor de handelaren, de uitbaters en de organisatoren van een activiteit en van 250€ voor alle andere overtreders** voorgesteld. Het bedrag van de minnelijke schikking kan desgevallend verhoogd worden met de vermogensvoordelen die ten gevolge van de niet-naleving van de inbreuk verkregen zouden zijn. In dit opzicht kan de hele of een deel van de opbrengst die zich in kas bevindt in beslag genomen worden omdat men redelijkerwijs kan aannemen dat deze opbrengst tijdens de openingsuren vergaard werd. Volgens het Hof van Cassatie zijn voordelen of opbrengsten die resulteren uit de niet-naleving van een wettelijke verplichting vermogensvoordelen die verbeurd verklaard kunnen worden (Cass. 18 oktober 2011, P.11.0201.N/1).De politiediensten kunnen een onmiddellijke minnelijke schikking voorstellen volgens het Crossborder proces zoals beschreven in de brief aan de voorzitter van de Raad van procureurs des Konings dd. 22 april 2020 (zie bijlage 6). De betaling ervan kan gebeuren op een mobiele betaalterminal of via een GSM met QR-code of door de overhandiging van een overschrijvingsformulier; maar nooit cash. De onmiddellijke minnelijke schikking dient te worden voorbehouden voor de gevallen waarin weinig of geen interpretatie mogelijk is, bijvoorbeeld het verbod van samenscholing, het niet dragen van het mondmasker in het openbaar vervoer of het niet naleven van de avondklok (indien het manifest niet gaat om een essentiële en niet uitstelbare verplaatsing). In die gevallen geniet zij de voorkeur. Elke onmiddellijke minnelijke schikking wordt in MaCH geregistreerd.Het behoort in voorkomend geval tot de bevoegdheid van de bestuurlijke overheden om de sluiting van de plaatsen te bevelen op grond van de nieuwe gemeentewet (en meer in het bijzonder artikel 134ter), of artikel 187, lid 3, van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid.2.2. Tweede vaststelling van een inbreuk Wanneer er sprake is van **recidive**, dit isna een eerste vaststelling van een inbreuk, wordt overgegaan tot een **rechtstreekse dagvaarding**. Dit kan desgevallend gebeuren op basis van artikel 645 van het Wetboek van Strafvordering.2.3. Illegale feesten (*lockdownparty’s*)In afwijking van punt 2.1 kan de procureur des Konings lokale richtlijnen uitvaardigen met betrekking tot de deelnemers en organisatoren van verboden samenscholingen (bedoeld in artikel 15 van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020), waarbij, onder meer, de aard van de samenscholing (bijvoorbeeld vooral gericht op alcoholgebruik en muziek of met een gepland en georganiseerd karakter), het groot aantal deelnemers en de ingesteldheid van de deelnemers, blijk geeft van een manifeste wil tot het negeren van de corona-maatregelen.In deze richtlijnen kan de procureur des Konings voorzien om hen:* hetzij, een (onmiddellijke) minnelijke schikking van 750 euro (deelnemer) en van 4000 euro (organisator) op te leggen
* hetzij, rechtstreeks voor de rechtbank te dagvaarden.

De procureur des Konings zal in dat geval, in hoofde van de organisatoren en van degenen die hen bijstand hebben verleend, de inbeslagneming bevelen van de materiële middelen die hebben gediend tot het plegen van het misdrijf (bijvoorbeeld de muziekinstallatie, voertuigen, GSM, …), alsmede van de opbrengsten van het evenement.De procureur des Konings kan, rekening houdend met de omstandigheden, desgevallend ook beslissen om de voertuigen waarmee de deelnemers zich hebben verplaatst naar het illegale feest, in beslag te nemen.**3. De afhandeling van andere inbreuken**Naast het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 komen ook volgende bepalingen in aanmerking om sommige specifieke inbreuken te bestraffen.Deze inbreuken maken het voorwerp uit van een afzonderlijk proces-verbaal. Zij vallen niet onder de hiervoor vermelde regeling voor de inbreuken op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020. De normale afhandelingswijze wordt gevolgd.a) Artikel 328 van het Strafwetboek*Hij die, hetzij mondeling, hetzij bij een naamloos of ondertekend geschrift, hetzij door welke gedraging ook, wetens en willens een vals bericht geeft over het bestaan van gevaar voor een aanslag op personen of eigendommen, waarop een criminele straf gesteld is, wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar en met geldboete van vijftig tot driehonderd euro.*In het openbaar uitroepen dat men drager is van het COVID-19-virus zou op basis van dit artikel 328 van het Strafwetboek bestraft kunnen worden.b) Artikel 328*bis* van het Strafwetboek*Hij die op om het even welke wijze stoffen verspreidt die, zonder op zichzelf gevaar in te houden, de indruk geven gevaarlijk te zijn en waarvan hij weet of moet weten dat hierdoor ernstige gevoelens van vrees kunnen worden teweeg gebracht voor een aanslag op personen of op eigendommen, waarop gevangenisstraf van ten minste twee jaar is gesteld, wordt gestraft met een gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar en met geldboete van vijftig euro tot driehonderd euro.*In de huidige context zou iemand bespugen of vrijwillig in de nabijheid van iemand niezen of hoesten om deze persoon te laten denken dat het de bedoeling is hem het COVID-19-virus over te dragen, bestraft kunnen worden op grond van dit artikel 328*bis* van het Strafwetboek.De voorbereidende parlementaire documenten vermelden het volgende: “De toepassing van het nieuwe artikel vereist als moreel bestanddeel in hoofde van de dader dat deze wist of had moeten weten dat hij door zijn gedrag ernstige gevoelens van vrees zou teweegbrengen in hoofde van het slachtoffer. Niet alleen het wetens en willens handelen wordt strafbaar, maar ook het stellen van handelingen waarvan de dader redelijkerwijze kon weten dat zijn gedrag ernstige gevoelens van vrees zou teweegbrengen.” (Kamer, Doc. 50, 2053/3, p. 3).Een houding aannemen die ostentatief tot doel heeft om iemand te doen geloven dat hij besmet zou kunnen worden, zou dus als misdrijf in aanmerking genomen kunnen worden. Niettemin wordt deze tenlastelegging best voorbehouden voor voldoende gekarakteriseerde gedragingen.In de rechtsleer wordt het bespugen van een agent van de openbare macht doorgaans als een daad van weerspannigheid beschouwd (A. DE NAUW en F. KUTY, *Manuel de droit pénal spécial*, 2018, Kluwer, p. 156).c) Artikel 454 van het Strafwetboek *Hij die onder spijzen of dranken of onder voedingsmiddelen of voedingswaren, welke dan ook, bestemd om verkocht of gesleten te worden, stoffen mengt of doet mengen die de dood kunnen teweegbrengen of de gezondheid zwaar kunnen schaden, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met geldboete van tweehonderd [euro] tot tweeduizend [euro].*Hoesten, spugen of niezen in de richting van te koop aangeboden voedingsmiddelen zou bestraft kunnen worden op grond van dit artikel 454 van het Strafwetboek indien de dader drager is van het COVID-19-virus en zich er terdege bewust van is. d) Artikel 563, 3° van het Strafwetboek*Met geldboete van vijftien euro tot vijfentwintig euro en met gevangenisstraf van een dag tot zeven dagen of met een van die straffen alleen worden gestraft:**3° Daders van feitelijkheden of lichte gewelddaden, mits zij niemand gewond of geslagen hebben en mits de feitelijkheden niet tot de klasse van de beledigingen behoren; in het bijzonder zij die opzettelijk, doch zonder het oogmerk om te beledigen, enig voorwerp op iemand werpen dat hem kan hinderen of bevuilen.*Iemand bespugen valt onder het toepassingsveld van deze overtreding, die desgevallend als een gemengde inbreuk beschouwd zou kunnen worden indien deze gedraging in algemene politiereglementen opgenomen werd. e) Desgevallend kan ook een beroep gedaan worden op de artikelen 455, 456 en 457 van het Strafwetboek.f) Bepalingen inzake de volksgezondheidEr wordt verwezen naar de tabel die als bijlage 1 bij deze omzendbrief is gevoegd. |
| **4. Le traitement des infractions commises par des mineurs** | **4. De afhandeling van inbreuken gepleegd door minderjarigen** |
| 4.1.En ce qui concerne les mineurs, procès-verbal sera dressé dans les mêmes cas que pour les majeurs (point 3.1.1.2).S’agissant de mineurs qui sont soupçonnés d’avoir enfreint l’interdiction des rassemblements (article 15 de l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020), un seul procès-verbal peut être dressé ; il sera transmis en autant d’exemplaires que de mineurs suspects.Il n’y a pas lieu de dresser procès-verbal pour infraction à l’article 15 de l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020 en cause de mineurs accompagnés de leurs parents. | 4.1.Voor minderjarigen zal in dezelfde gevallen proces-verbaal worden opgesteld als voor meerderjarigen (punt 3.1.1.2).Bij minderjarige verdachten die het samenscholingsverbod (artikel 15 van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020) schenden, mag één aanvankelijk proces-verbaal worden opgesteld, dat wordt overgemaakt in zoveel exemplaren als er minderjarige verdachten zijn.Het is niet de bedoeling dat lastens minderjarigen, die vergezeld zijn van hun ouders, een proces-verbaal wordt opgesteld in het kader van artikel 15 van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020. |
| 4.2.Sauf si le mineur, qui est surpris en infraction, est présenté au parquet ou au juge de la jeunesse, la police prendra contact avec ses parents ou avec l’institution dans laquelle le mineur doit résider et veillera à ce que le mineur rejoigne le plus rapidement possible sa résidence ou l’institution.  | 4.2.Behoudens wanneer de minderjarige, die betrapt wordt bij een inbreuk, voorgeleid wordt op het parket of voor de jeugdrechter, zal de politie contact nemen met de ouders of de instelling waar de minderjarige dient te verblijven en erop toezien dat de minderjarige zo snel mogelijk terugkeert naar zijn woning of instelling.  |
| 4.3.Lors de la réception du procès-verbal le magistrat décidera si une audition du mineur suspect sera exécutée selon la procédure “Salduz III ». Un formulaire comportant une liste de questions ne peut pas être utilisé.Au moins une des personnes qui exercent l’autorité parentale sera entendue selon la procédure « Salduz I ».Lors de cette audition, il y a lieu de s’informer au sujet du comportement du mineur à la maison, à l’école et en dehors, d’éventuelles préoccupations ou inquiétudes (par exemple, au sujet de certaines personnes qu’il fréquente), ainsi que d’éventuels manques de respect de l’autorité parentale. Il y a lieu d’attirer l’attention des parents sur leurs responsabilités concernant le respect par le mineur des interdictions qu’il a enfreintes.Pour cette audition, il peut être fait usage d’un formulaire qui sera complété par le civilement responsable. Un modèle du formulaire est joint en annexe. | 4.3.Bij ontvangst van het proces-verbaal zal de magistraat beslissen of een verhoor van de minderjarige verdachte moet afgenomen worden overeenkomstig de procedure “Salduz III”. Een formulier met vragenlijst kan niet gebruikt worden.Tenminste één van de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen zal worden verhoord “Salduz I”. In dat verhoor dient gepeild te worden naar het gedrag van de minderjarige thuis, op school en daarbuiten, eventuele bezorgdheden of ongerustheden (bijv. m.b.t. bepaalde mensen met wie hij/zij optrekt), alsook mogelijke ongehoorzaamheid van de minderjarige. De ouders moet worden gewezen op hun verantwoordelijkheid m.b.t. het doen naleven van deze maatregelen door de minderjarige.Voor dit verhoor kan een formulier gebruikt worden dat door de burgerlijk verantwoordelijke ingevuld wordt. Een model van het formulier wordt als bijlage gevoegd. |
| 4.4.Le parquet réservera une suite à chaque fait punissable qui a été établi. La suite donnée par le magistrat pourra, en fonction de la gravité et des circonstances des faits ainsi que de la situation du mineur, consister en une lettre d’avertissement, un rappel à la loi, une convocation au parquet en vue d’une extinction de l’action publique moyennant le respect de conditions ou l’exécution d’un projet positif (uniquement en région unilingue de langue néerlandaise), ou la saisine du juge de la jeunesse.Vu les circonstances, une présentation immédiate au parquet ou au juge de la jeunesse n’est pas indiquée, sauf en cas de péril grave et/ou récurrent pour la sécurité publique, par exemple lorsqu’un mineur persiste dans le non-respect de l’interdiction de rassemblement ou lorsque un mineur crache sur d’autres personnes ou lorsque un mineur incite à ne pas respecter les mesures. | 4.4.Aan elk bewezen strafbaar feit zal gevolg gegeven worden door het parket. Dit gevolg kan, afhankelijk van de ernst en omstandigheden van de feiten en de situatie van de minderjarige, bestaan in een waarschuwingsbrief, een herinnering aan de wet, een oproeping op het parket voor verval van de strafvordering na uitvoering voorwaarden of voor positief project (in het Nederlandse taalgebied) of een vordering van de jeugdrechter.Gezien de omstandigheden is een onmiddellijke voorleiding op het parket of bij de jeugdrechter niet aangewezen, behoudens bij zeer ernstig en/of herhaald gevaar voor de openbare veiligheid, bijvoorbeeld wanneer een minderjarige het samenscholingsverbod blijft negeren of wanneer een minderjarige spuugt op mensen of wanneer een minderjarige oproept om de maatregelen niet te respecteren. |
| 4.5.S’agissant d’infractions commises par des mineurs, le parquet compétent est celui du lieu de résidence des personnes qui exercent l’autorité parentale. Si ceux-ci n’ont pas de résidence en Belgique ou si leur résidence est inconnue ou incertaine, le dossier sera traité par le parquet du lieu où le fait qualifié infraction a été commis. | 4.5.Voor inbreuken gepleegd door minderjarigen is het parket van de verblijfplaats van de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen bevoegd. Wanneer zij geen verblijfplaats hebben in België of wanneer hun verblijfplaats onbekend is of niet vaststaat, zal het dossier behandeld worden door het parket van de plaats van de feiten.  |
| **5. Directives spécifiques en matière sociale (bien-être des travailleurs)**  | **5. Specifieke richtlijnen op sociaal vlak (welzijn van werknemers)**  |
| 5.1. L’arrêté ministériel du 28 octobre 2020 distingue : 1. Les entreprises, associations et services (articles 5 à 11) (art. 2, § 1er, al. 1 et 2) et2. Les commerces, entreprises et services privés et publics qui sont nécessaires à la protection des besoins vitaux de la Nation et des besoins de la population visés à l'annexe de l’arrêté ministériel ainsi que les producteurs, fournisseurs, entrepreneurs et sous-traitants de biens, travaux et services essentiels à l'activité de ces entreprises et ces services (art. 2, § 1er, al. 3).L’arrêté ministériel mentionne une série de principes de prévention pour protéger les travailleurs : - le télétravail est obligatoire pour tous les membres du personnel dont la fonction s'y prête ; - l’application de la règle de distanciation sociale, à savoir le maintien d'une distance d'1,5 mètre entre chaque personne ;- d’autres mesures appropriées, comme l’utilisation de panneaux en plexiglas ou le port de masques buccaux, pour lesquelles un cadre a été élaboré dans le « Guide générique pour lutter contre la propagation du COVID-19 au travail ». Pour consulter ce guide générique, cliquez sur le lien suivant : <https://emploi.belgique.be/sites/default/files/content/news/Guidegenerique_light.pdf> Les modalités applicables aux deux catégories sont très similaires, de sorte que, pour chaque cas, il faudra déterminer méticuleusement l'entreprise concernée et examiner l’application correcte des principes de prévention.5.2. L’article 3 de l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020 prévoit l’élaboration d’un régime pour l’enregistrement des données de tout travailleur salarié ou indépendant vivant ou résidant à l’étranger qui effectue des activités en Belgique, à l'exception de la personne physique auprès de laquelle ou pour laquelle le travail s'effectue à des fins strictement privées. ~~dans les secteurs de la construction, du nettoyage, de l’agriculture, de l’horticulture et de la viande~~.L’article 3, § 2, dispose que, lorsque le travailleur salarié ou le travailleur indépendant vivant ou résidant à l'étranger est tenu de compléter le Formulaire de Localisation du Passager visé à l'article 21, l'employeur ou l'utilisateur qui fait temporairement appel à lui pour effectuer en Belgique des activités, à l'exception de la personne physique auprès de laquelle ou pour laquelle le travail s'effectue à des fins strictement privées, est tenu de vérifier avant le début du travail si le Formulaire de Localisation du Passager a effectivement été complété.En l'absence de la preuve que ledit formulaire a été rempli, l'employeur ou l'utilisateur veille à ce que le Formulaire de Localisation du Passager soit complété au plus tard ou moment où le travailleur salarié ou le travailleur indépendant vivant ou résidant à l'étranger commence à travailler en Belgique.L’article 3, § 3, dispose que le travailleur salarié ou indépendant qui vit ou réside à l'étranger, occupé temporairement par un employeur ou un utilisateur pour effectuer des activités en Belgique, est tenu d'apporter la preuve d'un résultat négatif à un test effectué au plus tôt 72 heures avant le début de son travail ou de son activité en Belgique, lorsqu'il reste plus de 48 heures sur le territoire belge. Ce résultat négatif peut être contrôlé par les conseillers en prévention-médecins du travail et par tous les services ou institutions chargés de surveiller le respect des obligations prévues dans le cadre des mesures d'urgence prises pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19.5.3. En cas d’infraction, l’employeur visé aux deux catégories ne sera pas poursuivi sur la base de cet arrêté ministériel, mais en vertu des dispositions de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs, de leurs arrêtés d'exécution et du Code pénal social. En effet, l’article 26 de l’arrêté ministériel ne prévoit aucune peine pour les infractions aux articles 5 à 11 et 13, pour autant qu’elles portent sur la relation employeur-travailleur.Avec l’arrêté de pouvoirs spéciaux n° 37 du 24 juin 2020, les obligations prévues dans le cadre des mesures d'urgence prises par le ministre de l'Intérieur pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ont été expressément incluses dans les mesures de prévention prises pour assurer la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs.Ce même arrêté royal n° 37 a inséré dans le Code pénal social un nouvel article 238 disposant des sanctions pénales (de niveau 2) pour l'employeur, son préposé ou mandataire, ou quiconque, qui ne respecte pas les obligations concernées dans les entreprises.On peut partir du principe que le terme « quiconque » porte également sur les travailleurs de l’entreprise, de sorte qu’ils peuvent aussi faire l’objet de poursuites pour le non-respect des mesures de prévention d’application en vertu de l’arrêté ministériel. Cette disposition s’applique pour des faits commis à partir du 3 juillet 2020.5.4. L’article 17, § 2 du Code pénal social, tel qu’inséré par l’arrêté de pouvoirs spéciaux n° 37 du 24 juin 2020, permet désormais aux services d’inspection sociale suivants de contrôler spécifiquement le respect des mesures de prévention pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 dans les entreprises :- la Direction générale Contrôle des Lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale ; - la Direction générale Contrôle du Bien-être au Travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale ; - l'Office national de Sécurité sociale ; - l'Office national de l'Emploi ; - FEDRIS ; - l'Institut national d'assurance maladie-invalidité ; - l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.Leurs compétences sont fixées dans le Code pénal social. À tout moment de la journée, ces services d’inspection peuvent accéder aux lieux de travail, faire des constatations, entendre des personnes, saisir des biens, délivrer des ordres de cessation du travail et mettre sous scellés des lieux de travail. Dans ce cadre, ils peuvent choisir de traiter les affaires administrativement ou de dresser pro justitia à l’intention des auditeurs du travail.Ils peuvent également requérir l’assistance de la police.Sans préjudice des compétences qui lui sont attribuées par l'article 27 § 2 de l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020, la police est également autorisée à constater et à verbaliser les infractions à la loi relative au bien-être. Il est toutefois recommandé aux forces de police de prendre contact avec les services d’inspection susmentionnés, de préférence avec la Direction générale Contrôle du Bien-être au Travail, compte tenu de la spécialisation particulière de ce service. 5.5. En cas de situation grave et complexe ou en cas de constat de récidive, il convient de contacter l’auditeur du travail ou, à défaut de permanence de ce dernier, le magistrat de parquet de garde.En vertu des articles 43 à 49 du Code pénal social, dans des cas de menace pour la santé ou la sécurité des travailleurs, les services d’inspection sociale susmentionnés peuvent notamment interdire l’accès au lieu de travail, imposer la cessation des activités ou mettre sous scellés le lieu de travail. À cet égard, il ne doit pas nécessairement être question de récidive.Conformément à l’article 28ter, § 3, alinéa 3 du Code d’instruction criminelle, les procureurs du Roi et les auditeurs du travail ont un droit de réquisition à l'égard des services d'inspection visés et peuvent dès lors requérir une telle mesure. En vertu des compétences disposées à l’article 35 du Code d’instruction criminelle, ils peuvent également saisir judiciairement des lieux de travail et les mettre sous scellés. La police se charge de l’exécution de ces mesures.Compte tenu de la gravité de la situation, ces mesures coercitives visant à empêcher la poursuite d'un comportement dangereux doivent être imposées plus qu’à l’accoutumée. Il va de soi qu’elles ne s’appliquent que pour les entreprises non essentielles.5.6. En insérant une disposition spécifique au COVID-19 dans l’article 238 du Code pénal social, le législateur a partiellement réduit le niveau de peine puisqu’il prévoit une sanction de niveau 2 à la place d'une sanction de niveau 3, voire de niveau 4 pour les infractions aux dispositions générales de la loi relative au bien-être.À partir du 3 juillet 2020, les sanctions consistent soit en une amende pénale de 50 à 500 euros, soit en une amende administrative de 25 à 250 euros. Ces montants sont réduits de moitié par rapport à la situation antérieure.Si l’infraction est commise par l'employeur, son préposé ou son mandataire, l'amende est multipliée par le nombre de travailleurs concernés. Ce multiplicateur ne figure pas dans les dispositions pénales générales de la loi relative au bien-être et son application pourrait dès lors entraîner une peine plus sévère.Cela signifie que si le multiplicateur (x le nombre de travailleurs) ne doit pas être appliqué ou que s'il est égal à 1, une loi pénale moins sévère s'applique à partir du 3 juillet 2020, rétroactivement si nécessaire.Les montants de transaction ci-dessous doivent être appliqués :- Une infraction commise par une entreprise : 500 euros + 250 euros par travailleurs concernés - Une infraction commise par un travailleur ou un tiers : 250 euros.En cas de récidive, l’affaire donne lieu en priorité à citation devant le tribunal correctionnel. C’est également le cas si un travailleur a subi une atteinte à sa santé, des poursuites pouvant en ce cas être engagées pour coups et blessures involontaires. | 5.1. Het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 maakt een onderscheid tussen:1. ondernemingen, verenigingen en diensten (artikelen 5 tot 11), (art. 2, § 1er, leden 1 en 2) en2. De handelszaken, private en publieke bedrijven en diensten die noodzakelijk zijn voor de bescherming van de vitale belangen van de Natie en de behoeften van de bevolking bedoeld in de bijlage van het ministerieel besluit, alsook de producenten, leveranciers, aannemers en onderaannemers van goederen, werken en diensten die essentieel zijn voor de activiteit van deze ondernemingen en deze diensten (art. 2, § 1, lid 3).Het ministerieel besluit hanteert een trap van preventieprincipes ter bescherming van de werknemers: - thuiswerk is verplicht voor personeelsleden wiens functie zich ertoe leent. - toepassing van de regel van de social distancing, waarbij een afstand van minimum 1,5 meter tussen elke persoon geldt;- andere passende preventiemaatregelen, zoals bijvoorbeeld gebruik van schermen of dragen van mondmaskers, waarvoor een kader werd uitgewerkt in de “Generieke gids om de verspreiding van COVID-19 op het werk tegen te gaan”. Voor de generieke gids, zie: <https://werk.belgie.be/nl/themas/coronavirus/veilig-aan-het-werk-tijdens-de-coronacrisis-generieke-gids-versie-2-en> De voorschriften voor de twee categorieën lijken goed op elkaar, bijgevolg zal in elke casus een zorgvuldige determinatie van de betrokken onderneming moeten gebeuren en de correcte toepassing van de preventiebeginselen onderzocht.5.2. In artikel 3 van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 wordt een regeling uitgewerkt voor de registratie van de gegevens van iedere in het buitenland wonende werknemer of zelfstandige die werkzaamheden in België uitvoert, met uitzondering van de natuurlijke persoon bij wie of voor wie de werkzaamheden voor strikt persoonlijke doeleinden geschieden ~~in de sectoren bouw, schoonmaak, land- en tuinbouw en vleessector~~.Artikel 3, § 2, bepaalt dat indien de in het buitenland wonende of verblijvende werknemer of zelfstandige ertoe gehouden is het Passagier Lokalisatie Formulier bedoeld in artikel 21 in te vullen, dan dient de werkgever of gebruiker die tijdelijk op hem een beroep doet voor de uitvoering van werkzaamheden in België, met uitzondering van de natuurlijke persoon bij wie of voor wie de werkzaamheden voor strikt persoonlijke doeleinden geschieden, vóór de aanvang van de werkzaamheden na te gaan of het Passagier Lokalisatie Formulier effectief werd ingevuld.Bij gebrek aan bewijs dat dit formulier werd ingevuld, dient de werkgever of gebruiker erover te waken dat het Passagier Lokalisatie Formulier ingevuld is uiterlijk op het moment waarop de in het buitenland wonende of verblijvende werknemer of zelfstandige de werkzaamheden in België aanvat.Artikel 3, § 3, bepaalt dat de in het buitenland wonende of verblijvende werknemer of zelfstandige die door een werkgever of een gebruiker tijdelijk wordt ingezet om werkzaamheden in België uit te voeren, is ertoe gehouden het bewijs te leveren van een negatief resultaat van een test die werd afgenomen ten vroegste 72 uur voor de aanvang van zijn werkzaamheden of activiteit in België, wanneer hij langer dan 48 uur op het Belgisch grondgebied blijft. Dit negatief resultaat kan worden gecontroleerd door de preventieadviseurs-arbeidsartsen en door alle diensten en instellingen belast met het toezicht op de naleving van de verplichtingen opgelegd in het raam van de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken.5.3.De werkgever bedoeld in de twee categorieën zal in geval van een inbreuk niet worden vervolgd op grond van dit ministerieel besluit maar krachtens de bepalingen van de wet van 4 augustus 1996 inzake het welzijn van de werknemers, de uitvoeringsbesluiten daarop en het sociaal strafwetboek. Artikel 26 van het ministerieel besluit bepaalt immers geen straffen voor de inbreuken op de artikelen 5 tot 11 en 13 voor zover deze betrekking hebben op de relatie werkgever-werknemer.Met het bijzondere machtenbesluit nr. 37 van 24 juni 2020 werden de verplichtingen die voorzien worden in het kader van de dringende maatregelen genomen door de Minister van Binnenlandse Zaken tegen COVID-19 uitdrukkelijk opgenomen in de preventiemaatregelen om de veiligheid en de gezondheid van de werknemers te verzekeren.Met datzelfde koninklijk besluit nr. 37 werd een nieuw artikel 238 ingevoerd in het sociaal strafwetboek dat strafsancties bepaalt (categorie 2) voor de werkgever, zijn aangestelden of lasthebber, of eenieder die in de ondernemingen de betreffende verplichtingen niet naleeft.Men kan aannemen dat het begrip “eenieder” tevens betrekking heeft op de werknemers van de onderneming, zodanig dat zij ook kunnen vervolgd worden voor het niet naleven van de preventiemaatregelen die gelden krachtens het ministerieel besluit. Dit geldt voor feiten begaan vanaf 3 juli 2020.5.4. In artikel 17 §2 van het sociaal strafwetboek, zoals ingevoerd door het bijzondere machtenbesluit nr. 37 van 24 juni 2020, worden de sociale inspectiediensten die specifiek toezicht houden op naleving van de COVID-19 preventiemaatregelen in de ondernemingen als volgt bepaald:- de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg; - de Algemene Directie Toezicht op het Welzijn op het Werk van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg; - de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid; - de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening; - FEDRIS; - het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering; - het Rijksinstituut voor de sociale verzekering der zelfstandigen.Hun bevoegdheden zijn vastgelegd in het sociaal strafwetboek. De sociale inspectiediensten kunnen op elk ogenblik van de dag toegang nemen tot werkplaatsen, vaststellingen doen, personen verhoren, zaken in beslag nemen, bevelen tot stopzetting afleveren en werkplaatsen verzegelen. Zij kunnen daarbij kiezen om de zaken administratief af te handelen, dan wel een pro justitia op te maken bestemd voor de arbeidsauditeurs.Zij kunnen de bijstand van de politie vorderen.De politie is, onverminderd de bevoegdheden die hen werden toegekend in artikel 27 § 2 van het Ministerieel Besluit van 28 oktober 2020, tevens bevoegd om de inbreuken op de welzijnswet vast te stellen en te verbaliseren. Het wordt hen echter aanbevolen om contact op te nemen met de voormelde inspectiediensten, bij voorkeur met de Algemene Directie Toezicht op het Welzijn op het werk, gelet op de bijzondere specialisatie van deze dienst.5.5. Wanneer de situatie ernstig of complex is of inbreuken herhaaldelijk worden vastgesteld, dient contact te worden opgenomen met de arbeidsauditeur of, in het geval deze geen permanentie heeft, met de parketmagistraat van dienst.De hierboven vermelde sociale inspectiediensten kunnen kan krachtens de artikelen 43 tot 49 van het sociaal strafwetboek en in het geval de gezondheid of veiligheid van werknemers in het gedrang komt hen onder meer de toegang tot de arbeidsplaats verbieden, de stopzetting van een activiteit opleggen of een arbeidsplaats verzegelen. Daarbij moet geen sprake zijn van herhaling.Krachtens artikel 28ter §3, derde lid van het Wetboek van strafvordering beschikken de procureurs des Konings en de arbeidsauditeurs over een vorderingsrecht ten aanzien van de sociale inspectiediensten en kunnen dus een dergelijke maatregel vorderen. Zij kunnen tevens krachtens hun bevoegdheden bepaald in artikel 35 van het Wetboek van strafvordering arbeidsplaatsen gerechtelijk in beslag nemen en verzegelen. De politie staat in dat geval in voor de uitvoering.Gelet op de ernst van de situatie moeten dergelijke dwangmaatregelen om de verderzetting van het gevaarlijk gedrag te voorkomen meer dan anders worden opgelegd. Uiteraard kan dit slechts gebeuren voor de niet-essentiële ondernemingen.5.6. De wetgever heeft door de invoering van een specifieke COVID-19 bepaling in artikel 238 van het sociaal strafwetboek gedeeltelijk een strafvermindering bepaald, nl. door een sanctie van het niveau 2 te bepalen, in plaats van niveau 3 of zelfs niveau 4 voor de inbreuken op de algemene bepalingen van de welzijnswet.De straffen zijn vanaf 3 juli 2020: een strafrechtelijke geldboete van 50 tot 500 euro, hetzij een administratieve geldboete van 25 tot 250 euro. Dit is een halvering in vergelijking met de situatie voordien.Wordt de inbreuk begaan door de werkgever, zijn aangestelde of lasthebber, dan wordt de geldboete vermenigvuldigd met het aantal betrokken werknemers. Deze multiplicator is niet bepaald in de algemene strafbepalingen die van toepassing zijn voor de welzijnswet en kan dus een strafverzwaring opleveren.Dat betekent dat wanneer de multiplicator (x aantal werknemers) niet moet worden toegepast of wanneer deze gelijk is aan 1, vanaf 3 juli 2020 een mildere strafwet geldt, die in voorkomend geval retroactief moet worden toegepast.De volgende bedragen van minnelijke schikking dienen te worden toegepast:- Een inbreuk begaan door een onderneming: 500 euro + 250 euro per betrokken werknemers - Een inbreuk begaan door een werknemer of een derde: 250 euro.In geval van herhaling wordt de zaak bij voorrang gedagvaard voor de correctionele rechtbank. Dit is ook het geval wanneer een werknemer gezondheidsschade heeft opgelopen, waarbij tevens vervolging kan worden ingesteld voor onopzettelijke slagen en verwondingen. |
| **6. Directives concernant la politique de poursuites des dossiers « COVID- 19 »** | **6. Richtlijnen inzake het vervolgingsbeleid in de dossiers « COVID-19 »** |
| Les dossiers « COVID-19 » devront être traités de manière prioritaire par les parquets et les auditorats du travail. Ces dossiers devront être examinés et traités de manière structurée par un ou plusieurs magistrats dans chaque parquet et auditorat du travail, sous la direction générale et la supervision du magistrat de référence « Corona ». De cette manière, une approche cohérente et uniforme au sein de l’arrondissement pourra être garantie.En cas de doute quant à la suite la plus opportune à y réserver, le magistrat-titulaire portera le dossier à la connaissance du magistrat de référence « Corona » qui examinera le dossier en « seconde lecture ». Si des difficultés particulières (questions juridiques par exemple) se présentent lors du traitement d’un dossier, le magistrat de référence « Corona » de première instance peut toujours se référer au magistrat de référence « Corona » du parquet général. En cas de doute au sujet d’une décision dans un dossier déterminé pouvant avoir valeur de précédent au niveau national et/ou afin d’avoir l’approche la plus uniforme possible, le magistrat de référence « Corona » du parquet général peut saisir le groupe de projet « Corona » au niveau du Collège des procureurs généraux. Ce dernier fournira une réponse, le cas échéant, après validation par le Collège des procureurs généraux.x xx L’appréciation des faits se fondera sur la description du fait punissable dans l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020. Le contenu des FAQ du centre de crise national n’a qu’une valeur indicative.Sauf cas exceptionnels pour lesquels le procureur du Roi prend lui-même la décision de classement sans suite pour des raisons d’opportunité, seul un classement sans suite pour des raisons techniques (absence d’infractions, manque de preuves, …) sera autorisé. Par ailleurs, le magistrat pourra aussi recourir à des mesures alternatives aux poursuites sur pied de l'article 216*ter* C.i.cr..x xx La loi du 20 mai 2020, portant des dispositions diverses en matière de justice dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (MB du 29 mai 2020), régit dans son chapitre 8 la compétence temporaire des tribunaux de police pour connaître des infractions contre les mesures COVID-19. L’article 13 de ce chapitre dispose que « *sans préjudice des articles 137 et 138 du Code d’instruction criminelle, le tribunal de police connaît des infractions visées à l’article 187 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile dans la mesure où celles-ci concernent le refus ou la négligence de se conformer aux mesures définies dans un arrêté ministériel pris en application de l’article 182 de la même loi et portant des mesures d’urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19*. »Cet article est entré en vigueur le 30 mai 2020.En ce qui concerne les affaires dont le tribunal correctionnel a déjà été légalement saisi pour cause d’infractions aux articles 1, 4, 5, 8 et 8*bis* de l’arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d’urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, l’article 3 du Code judiciaire s’applique : « *Les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure sont applicables aux procès en cours sans dessaisissement cependant de la juridiction qui, à son degré, en avait été valablement saisie et sauf les exceptions prévues par la loi.* »Il en découle qu’aucun dessaisissement n’est possible et que le tribunal correctionnel devra se prononcer sur les affaires relatives aux infractions aux articles 1, 4, 5, 8 et 8*bis* de l’arrêté ministériel du 23 mars 2020 dont il a été légitimement saisi.Sur la base de la jurisprudence de la Cour de cassation et de la doctrine, un tribunal est saisi d’une affaire à partir de la signification de la citation ou de la remise du procès-verbal/notification des lieu, jour et heure de l’audience (par le magistrat de parquet – article 216quater du Code d’instruction criminelle).Toutes les affaires relatives à des infractions aux articles 1, 4, 5, 8 et 8*bis* de l’arrêté ministériel du 23 mars 2020 pour lesquelles la citation devant le tribunal correctionnel n’avait pas encore été signifiée devront faire l’objet d’une citation devant le tribunal de police à partir du 30 mai 2020 (sauf en cas de connexité avec d’autres délits).x xx L’article 25 de l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020, portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 dispose que : *« Toute personne, à l’exception des enfants jusqu’à l’âge de 12 ans accomplis, est obligée de se couvrir la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu lorsqu'il est impossible de garantir le respect des règles de distanciation sociale, à l'exception des cas visés à l'article 23, § 2.**Toute personne, à l’exception des enfants jusqu’à l’âge de 12 ans accomplis, est dans tous les cas obligée de se couvrir la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu dans les lieux suivants :**[…]**8° lors des déplacements dans les parties publiques et non-publiques des bâtiments de justice, ainsi que dans les salles d’audience lors de chaque déplacement et, dans les autres cas conformément aux directives du président de la chambre.**Lorsque le port d'un masque ou de toute autre alternative en tissu n'est pas possible pour des raisons médicales, un écran facial peut être utilisé.**Les personnes qui sont dans l'impossibilité de porter un masque, une alternative en tissu ou un écran facial, en raison d'une situation de handicap attestée au moyen d'un certificat médical, ne sont pas tenues par les dispositions du présent arrêté prévoyant cette obligation.»*L’obligation de porter un masque ou toute autre alternative en tissu lors des déplacements partout dans les palais de justice est donc imposée par l’article 25, 8° de l’arrêté ministériel. Cette obligation est également reprise dans la circulaire COL 3/2020 du Collège du ministère public. Enfin, l’article 26 dispose que l’infraction à l’article 25 est sanctionnée par les peines prévues à l'article 187 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile soit un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six à cinq cents euros, ou d'une de ces peines seulement. | De dossiers « COVID-19 » dienen prioritair door de parketten en arbeidsauditoraten te worden behandeld.Deze dossiers dienen in elk parket en arbeidsauditoraat te worden onderzocht en behandeld op een gestructureerde wijze door één of meer magistraten, onder de algemene leiding en supervisie van de referentiemagistraat “Corona”. Op die manier kan een uniforme en coherente aanpak binnen het arrondissement worden gegarandeerd.In geval van twijfel over het best te verlenen gevolg aan het dossier, brengt de magistraat-titularis het dossier ter kennis van de referentiemagistraat “Corona” die het “in tweede lectuur” zal onderzoeken.In geval van specifieke problemen bij de behandeling van een dossier (bijvoorbeeld juridische vraagstukken) kan de referentiemagistraat “Corona” van de eerste aanleg zich steeds wenden tot de referentiemagistraat “Corona” van het parket-generaal.In geval van twijfel over een beslissing in een concreet dossier met een eventuele precedentswaarde op nationaal vlak en/of teneinde te komen tot een zo uniform mogelijke aanpak, kan de referentiemagistraat “Corona” van het parket-generaal de projectgroep “Corona” op niveau van het College van procureurs-generaal vatten. Deze laatste zal een antwoord verschaffen, desgevallend na validatie ervan door het College van procureurs-generaal.x xx De feiten worden beoordeeld op basis van de omschrijving van het strafbaar feit in het ministerieel besluit van 28 oktober 2020. De inhoud van de FAQ van het nationaal crisiscentrum heeft enkel een indicatieve waarde.Behoudens uitzonderlijke gevallen waarvoor de procureur des Konings zelf de beslissing tot zondergevolgstelling wegens opportuniteitsredenen neemt, is enkel een zondergevolgstelling omwille van technische redenen (geen misdrijf, onvoldoende bewijzen, …) toegestaan. De magistraat kan bovendien toepassing maken van de alternatieve maatregelen bedoeld in artikel 216ter Sv.x xx De  wet van 20 mei 2020, houdende diverse bepalingen inzake justitie in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (BS 29.05.2020), regelt in zijn hoofdstuk 8 de tijdelijke bevoegdheid van de politierechtbanken om kennis te nemen van inbreuken tegen COVID-19-maatregelen. Artikel 13 van dit hoofdstuk bepaalt dat “*onverminderd de artikelen 137 en 138 van het Wetboek van Strafvordering de politierechtbank kennis neemt van inbreuken bedoeld in artikel 187 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid in de mate dat deze overtredingen betrekking hebben op een weigering of verzuim zich te gedragen naar de maatregelen bepaald in een ministerieel besluit genomen op basis van artikel 182 van dezelfde wet en houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken*.”Dit artikel is op 30 mei 2020 in werking getreden.Wat de reeds rechtmatig voor de correctionele rechtbank aanhangig gemaakte zaken betreft wegens inbreuken op de artikelen 1, 4, 5, 8 en 8*bis* van het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken,  is artikel 3 Gerechtelijk Wetboek van toepassing : “*De wetten op de rechterlijke organisatie, de bevoegdheid en de rechtspleging zijn van toepassing op de hangende rechtsgedingen, zonder dat die worden onttrokken aan de instantie van het gerecht waarvoor zij op geldige wijze aanhangig zijn, en behoudens de uitzonderingen bij de wet bepaald*.”Hieruit volgt dat een zaak wegens inbreuken op de artikelen 1, 4, 5, 8 en 8*bis* van het ministerieel besluit van 23 maart 2020 die rechtmatig aanhangig is gemaakt bij de correctionele rechtbank, haar niet kan worden onttrokken en de correctionele rechtbank hierover uitspraak zal moeten doen.Op basis van de rechtspraak van het Hof van Cassatie en de rechtsleer is een zaak aanhangig bij een rechtbank vanaf de betekening van de dagvaarding of de overhandiging van het proces-verbaal / kennisgeving van plaats, dag en uur van de zitting (door de parketmagistraat – artikel 216quater Sv.).Alle zaken wegens inbreuken op de artikelen 1, 4, 5, 8 en 8*bis* van het ministerieel besluit van 23 maart 2020 waarvoor de dagvaarding voor de correctionele rechtbank nog niet betekend was, zullen vanaf 30 mei 2020 voor de politierechtbank moeten worden gedagvaard (tenzij wanneer er samenhang is met andere wanbedrijven).x xx Artikel 25 van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19, bepaalt dat : *“Eenieder, met uitzondering van kinderen tot en met 12 jaar, is verplicht om de mond en de neus te bedekken met een mondmasker of elk ander alternatief in stof wanneer het onmogelijk is om de naleving van de regels van social distancing te garanderen, met uitzondering van de gevallen bedoeld in artikel 23, § 2.**Eenieder, met uitzondering van kinderen tot en met 12 jaar, is in elk geval verplicht om de mond en de neus te bedekken met een mondmasker of elk ander alternatief in stof op de volgende plaatsen :**[…]**8° bij verplaatsingen in de publieke en niet-publieke delen van de gerechtsgebouwen, alsook in de zittingszalen bij elke verplaatsing en, in de andere gevallen, overeenkomstig de richtlijnen van de kamervoorzitter.**Wanneer het dragen van een mondmasker of elk alternatief in stof niet mogelijk is omwille van medische redenen, mag een gelaatsscherm worden gebruikt.**De personen die in de onmogelijkheid zijn een mondmasker, een alternatief in stof of een gelaatsscherm te dragen omwille van een beperking, gestaafd door middel van een medisch attest, moeten niet voldoen aan de bepalingen van dit besluit die deze verplichting voorzien.”*De verplichting om een mondmasker of elk ander alternatief in stof bij verplaatsingen overal in de gerechtsgebouwen te dragen wordt opgelegd door artikel 25, 8° van het ministerieel besluit. Deze verplichting is ook opgenomen in de omzendbrief COL 3/2020 van het College van het openbaar ministerie. Ten slotte, artikel 26 bepaalt dat een inbreuk op artikel 25 wordt beteugeld met de straffen voorzien in artikel 187 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, en meer bepaald met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden, en met een geldboete van zesentwintig euro tot vijfhonderd euro, of met één van die straffen alleen. |
| 3.1.2. PersonnelVoir les points 3.1.1.6 (in fine : le port du masque) et 3.1.4 (les statistiques)3.1.3. ICTPas de directives particulières | 3.1.2. PersoneelZie punt 3.1.1.6 (in fine: de dracht van een masker) en 3.1.4 (statistiek)3.1.3. ICTGeen bijzondere richtlijnen |
| **3.1.4. Statistiques**Conformément à leurs directives d’enregistrement en interne, les services de police enregistreront les dossiers d'infractions liées au « Corona/COVID-19 » en utilisant le **code « 62 » dans le numéro de chaque procès-verbal** (le parquet/l’auditorat reprendra ce numéro de procès-verbal comme numéro de notice de l’affaire). | **3.1.4. Statistiek**Op basis van haar interne registratierichtlijnen zal de politie de ‘corona/COVID-19’-gerelateerde inbreuken de **code ‘62’ in het PV-nummer** toekennen (dat PV-nummer wordt door het parket/auditoraat overgenomen als het notitienummer van de zaak). |
| Dans le prolongement de cette directive, les parquets et auditorats enregistreront toutes les affaires « Corona/COVID-19 » en utilisant le code de prévention **« 62Q - Corona/COVID-19 (infractions mentionnées dans les arrêtés ministériels)**», à l’exception des infractions traitées via le processus de travail « Crossborder ».Ce faisant, le ministère public pourra **identifier toutes les affaires** résultant d’infractions aux mesures énumérées dans les arrêtés ministériels d’application. À cette fin, le personnel administratif et les magistrats sont invités à accorder une attention particulière à **l'enregistrement systématique du code de prévention 62Q dans toutes les affaires « Corona/COVID‑19 »**, en plus des autres codes de prévention éventuellement applicables[[1]](#footnote-1). | In het verlengde daarvan zullen de parketten en auditoraten alle ‘corona/COVID-19’-zaken registreren met de tenlasteleggingscode ‘**62Q - Corona/COVID-19 (inbreuken vermeld in de ministeriële besluiten)’** met uitzondering van de inbreuken die via het Crossborder proces worden behandeld.Op die manier zal het Openbaar Ministerie **alle zaken kunnen identificeren** die het gevolg zijn van inbreuken tegen de maatregelen die opgesomd staan in de van toepassing zijnde ministeriële besluiten. Zowel aan het administratief personeel als aan de magistraten wordt daartoe bijzondere aandacht gevraagd voor de **systematische registratie van de tenlasteleggingscode 62Q in alle ‘corona/COVID-19’-zaken**, en dit naast de andere tenlasteleggingscodes die eventueel van toepassing zijn.**[[2]](#footnote-2)1** |
| 3.1.5. Manuel de qualifications et nomenclature | 3.1.5. Kwalificatiehandboek en nomenclatuur |
| En concertation avec le coordinateur principal du réseau d'expertise Pharma & Food Crime, le bureau des qualifications et de la nomenclature du Service d'appui du ministère public a élaboré une structure d'arborescence reprenant toutes les qualifications applicables en cas d'infractions aux mesures prises dans le cadre de la crise Corona (Arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19). | In samenspraak met de hoofdcoördinator van het expertisenetwerk Pharma & Food Crime, heeft het bureau kwalificaties en nomenclatuur van de Steundienst van het Openbaar Ministerie een boomstructuur uitgewerkt waarin alle kwalificaties die van toepassing zijn bij inbreuken op de maatregelen in het kader van de Corona-crisis (Ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken) werden ondergebracht. |
| Les fiches de qualifications élaborées peuvent être consultées sous la loi 200 (Pharma & Food Crime) / 59.10 art de guérir / 59.10-50 infractions relatives aux mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 (fédéral), 59.10-51 infractions relatives aux mesures complémentaires dans la lutte contre le coronavirus COVID-19 (provinces et Région de Bruxelles-Capitale) et 59.10-52 infractions relatives aux mesures complémentaires dans la lutte contre le coronavirus COVID-19 (communal). Elles sont regroupées dans plusieurs périodes et catégories, ce qui devrait faciliter la recherche des qualifications à appliquer. La structure d'arborescence permet de fournir un ensemble cohérent de codes de qualification, utilisable tout au long de la chaîne pénale. | De uitgewerkte kwalificatiefiches kunnen geconsulteerd worden onder wet 200 (Pharma & Food Crime) / 59.10 geneeskunde / 59.10-50 misdrijven in verband met de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken (federaal), 59.10-51 misdrijven in verband met de aanvullende maatregelen in de strijd tegen het coronavirus COVID-19 (provincies en Brussels Hoofdstedelijk Gewest) en 59.10-52 misdrijven in verband met de aanvullende maatregelen in de strijd tegen het coronavirus COVID-19 (gemeentelijk). Ze werden in meerdere tijdsperiodes en categorieën onderverdeeld, wat het opzoeken van de juist toe te passen kwalificaties dient te vergemakkelijken. De boomstructuur laat toe een coherent geheel van kwalificatiecodes aan te leveren dat over de ganse strafrechtsketen bruikbaar is. |
| 3.2. Services de policeRéférence est faite aux directives mentionnées au point 3.1.1.Des directives particulières relatives au non-respect de l’obligation du port du masque.L’article 25 concerne le port du masque dans certains lieux : | 3.2. PolitiedienstenEr wordt verwezen naar de richtlijnen vermeld onder punt 3.1.1.Bijzondere richtlijnen inzake de vaststelling van de niet naleving van de verplichting een masker te dragenArtikel 25 betreft het dragen van een mondmasker op bepaalde plaatsen: |
| *« Toute personne, à l’exception des enfants jusqu’à l’âge de 12 ans accomplis, est obligée de se couvrir la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu lorsqu'il est impossible de garantir le respect des règles de distanciation sociale, à l'exception des cas visés à l'article 23, § 2.**Toute personne, à l’exception des enfants jusqu’à l’âge de 12 ans accomplis, est dans tous les cas obligée de se couvrir la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu dans les lieux suivants :**1° les magasins et les centres commerciaux;**2° les salles de conférence;**3° les auditoires;**4° les bâtiments de culte et les bâtiments destinés à l’exercice public de l’assistance morale non confessionnelle;* | *“Eenieder, met uitzondering van kinderen tot en met 12 jaar, is verplicht om de mond en de neus te bedekken met een mondmasker of elk ander alternatief in stof wanneer het onmogelijk is om de naleving van de regels van social distancing te garanderen, met uitzondering van de gevallen bedoeld in artikel 23, § 2.**Eenieder, met uitzondering van kinderen tot en met 12 jaar, is in elk geval verplicht om de mond en de neus te bedekken met een mondmasker of elk ander alternatief in stof op de volgende plaatsen :**1° de winkels en de winkelcentra;**2° de conferentiezalen;**3° de auditoria;**4° de gebouwen der eredienst en de gebouwen bestemd voor de openbare uitoefening van de niet-confessionele morele dienstverlening;* |
| *5° les bibliothèques, les ludothèques et les médiathèques;* | *5° de bibliotheken, de spelotheken en de mediatheken;* |
| *6° les rues commerçantes, les marchés et tout lieu privé ou public à forte fréquentation, déterminés par les autorités locales compétentes et délimités par un affichage précisant les horaires auxquels l'obligation s'applique;**7° les établissements et les lieux où des activités horeca, sont autorisées, tant les clients que le personnel, sauf pendant qu'ils mangent, boivent ou sont assis à leur propre table.**8° lors des déplacements dans les parties publiques et non-publiques des bâtiments de justice, ainsi que dans les salles d’audience lors de chaque déplacement et, dans les autres cas conformément aux directives du président de la chambre.* | *6° de winkelstraten, de markten en elke private of publieke druk bezochte plaats, bepaald door de bevoegde lokale overheid en afgebakend met een aanplakking die de tijdstippen preciseert waarop de verplichting van toepassing is;**7° de inrichtingen en plaatsen waar horeca-activiteiten toegelaten zijn, zowel de klanten als het personeel, tenzij gedurende het eten, drinken, of aan tafel zitten.**8° bij verplaatsingen in de publieke en niet-publieke delen van de gerechtsgebouwen, alsook in de zittingszalen bij elke verplaatsing en, in de andere gevallen, overeenkomstig de richtlijnen van de kamervoorzitter.* |
| *Lorsque le port d'un masque ou de toute autre alternative en tissu n'est pas possible pour des raisons médicales, un écran facial peut être utilisé.**Les personnes qui sont dans l'impossibilité de porter un masque, une alternative en tissu ou un écran facial, en raison d'une situation de handicap attestée au moyen d'un certificat médical, ne sont pas tenues par les dispositions du présent arrêté prévoyant cette obligation. »* | *Wanneer het dragen van een mondmasker of elk alternatief in stof niet mogelijk is omwille van medische redenen, mag een gelaatsscherm worden gebruikt.**De personen die in de onmogelijkheid zijn een mondmasker, een alternatief in stof of een gelaatsscherm te dragen omwille van een beperking, gestaafd door middel van een medisch attest, moeten niet voldoen aan de bepalingen van dit besluit die deze verplichting voorzien.”* |
| Comme directive de la politique de recherche, il est demandé aux services de police, en ce qui concerne la recherche de ces infractions, d’intervenir en premier lieu de manière réactive suite à une dénonciation ou à une plainte ou dans le cadre d’une autre intervention policière.  | Als richtlijn van het opsporingsbeleid geldt dat de politiediensten, wat de opsporing van deze inbreuken betreft, in eerste instantie reactief tussenkomen ingevolge een aangifte of een klacht of in het kader van een andere politionele tussenkomst. |
| x        xx~~Des directives particulières relatives à la saisie judiciaire des articles pyrotechniques (l’article 7 de l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020)~~~~Les feux d’artifice ne sont jamais déposés au greffe.~~~~Le protocole d’accord du 21/01/19~~ *~~relatif à l'appui fourni par la Défense pour le stockage temporaire des articles pyrotechniques saisis par décision judiciaire~~* ~~entre le ministre de la Défense, le ministre de l'Economie et le ministre de la Justice est d’application pour les feux d’artifice.~~~~La police demande un avis au service compétent du SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie (Direction générale Qualité et Sécurité, numéro de permanence : 02 277 93 46) sur la décision à prendre à propos du stockage et de la destination des feux d’artifice, ou de leur éventuelle destruction immédiate, et en informe le magistrat de parquet.~~~~Les feux d’artifice saisis font l’objet d'une prise de photos, et leur marque et type sont repris dans le procès-verbal.~~x xx Comme directive de la politique de recherche, il est demandé aux services de police, jusqu’au 1er mars 2021 en ce compris, de rechercher activement et en priorité les infractions :* à l’interdiction de rassemblement de plus de quatre personnes visée à l’article 15, § 1er de l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020 sur la voie publique et dans l’espace public et à l’exception de l’entrée et de la sortie des écoles (« § 1er. Sauf disposition contraire plus stricte ou moins stricte prévue par le présent arrêté, les rassemblements de plus de 4 personnes, les enfants jusqu’à l’âge de 12 ans accomplis non compris, sont uniquement autorisés dans les conditions prévues et pour les activités autorisées par le présent article. ») ;
* à l’interdiction de se trouver sur la voie publique et dans l'espace public entre certaines heures visée à l’article 14 de l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020 (« Il est interdit de se trouver sur la voie publique et dans l'espace public entre 00h00 et 5h00 du matin, sauf en cas de déplacements essentiels qui ne peuvent être reportés, tels que notamment :

- avoir accès aux soins médicaux ;- fournir l'assistance et les soins aux personnes âgées, aux mineurs, aux personnes en situation d'handicap et aux personnes vulnérables ;- effectuer les déplacements professionnels, en ce compris le trajet domicile-lieu de travail ») ;* à la fermeture imposée visée à l’article 6, § 1er de l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020 (« Les établissements relevant du secteur horeca et les autres établissements de restauration et débits de boissons sont fermés, sauf pour proposer des repas à emporter et à livrer et des boissons non-alcoolisées à emporter jusqu'à 22 heures au plus tard. Des repas peuvent être proposés à emporter et/ou à livrer ensemble avec des boissons alcoolisées jusqu’à 20 heures. ») ;
* à l’heure de fermeture imposée visée à l’article 10, al. 2, de l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020 (« Les magasins de nuit peuvent rester ouverts à partir de leur heure d'ouverture habituelle jusqu'à 22 heures »);
* à l’interdiction de vente de boissons alcoolisées entre certaines heures visée à l’article 11 de l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020 (« La vente de boissons alcoolisées est interdite dans tous les établissements, en ce compris les distributeurs automatiques, à partir de 20 heures jusqu'à 5 heures du matin ») ;
* à l’obligation de se couvrir la bouche et le nez dans les lieux et moyens de transports publics, visée à l’article 19 de l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020 (« Toute personne, à l’exception des enfants jusqu’à l’âge de 12 ans accomplis, est obligée de se couvrir la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu dès l'entrée dans l'aéroport, la gare, sur le quai ou un point d'arrêt, dans le bus, le (pré)métro, le tram, le train ou tout autre moyen de transport organisé par une autorité publique. Lorsque le port d'un masque ou d'une alternative en tissu n'est pas possible pour des raisons médicales, un écran facial peut être utilisé »).

x        xxDes directives particulières relatives à l’usage des drones dans le cadre de l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020.Sans préjudice de l’exécution de leurs missions préventives, les services de police ne pourront recourir à des drones à des fins judiciaires. En effet, eu égard aux peines assortissant les infractions à l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020,  pareil usage ne rencontre pas la condition de proportionnalité à laquelle toute ingérence dans la vie privée doit être subordonnée.Par ailleurs, dans le cadre de l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020, l’usage des drones afin d’avoir une vue dans un lieu privé (« un lieu non accessible au public »), quelle qu’en soit la finalité, administrative ou judiciaire, n’est pas autorisé. Les constatations d’infractions à l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020, basées sur l’usage d’un drone, en violation de ce qui précède, ne peuvent pas donner lieu à une proposition de transaction pénale (immédiate) ou à des poursuites. Les procès-verbaux éventuellement établis seront classés sans suite.En ce qui concerne les constatations basées sur l’usage d’un drone et qui ont été faites préalablement à la COL 6/2020 du 15 décembre 2020 (dans laquelle les directives relatives à l’usage des drones ont été explicitées pour la première fois), le magistrat du parquet évaluera si le drone a été utilisé à des fins administratives qui ont donné lieu à ces constatations judiciaires ou avec une finalité purement judiciaire. Dans ce dernier cas, le dossier sera classé sans suite ou l’acquittement pourra être requis.  | x        xx~~Bijzondere richtlijnen inzake de gerechtelijke inbeslagname van pyrotechnische artikelen (artikel 7 van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020)~~~~Vuurwerk kan nooit ter griffie worden neergelegd.~~~~Het protocolakkoord van 21/01/19~~ *~~betreffende de door Defensie geleverde steun voor de tijdelijk opslag van pyrotechnische artikelen die bij gerechtelijke beslissing in beslag worden genomen~~*~~, tussen de minister van landsverdediging, de minister van economie en de minister van Justitie, wordt toegepast.~~ ~~De politie vraagt aan de bevoegde dienst van de FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie (Algemene Directie Kwaliteit en Veiligheid, permanentienummer: 02 277 83 90) advies inzake de te nemen beslissing inzake de opslag en bestemming van het vuurwerk, of de eventuele onmiddellijke vernietiging ervan, en licht hiervan de parketmagistraat in.~~~~Van het in beslag genomen vuurwerk wordt een foto genomen en worden het merk en type in het proces-verbaal opgenomen.~~x xx Als richtlijn van het opsporingsbeleid geldt dat de politiediensten tot en met 1 maart 2021 prioritair en op actieve wijze de inbreuken zullen opsporen:* op het samenscholingsverbod van meer dan vier personen bedoeld in artikel 15, §1, van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 op de openbare weg en in de openbare ruimte en met uitzondering van de ingang en de uitgang van de scholen (“§ 1. Behoudens andersluidende strengere of minder strenge bepaling voorzien door dit besluit, zijn samenscholingen van meer dan vier personen, kinderen tot en met 12 jaar niet meegeteld, enkel toegelaten onder de voorwaarden voorzien en voor de activiteiten toegelaten door dit artikel.”);
* op het verbod om zich op de openbare weg en in de openbare ruimte te bevinden tussen bepaalde uren bedoeld in artikel 14 van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 (“Het is verboden om zich op de openbare weg en in de openbare ruimte te bevinden tussen 0.00 uur en 05.00 uur 's morgens, behalve in geval van essentiële, niet-uitstelbare verplaatsingen, zoals onder meer:

- om toegang te hebben tot medische zorgen;- om bijstand en zorgen te voorzien voor oudere personen, voor minderjarigen, voor personen met een handicap en voor kwetsbare personen;- het uitvoeren van de professionele verplaatsingen, met inbegrip van het woon-werkverkeer”).* op de opgelegde sluiting bedoeld in artikel 6, § 1, van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 (“De inrichtingen die behoren tot de horecasector en andere eet- en drankgelegenheden zijn gesloten, behalve voor het aanbieden en leveren van afhaalmaaltijden en niet-alcoholische dranken om mee te nemen tot ten laatste 22.00 uur. Afhaalmaaltijden mogen samen worden aangeboden en/of geleverd met alcoholische dranken tot 20.00uur”);
* op het opgelegde sluitingsuur bedoeld in artikel 10, lid 2, van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 (“Nachtwinkels mogen geopend blijven vanaf het gebruikelijke openingsuur tot 22.00 uur”);
* op het verbod om alcoholische dranken te verkopen tussen bepaalde uren bedoeld in artikel 11 van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 (“De verkoop van alcoholische dranken is in alle inrichtingen, met inbegrip van automaten, verboden vanaf 20.00 uur tot 05.00 uur `s morgens”);
* op de verplichting om de mond en neus te bedekken in de plaatsen en de vervoermiddelen van het openbaar vervoer, bedoeld in artikel 19 van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 (“Eenieder, met uitzondering van kinderen tot en met 12 jaar, is verplicht om de mond en de neus te bedekken met een masker of elk ander alternatief in stof, vanaf het betreden van de luchthaven, het station, op het perron of een halte, in de bus, de (pre)metro, de tram, de trein of elk ander vervoersmiddel dat door een openbare overheid wordt georganiseerd. Wanneer het dragen van een masker of van een alternatief in stof niet mogelijk is omwille van medische redenen, mag een gelaatsscherm worden gebruikt.”)

x        xxBijzondere richtlijnen inzake het gebruik van drones in het kader van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020.Onverminderd de uitoefening van hun preventieve opdrachten, kunnen de politiediensten geen gebruik maken van drones voor gerechtelijke doeleinden. Gelet op de straffen die gesteld zijn op de inbreuken op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020, zou een dergelijk gebruik inderdaad niet beantwoorden aan de proportionaliteitsvoorwaarde die vereist is om een inbreuk op het privéleven te rechtvaardigen.Overigens is, in het kader van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020, het gebruik van drones om zicht te verwerven in een private plaats (“een niet voor het publiek toegankelijke plaats”), wat ook de finaliteit is (gerechtelijk of bestuurlijk), niet toelaatbaar.Vaststellingen van inbreuken op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020, waarvan het gebruik van een drone aan de basis ligt en die in strijd zijn met wat voorafgaat, kunnen geen aanleiding geven tot een voorstel van (onmiddellijke) minnelijke schikking of tot vervolging. De eventueel opgestelde processen-verbaal zullen zonder gevolg worden geklasseerd.Voor vaststellingen waarvan het gebruik van een drone aan de basis ligt en die werden verricht voorafgaand aan de omzendbrief COL 6/2020 van 15 december 2020 (waarin de richtlijnen voor het gebruik van drones voor het eerst werden geëxpliciteerd), gaat de parketmagistraat na of de drone werd ingezet met een bestuurlijke finaliteit waaruit deze gerechtelijke vaststellingen zijn voortgevloeid, of met een louter gerechtelijke finaliteit. In dat laatste geval zal het dossier zonder gevolg worden geklasseerd of kan de vrijspraak worden gevorderd. |
| 4. Magistrat de référence | 4. Referentiemagistraat |
| Un magistrat de référence « Lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 » est désigné au sein de chaque parquet général/auditorat général, chaque parquet du procureur du Roi et chaque auditorat du travail. De manière générale, le magistrat de référence veille à assurer un flux d'informations efficace et rapide. Le magistrat de référence des parquets et des auditorats est le point de contact pour les services de police et les services d’inspection. Le magistrat de contact des parquets généraux et des auditorats généraux est le point de contact pour les magistrats de référence de première instance.En outre, le magistrat de référence du parquet général veille à l’application et au suivi de la présente circulaire dans son ressort.Le magistrat de référence des parquets et des auditorats du travail veille à une politique de poursuites uniforme au sein de son parquet ou de son auditorat du travail, ainsi qu’au respect des priorités fixées conformément aux directives de cette circulaire et de celles de son procureur du Roi ou de son auditeur du travail.Les coordonnées des magistrats de référence seront communiquées au Service d’appui du ministère public (sdaomp-ren@just.fgov.be) qui les centralisera et les mettra à jour sur [Omptranet](https://portal.omptranet.rojnet.just.fgov.be/contact/Referentiemagistraten/Forms/AllItems.aspx). | Op elk parket-generaal/auditoraat-generaal, parket van de procureur des Konings en arbeidsauditoraat wordt een referentiemagistraat “inzake de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19” aangeduid. De referentiemagistraat ziet er in het algemeen op toe dat alle informatie efficiënt en snel wordt uitgewisseld. De referentiemagistraat van de parketten en auditoraten vormt het aanspreekpunt voor de politiediensten en de inspectiediensten. De referentiemagistraat van de parketten-generaal en de auditoraten-generaal is het aanspreekpunt voor de referentiemagistraten van eerste aanleg.Bovendien ziet de referentiemagistraat van het parket-generaal erop toe dat deze omzendbrief in zijn rechtsgebied wordt toegepast.De referentiemagistraat van de parketten en auditoraten waakt ook over een uniform vervolgingsbeleid in zijn parket of arbeidsauditoraat, alsmede over de naleving van de prioriteiten gesteld overeenkomstig de richtlijnen van deze omzendbrief en van zijn procureur des Konings of arbeidsauditeur. De contactgegevens van de referentiemagistraten zullen worden meegedeeld aan de Steundienst van het Openbaar Ministerie (via sdaomp-ren@just.fgov.be), die deze gegevens zal bundelen en bijwerken op [Omptranet](https://portal.omptranet.rojnet.just.fgov.be/contact/Referentiemagistraten/Forms/AllItems.aspx). |
| **5. Interprétation, application et évaluation de la présente circulaire**Toutes les questions relatives à l’interprétation et à l’application de la présente circulaire sont à transmettre au Service d’appui (sdaomp-corona@just.fgov.be), suivant le schéma joint en annexe 4.Ces questions seront examinées et traitées par le groupe de projet mis en place par le Collège des procureurs généraux. Les questions les plus importantes et récurrentes seront publiées sur Omptranet sous la forme d’un [« FAQ » spécifique pour le ministère public](https://portal.omptranet.rojnet.just.fgov.be/SitePages/Coronavirus-info-FAQ.aspx). | 5. Interpretatie, toepassing en evaluatie van deze omzendbriefAlle vragen over de interpretatie en de toepassing van deze omzendbrief kunnen (via sdaomp-corona@just.fgov.be) worden meegedeeld aan de Steundienst volgens het in bijlage 4 gevoegde schema. De door het College van procureurs-generaal in dit kader opgerichte projectgroep zal deze vragen analyseren en verwerken. De antwoorden op de belangrijkste en terugkerende vragen zullen op Omptranet worden gepubliceerd onder de [specifiek voor het openbaar ministerie gecreëerde rubriek “FAQs” (*Frequently Asked Questions*)](https://portal.omptranet.rojnet.just.fgov.be/SitePages/Coronavirus-info-FAQ.aspx).  |
| Pour toutes les autres difficultés d’interprétation et d’application des mesures prises par l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020, il convient de se référer au [« FAQ » général du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement](https://www.info-coronavirus.be/fr/faqs).La présente circulaire sera évaluée périodiquement en fonction de l’évolution de la situation et des nouvelles mesures prises par le gouvernement. Le cas échéant, elle fera l’objet d’une révision. | Voor alle andere vragen over de interpretatie en de toepassing van de in het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 vastgelegde maatregelen kan worden verwezen naar [de algemene rubriek “FAQ’s” van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu](https://www.info-coronavirus.be/fr/faqs).Deze omzendbrief zal periodiek worden geëvalueerd in functie van de evolutie van de situatie en de nieuwe door de overheid getroffen maatregelen. Desgevallend zal dit document dus worden herzien. |
| 6. ModèlesPas de directives particulières6.1. Ministère publicPas de directives particulières | 6. Modellen Geen bijzondere richtlijnen6.1. Openbaar MinisterieGeen bijzondere richtlijnen |
| 6.2. Services de police Les services de police utiliseront uniquement les formulaires d’audition joints en annexe de la présente circulaire (voir annexe 3.1). Ces formulaires ne seront pas utilisés pour les infractions commises par des mineurs. | 6.2. Politiediensten De politiediensten zullen uitsluitend de verhoorformulieren gebruiken die als bijlagen bij deze omzendbrief gevoegd werden (cf. bijlage 3.1). Deze formulieren zullen niet gehanteerd worden voor door minderjarigen gepleegde inbreuken. |
| 7. BPMPas de directives particulières | 7. BPMGeen bijzondere richtlijnen |
| 8. Table des matières | 8. Inhoudstafel |
| 1. Cadre législatif ou réglementaire et objectif de la COL2. Explication succincte du cadre législatif ou réglementaire3. Directives3.1. Ministère public3.1.1. Magistrats3.1.2. Personnel 3.1.3. ICT3.1.4. Statistiques3.1.5. Manuel de qualifications et nomenclature3.2. Services de police4. Magistrat de référence5. Interprétation, application et évaluation de la présente circulaire6. Modèles 6.1.Ministère public6.2. Services de police 7. BPM8. Table des matières9. Historique de la COL (aperçu des révisions)10. Annexes | 1. Wetgevend of regelgevend kader en doelstelling van de COL2. Korte toelichting van het wetgevend of regelgevend kader3. Richtlijnen3.1. Openbaar Ministerie3.1.1. Magistraten3.1.2.Personeel3.1.3. ICT3.1.4. Statistiek3.1.5. Kwalificatiehandboek en nomenclatuur3.2. Politiediensten4. Referentiemagistraat5. Interpretatie, toepassing en evaluatie van deze omzendbrief6. Modellen 6.1. Openbaar Ministerie6.2. Politiediensten 7. BPM8. Inhoudstafel9. Historiek COL (overzicht van herzieningen)10. Bijlagen |
| 9. Historique de la COL (aperçu des révisions)Non applicable. | **9. Historiek COL (overzicht van herzieningen)**Niet van toepassing |
| 10. Annexes 1. Dispositions en matière de santé publique2. **(SUPPRIMEE)** *Tableau de synthèse – Que faire en cas d’appel des services de police pour une entreprise ne respectant pas les mesures de distanciation sociale ?* 3. Formulaires d’audition3.1. Formulaire d’audition CORONA (TI)3.2. Courrier d’accompagnement (TI PVV)4. Schéma FAQ 5. **(SUPPRIMEE)** *Arrêté royal du 6 avril 2020 portant sur le non-respect des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 par la mise en place de sanctions administratives communales (voir le chapitre II de la présente circulaire COL)*6. Communication relative à la transaction (immédiate) Corona et à toutes les autres transactions correctionnelles à la suite du lancement accéléré du projet Crossborder « transactions correctionnelles » (courrier du président du Collège du 22 avril 2020 et ses annexes 1 à 5)7. Annexe au procès-verbal – Déclaration de responsabilité civile – Formulaire à remplir par les parents du mineur8. **(SUPPRIMEE)** *Le protocole d’accord du 21/01/19 relatif à l'appui fourni par la Défense pour le stockage temporaire des articles pyrotechniques saisis par décision judiciaire entre le ministre de la Défense, le ministre de l'Economie et le ministre de la Justice*9. Législation en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles au sujet du contrôle du respect des mesures de quarantaine 9.1.Arrêté du 8 janvier 2021 du Gouvernement flamand portant exécution des articles 34/1, deuxième alinéa, et 47/1 du décret du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive et modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 juin 2020 portant exécution du décret du 29 mai 2020 portant organisation de l'obligation de déclaration et du suivi des contacts dans le cadre du COVID-199.2. Décret du 18 décembre 2020 du Parlement flamand modifiant le décret du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive et le décret du 29 mai 2020 portant organisation de l'obligation de déclaration et du suivi des contacts dans le cadre du COVID-19 9.3. Décret du 21 novembre 2003 du Parlement flamand relatif à la politique de santé préventive9.4. Décret du 15 octobre 2020 du Parlement wallon modifiant les articles 47/15 et 47/15bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et insérant un article 47/15ter en vue de prendre des mesures relatives à la crise sanitaire de la COVID-199.5. Décret du 2 mai 2019 du Parlement wallon modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne la prévention et la promotion de la santé9.6. Ordonnance du 17 juillet 2020 de l’Assemblée réunie de la Commission communautaire commune modifiant l’ordonnance du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé9.7. Ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé9.8. Décret du 20 juillet 2020 du Parlement de la Communauté germanophone relatif au suivi des chaines d’infection dans le cadre de la lutte contre la crise sanitaire provoquée par le coronavirus (COVID-19)9.9. Décret du 1er juin 2004 du Parlement de la Communauté germanophone relatif à la promotion de la santé et à la prévention médicale  | **10. Bijlagen**1. Bepalingen inzake volksgezondheid2. **(AFGESCHAFT)** *Samenvattende nota – Wat dient er te gebeuren in geval van een oproep van de politiediensten over een bedrijf dat de maatregelen inzake social distancing niet naleeft?* 3. Verhoorformulier3.1. Invulformulier CORONA (OMS)3.2. Begeleidend schrijven CORONA (OMS BVO)4. Schema FAQ5. **(AFGESCHAFT)** *Koninklijk besluit van 6 april 2020 betreffende de bestrijding van de niet-naleving van de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken door de invoering van gemeentelijke administratieve sancties (zie hoofdstuk II van onderhavige omzendbrief COL)*6. Communicatie omtrent Corona (onmiddellijke) minnelijke schikking en overige correctionele minnelijke schikkingen ingevolge versnelde invoering van het project Crossborder correctionele minnelijke schikkingen (brief van de Voorzitter van het College van 22 april 2020 en zijn bijlagen1 tot 5)7. Bijlage aan het proces-verbaal – Verklaring burgerlijk verantwoordelijke – Vragenlijst in te vullen door de ouders van de minderjarige8. **(AFGESCHAFT)** *Protocolakkoord van 21/01/19 tussen de Minister van Landsverdediging, de Minister van Economie en de Minister van Justitie betreffende de door Defensie geleverde steun voor de tijdelijk opslag van pyrotechnische artikelen die bij gerechtelijke beslissing in beslag worden genomen*9. Wetgeving in Vlaanderen, Wallonië en Brussel over de handhaving van quarantainemaatregelen9.1.Besluit van 8 januari 2021 van de Vlaamse Regering tot uitvoering van artikel 34/1, tweede lid, en artikel 47/1 van het decreet van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid en tot wijziging van het besluit van de Vlaamse Regering van 12 juni 2020 tot uitvoering van het decreet van 29 mei 2020 tot organisatie van de meldingsplicht en het contactonderzoek in het kader van COVID-199.2. Decreet van 18 december 2020 van het Vlaams Parlement tot wijziging van het decreet van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid en van het decreet van 29 mei 2020 tot organisatie van de meldingsplicht en het contactonderzoek in het kader van COVID-199.3. Decreet van 21 november 2003 van het Vlaams Parlement betreffende het preventieve gezondheidsbeleid9.4. Decreet van 15 oktober 2020 van het Waalse Parlement tot wijziging van artikel 47/15 en 47/15bis van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en tot invoeging van een artikel 47/15ter om maatregelen betreffende de gezondheidscrisis in verband met COVID-19 te nemen9.5. Decreet van 2 mei 2019 van het Waalse Parlement tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wat betreft de preventie en de bevordering van de gezondheid9.6. Ordonnantie van 17 juli 2020 van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschaps-commissie tot wijziging van de ordonnantie van 19 juli 2007 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid9.7. Ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 19 juli 2007 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid 9.8. Decreet van 20 juli 2020 van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap betreffende het contactonderzoek in het kader van de bestrijding van de gezondheidscrisis die door het coronavirus (COVID-19) is ontstaan9.9. Decreet van 1 juni 2004 van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap betreffende de gezondheidspromotie en inzake medische preventie  |

|  |  |
| --- | --- |
| **CHAPITRE II****L’APPLICATION DE SANCTIONS ADMINISTRATIVES COMMUNALES EN CAS DE NON RESPECT DE L’ ARRETE MINISTERIEL DU 23 MARS 2020**L’arrêté royal du 6 avril 2020 portant sur le non-respect des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 par la mise en place de sanctions administratives communales, a été publié au Moniteur belge du 7 avril 2020. Cet arrêté royal est nommé « AR-SAC » ci-après. Il a été confirmé par la loi du 24 décembre 2020 (publié au MB 15 janvier 2021). Pendant la période de crise coronavirus le conseil communal pouvait, en vertu de l’article 1 de l’AR-SAC, par dérogation à l'article 2, § 1er, de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative consistant en une amende administrative pour les infractions visées à l’article 187 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, dans la mesure où celles-ci concernent le refus ou l’omission de se conformer aux mesures ordonnées en application de l’article 182 de cette loi.Cette possibilité n’existe plus pour les faits commis après le 29 juin 2020. L’article 7 de la loi de pouvoirs spéciaux II du 27 mars 2020 habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID‑19 (MB du 30 mars 2020), dispose en effet que ces pouvoirs accordés au Roi expirent trois mois après l'entrée en vigueur de la présente loi. | HOOFDSTUK IIDE TOEPASSING VAN GEMEENTELIJKE ADMINISTRATIEVE SANCTIES BIJ NIET NALEVING VAN HET MINISTERIEEL BESLUIT VAN 23 MAART 2020In het Belgisch Staatsblad van 7 april 2020 werd het koninklijk besluit van 6 april 2020 gepubliceerd, betreffende de bestrijding van de niet-naleving van de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken door de invoering van gemeentelijke administratieve sancties.Dit koninklijk besluit wordt hierna het “KB-GAS” genoemd.Het werd bekrachtigd bij wet van 24 december 2020 (gepubliceerd in het BS 15 januari 2021).Tijdens de periode van de coronacrisis kon krachtens artikel 1 van het KB-GAS, in afwijking van artikel 2, § 1, van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, de gemeenteraad in zijn reglementen of verordeningen voorzien in een administratieve sanctie die bestaat uit een administratieve geldboete voor de inbreuken bedoeld in artikel 187 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, in de mate dat deze betrekking hebben op een weigering of verzuim zich te gedragen naar de maatregelen die met toepassing van artikel 182 van deze wet zijn bevolen.Deze mogelijkheid bestaat niet langer voor de feiten gepleegd na 29 juni 2020. Artikel 7 van de volmachtenwet II van 27 maart 2020 die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (BS 30.03.2020), bepaalt immers dat deze machtiging aan de Koning drie maanden na de inwerkingtreding van deze wet vervalt. |

|  |  |
| --- | --- |
| **CHAPITRE III** | HOOFDSTUK III |
| **POLITIQUE DE POURSUITES RELATIVES AUX INFRACTIONS AUX ARRÊTÉS DES BOURGMESTRES ET GOUVERNEURS**  | VERVOLGINGSBELEID BETREFFENDE DE INBREUKEN OP DE BESLUITEN VAN DE BURGEMEESTERS EN DE GOUVERNEURS |
| 1. **Arrêtés du ministre de l’Intérieur**

Les tribunaux de police sont compétents pour les infractions à l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020.Le chapitre 8 de la loi du 20 mai 2020 portant des dispositions diverses en matière de justice dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (*MB* du 29 mai 2020) régit la compétence temporaire des tribunaux de police qui consiste à connaître des infractions contre certaines mesures prises pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19. L’article 13 de ce chapitre dispose que « sans préjudice des articles 137 et 138 du Code d’instruction criminelle, le tribunal de police connaît des infractions visées à l’article 187 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile dans la mesure où celles-ci concernent le refus ou la négligence de se conformer aux mesures définies dans un arrêté ministériel pris en application de l’article 182 de la même loi et portant des mesures d’urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ».Les infractions à l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020 sont punies d’un emprisonnement de huit jours à trois mois et d’une amende de vingt-six à cinq cents euros, ou d’une de ces peines seulement.Ce qui précède vaut aussi pour les infractions aux arrêtés des bourgmestres pris en exécution de l’article 25, 6° de l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020 (c’est-à-dire l’obligation du port du masque dans les rues commerçantes, les marchés et tout lieu privé ou public à forte fréquentation, déterminés par les autorités communales compétentes et délimités par un affichage précisant les horaires auxquels l’obligation s’applique). Le cas échéant, ces infractions seront poursuivies devant le tribunal de police et sont punissables avec les peines mentionnés ci-avant.1. **Arrêtés des gouverneurs de province et du ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale**

Les tribunaux correctionnels sont compétents pour les infractions aux arrêtés des gouverneurs de province qui ont pris des mesures préventives complémentaires conformément à l’article 128 de la loi provinciale du 30 avril 1836. Conformément à l’article 138, 7° du Code d’instruction criminelle, les tribunaux de police sont compétents pour connaître des infractions aux règlements provinciaux, à l'exception de ceux pris par les gouverneurs de province et les commissaires d'arrondissement en vertu des articles 128 et 139 de la loi provinciale. Les arrêtés des gouverneurs de province relatifs aux mesures pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 sont précisément adoptés en vertu de cet article 128 de la loi provinciale, si bien que les tribunaux de police ne sont pas compétents. Les infractions aux arrêtés des gouverneurs de province sont punissables en vertu de la loi du 6 mars 1818 *concernant les peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les règlements des autorités provinciales ou communales*. L’article 1er de la loi du 6 mars 1818 prévoit un emprisonnement de huit jours à quatorze jours et une amende de vingt-six à deux cents euros, ou une de ces peines seulement. Les infractions aux arrêtés des gouverneurs de province sont des délits. Conformément à l’article 179 du Code d'instruction criminelle, les tribunaux correctionnels connaissent des délits.Vu l’article 48, deuxième alinéa, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, *juncto* l’article 4, §2quater, 1°, 2° et 7° de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes, le ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale exerce dans cette matière les compétences du gouverneur.1. **Arrêtés des bourgmestres**

Les tribunaux correctionnels sont compétents pour les infractions aux arrêtés des bourgmestres qui ont pris des mesures préventives complémentaires conformément à l’article 27, §1, alinéa 2, de l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020 et de l’article 182, alinéa 2, de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile.L’article 13 de la loi du 20 mai 2020 portant des dispositions diverses en matière de justice dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (*MB* du 29 mai 2020) ne s’applique pas ici. L’article 13 renvoie uniquement aux mesures déterminées par arrêté *ministériel.* Pas aux mesures déterminées par arrêté d’un bourgmestre.En vertu de l’article 187 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, les infractions à l’arrêté d’un bourgmestre sont punies d’un emprisonnement de huit jours à trois mois et d’une amende de vingt-six à cinq cents euros, ou d’une de ces peines seulement. | 1. **Besluiten van de minister van Binnenlandse Zaken**

De politierechtbanken zijn bevoegd voor de inbreuken op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020.De wet van 20 mei 2020, houdende diverse bepalingen inzake justitie in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (BS 29.05.2020), regelt in zijn hoofdstuk 8 de tijdelijke bevoegdheid van de politierechtbanken om kennis te nemen van inbreuken tegen sommige COVID-19-maatregelen. Artikel 13 van dit hoofdstuk bepaalt dat “onverminderd de artikelen 137 en 138 van het Wetboek van Strafvordering de politierechtbank kennis neemt van inbreuken bedoeld in artikel 187 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid in de mate dat deze overtredingen betrekking hebben op een weigering of verzuim zich te gedragen naar de maatregelen bepaald in een ministerieel besluit genomen op basis van artikel 182 van dezelfde wet en houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken.”De inbreuken op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 worden bestraft met een gevangenisstraf van 8 dagen tot 3 maanden en met een geldboete van 26 euro tot 500 euro, of met één van die straffen alleen.Wat voorafgaat geldt ook voor de inbreuken op de besluiten van de burgemeesters genomen in uitvoering van artikel 25, 6° van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 (zijnde de mondmaskerplicht in winkelstraten, markten en elke private of publieke druk bezochte plaats door de bevoegde lokale overheid bepaald en afgebakend met een aanplakking die de tijdstippen preciseert waarop de verplichting van toepassing is). Deze inbreuken zullen, desgevallend, voor de politierechtbank worden vervolgd en zijn strafbaar met de hiervoor vermelde straffen.1. **Besluiten van de provinciegouverneurs en van de minister-président van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest**

De correctionele rechtbanken zijn bevoegd voor de inbreuken op de besluiten van de provinciegouverneurs die op basis van artikel 128 van de Provinciewet van 30 april 1836 aanvullende preventieve maatregelen hebben genomen. Overeenkomstig artikel 138, 7° Sv. zijn de politierechtbanken bevoegd om kennis te nemen van de misdrijven omschreven in de provincieverordeningen, met uitzondering van de verordeningen door de provinciegouverneurs en de arrondissementscommissarissen vastgesteld krachtens de artikelen 128 en 139 van de Provinciewet. De besluiten van de provinciegouverneurs met betrekking tot de COVID-19 maatregelen zijn vastgesteld krachtens artikel 128 Provinciewet waardoor de politierechtbanken niet bevoegd zijn. De besluiten van de provinciegouverneurs zijn strafbaar gesteld ingevolgde de wet van 6 maart 1818 *betreffende de straffen uit te spreken tegen de overtreders van algemene verordeningen of te stellen bij provinciale of plaatselijke reglementen*. Artikel 1 van de wet van 6 maart 1818 bepaalt een gevangenisstraf van 8 dagen tot 14 dagen en een geldboete van 26 tot 200 euro, of een van de straffen alleen. Inbreuken op de besluiten van de provinciegouverneurs zijn wanbedrijven. Overeenkomstig artikel 179 Sv. neemt de correctionele rechtbank kennis van de wanbedrijven.Gelet op artikel 48, tweede lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, *juncto* artikel 4, §2quater, 1°, 2° en 7° van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, oefent de minister-président van het Brussel Hoofdstedelijk Gewest in deze materie de bevoegdheden van de gouverneur uit.1. **Besluiten van de burgemeesters**

De correctionele rechtbanken zijn bevoegd voor de inbreuken op de besluiten van de burgemeesters die op basis van artikel 27, §1, tweede lid, van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 en artikel 182, tweede lid, van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, aanvullende preventieve maatregelen hebben genomen. Artikel 13 van de wet van 20 mei 2020, houdende diverse bepalingen inzake justitie in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (BS 29.05.2020), is hier niet toepasselijk. Artikel 13 verwijst immers enkel naar de maatregelen bepaald in een *ministerieel* besluit. Niet naar de maatregelen bepaald in een besluit van de burgemeester.Krachtens artikel 187 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid worden de inbreuken op de besluiten van de burgemeesters bestraft met een gevangenisstraf van 8 dagen tot 3 maanden en met een geldboete van 26 euro tot 500 euro, of met één van die straffen alleen. |
| 1. **Infractions connexes**
 | 1. **Samenhangende misdrijven**
 |
| Lorsque des infractions connexes sont poursuivies et qu'elles relèvent de la compétence de différentes juridictions, la compétence de la juridiction supérieure est étendue. En cas de connexité entre une infraction contre des mesures prises pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 pour laquelle le tribunal de police est compétent et une infraction pour laquelle le tribunal correctionnel est compétent, ces deux infractions doivent normalement être poursuivies devant le tribunal correctionnel.Toutefois, compte tenu de la capacité de traitement des tribunaux correctionnels, vaut comme directive de politique des poursuites que, en cas d’infractions connexes, seules les infractions contre des mesures prises pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 pour lesquelles le tribunal de police est compétent seront suivies d'une citation devant ce dernier. La ou les éventuelles infractions connexes à un arrêté d’un gouverneur de province ou d’un bourgmestre ne feront pas l’objet de poursuites, mais seront uniquement jointes à titre d’information dans le dossier répressif.Dans ce contexte, il est souligné que les infractions à l’arrêté ministériel portées devant le tribunal de police sont punies plus sévèrement (peine d’emprisonnement principal de huit jours à trois mois) que les infractions aux arrêtés des gouverneurs de province devant être portées devant le tribunal correctionnel (peine d’emprisonnement principal de huit jours à quatorze jours). | Wanneer samenhangende misdrijven worden vervolgd die tot de bevoegdheid van onderscheiden gerechten behoren, wordt de bevoegdheid van de hogere rechter uitgebreid. Bij samenhang tussen een inbreuk op de COVID-maatregelen waarvoor de politierechtbank bevoegd is en een inbreuk op de COVID-maatregelen waarvoor de correctionele rechtbank bevoegd is, moeten beide inbreuken normaliter voor de correctionele rechtbank worden vervolgd.Rekening houdende met de verwerkingscapaciteit van de correctionele rechtbanken geldt echter als richtlijn van het vervolgingsbeleid dat in geval van samenhangende misdrijven enkel de inbreuken op de coronamaatregelen waarvoor de politierechtbank bevoegd is voor deze laatste zullen worden gedagvaard. De eventuele daarmee samenhangende inbreuk(en) op een besluit van een provinciegouverneur of een besluit van een burgemeester zullen niet mee vervolgd worden, maar enkel ter info bij het strafdossier worden gevoegd.Er wordt in die context op gewezen dat de inbreuken op het ministerieel besluit die voor de politierechtbank worden gebracht, zwaarder bestraft worden (hoofdgevangenisstraf van 8 dagen tot 3 maanden) dan de inbreuken op de besluiten van de provinciegouverneurs die voor de correctionele rechtbank dienen te worden gebracht (hoofdgevangenisstraf van 8 dagen tot 14 dagen). |
| 1. **Points d’attention**

Les directives décrites dans le premier chapitre de la présente circulaire restent d’application.Si bien que, par exemple :* les services de police pourront aussi proposer une transaction immédiate ou un paiement dans les 15 jours pour les infractions relatives au non-respect des arrêtés des gouverneurs de province et des bourgmestres. Les formulaires de constatation uniques, qui ont été actualisés et qui sont mis à disposition par la Justice, devront être utilisés pour appliquer la transaction immédiate ou le paiement dans les 15 jours (voir l’annexe 3.1). Seuls ces formulaires contiennent des références uniques permettant le « matching » du paiement. Les services de police peuvent les obtenir par le biais de la chaîne logistique de la police fédérale ;
* les tarifs de 250 et 750 euros seront appliqués ;
* les procès-verbaux constatant les infractions relatives au non-respect des arrêtés des gouverneurs de province et des bourgmestres seront traités de la même manière que celle appliquée pour traiter les procès-verbaux constatant les infractions à l’arrêté ministériel. Si l’auteur reconnaît les faits, les infractions pourront être traitées via une transaction immédiate ou un paiement dans les 15 jours ; si l’auteur ne reconnaît pas les faits, le procès-verbal sera transmis au parquet conformément à la méthode de travail actuelle ;
* le code 62Q sera utilisé.
* les services de police mentionneront dans le formulaire ou dans le procès-verbal la date exacte et le contenu pertinent de l’arrêté du gouverneur ou du bourgmestre qui s’applique aux infractions commises.

Compte tenu des très nombreux arrêtés pris par différents bourgmestres, il n’est pas possible de prévoir des fiches de qualification. Par conséquent, les parquets seront tenus de rédiger eux-mêmes ces qualifications. | 1. **Aandachtsvestiging**

De richtlijnen omschreven in hoofdstuk I van deze omzendbrief zijn ook hier toepasselijk.Zo (zal) zullen bijvoorbeeld:* de politiediensten ook een onmiddellijke minnelijke schikking of betaling binnen de 15 dagen kunnen voorstellen voor de inbreuken betreffende de niet-naleving van de besluiten van de provinciegouverneurs en de burgemeesters. Voor het toepassen van de onmiddellijke minnelijke schikking of betaling binnen de 15 dagen dienen de geactualiseerde en door Justitie ter beschikking gestelde unieke vaststellingsboekjes te worden gebruikt (zie bijlage 3.1) – Enkel deze boekjes bevatten unieke referenties die de “matching” van de betaling mogelijk maken. De politiediensten kunnen deze vaststellingsboekjes via de logistiek keten van de federale politie verkrijgen;
* de tarieven van 250 euro en 750 euro worden gehanteerd;
* de processen-verbaal tot vaststelling van de inbreuken betreffende de niet-naleving van de besluiten van de provinciegouverneurs en de burgemeesters worden op dezelfde wijze behandeld als de inbreuken op het ministerieel besluit. Inbreuken waarbij de dader de feiten erkent kunnen via een onmiddellijke minnelijke schikking of betaling binnen de 15 dagen worden afgehandeld; wanneer de dader de feiten niet erkent wordt het proces-verbaal overgemaakt aan het parket conform de huidige werkwijze;
* de code 62Q worden aangewend;
* de politiediensten in het formulier of proces-verbaal de exacte datum en de relevante inhoud van het besluit van de gouverneur of de burgemeester vermelden dat van toepassing is op de gepleegde inbreuken.

Gelet op de zeer talrijke besluiten van verschillende burgemeesters kan niet worden voorzien in kwalificatiefiches. Bijgevolg zullen de parketten gehouden zijn om deze kwalificaties zelf aan te maken. |

|  |  |
| --- | --- |
| **CHAPITRE IV** | HOOFDSTUK IV |
| **L'APPLICATION D'AMENDES ADMINISTRATIVES EN CAS DE NON OBSERVATION DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 28 OCTOBRE 2020** | **DE TOEPASSING VAN ADMINISTRATIEVE GELDBOETES BIJ NIET NALEVING VAN HET MINISTERIEEL BESLUIT VAN 28 OKTOBER 2020** |
| 1. **Explications**

L'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 attribue en son article 27 § 3 compétence au service d'inspection de la direction générale Animaux, Végétaux et Alimentation du Service Public Fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et l'Environnement (ci-après SPF SP). Ainsi, les inspecteurs et contrôleurs de ce service veilleront au respect des obligations mentionnées aux articles 5 à 11 inclus de l'A.M. du 28 octobre 2020 et ce, conformément aux articles 11, 11bis, 16 et 19 de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits.Cette extension de compétence leur permet non seulement de constater des infractions mais aussi d'infliger des amendes administratives pour ces infractions. L'application d'amendes administratives entraînant l'extinction de l'action publique, un nombre d'accords a été conclu avec le service juridique du Service Public Fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et l'Environnement.1. **Directives**

Pour chaque premier procès-verbal d'infraction à l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020, le SPF SP proposera une amende administrative d'un montant de 750 euros pour les commerçants, exploitants et organisateurs d'une activité et 250 euros pour tous les autres contrevenants. Dans cette phase, le procès-verbal n'est pas transmis au parquet compétent. Toutefois, lorsque le contrevenant ne procède pas au paiement de l'amende administrative proposée, le SPF SP transmet le dossier au parquet compétent qui proposera au contrevenant une transaction de – suivant le cas – 750 euros ou 250 euros. Si cette transaction demeure elle aussi impayée, le contrevenant sera cité.Si au contraire le contrevenant procède bien au paiement de l'amende administrative, l'action publique s'éteint et le dossier est clôturé par le SPF SP sans que le procès-verbal ne soit transmis au parquet compétent. Les dossiers sont enregistrés au parquet sous le code ‘62Q’.1. **Directives en cas de récidive**

A partir du deuxième procès-verbal pour le même contrevenant le SPF SP ne proposera plus d’amende administrative mais transmettra immédiatement le dossier au parquet compétent. En outre, le SPF SP fera mention de tous les procès-verbaux qui ont précédemment été établis à charge du contrevenant. Dans ces cas, le parquet procédera à la citation sans plus proposer de transaction. Les dossiers sont enregistrés au parquet sous le code ‘62Q’. | ToelichtingHet ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, kent in artikel 27 §3 bevoegdheden toe aan de diens Inspectie van het Directoraat-generaal Dier, Plant en Voeding van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu (hierna FOD VVVL). Zo zullen de inspecteurs en controleurs van deze dienst toezien op de naleving van de verplichtingen vermeld in de artikelen 5 tot en met 11 van het M.B. van 28 oktober 2020, en dit overeenkomstig de artikelen 11, 11bis, 16 en 19 van wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de gebruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten.De bevoegdheid strekt er niet enkel toe inbreuken vast te stellen, maar laat ook toe dat de inbreuken afgehandeld worden middels het opleggen van een administratieve geldboete. Omdat de afhandeling via administratieve geldboete leidt tot het verval van de strafvordering, werden een aantal afspraken gemaakt met de juridische dienst van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu.RichtlijnenDe FOD VVVL zal voor elk eerste proces-verbaal van overtreding op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 een administratieve geldboete voorstellen ten bedrage van 750 euro voor handelaren, uitbaters en organisatoren van een activiteit en 250 euro voor alle andere overtreders. Het proces-verbaal wordt in deze fase niet aan het bevoegde parket overgemaakt.Wanneer de overtreder evenwel de voorgestelde administratieve geldboete niet betaalt, maakt de FOD VVVL het dossier over aan het bevoegde parket dat de overtreder een minnelijke schikking voorstelt van - naar gelang het geval - 750 euro of 250 euro. Indien ook deze minnelijke schikking onbetaald blijft, wordt de overtreder gedagvaard.Indien de overtreder de administratieve geldboete wel betaalt, vervalt de strafvordering en sluit de FOD VVVL het dossier af zonder dat het proces-verbaal aan het bevoegde parket wordt overgemaakt. De dossiers worden op het parket geregistreerd onder de code ‘62Q’.Richtlijnen in geval van recidiveVanaf het tweede proces-verbaal voor dezelfde overtreder zal de FOD VVVL geen administratieve geldboete meer voorstellen, maar het dossier onmiddellijk overmaken aan het bevoegde parket. Daarbij vermeldt de FOD VVVL alle voorgaande processen-verbaal die lastens de overtreder werden opgesteld. Het parket zal in deze gevallen overgaan tot dagvaarding zonder eerst nog een minnelijke schikking voor te stellen. De dossiers worden op het parket geregistreerd onder de code ‘62Q’. |

|  |  |
| --- | --- |
| **CHAPITRE V** | HOOFDSTUK V |
| **L'APPLICATION DE LA PROPOSITION D’UNE TRANSACTION PAR LE SPF ECONOMIE EN CAS DE NON OBSERVATION DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 28 OCTOBRE 2020** | **DE TOEPASSING VAN HET VOORSTEL TOT MINNELIJKE SCHIKKING DOOR DE FOD ECONOMIE BIJ NIET NALEVING VAN HET MINISTERIEEL BESLUIT VAN 28 OKTOBER 2020**  |
| 1. **Explications**

L'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 attribue en son article 27 § 4 compétence aux agents de la Direction générale Inspection économique du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie. Ainsi, les inspecteurs et contrôleurs de la DG Inspection économique veilleront au respect des obligations mentionnées aux articles 7bis, § 1er (interdiction du « porte à porte » et du démarchage) et 8, §§ 2 (interdiction de l’offre de biens à domicile), 3 (obligation de fermeture au public de certains entreprises et associations) et 4 (interdiction des prestations de services à domicile et des prestations de services au cours desquelles la distance sociale ne peut être respectée) de l'A.M. du 28 octobre 2020 et ce, conformément aux dispositions du livre XV, titre 1er, chapitre 1er du Code de droit économique, avec la possibilité de faire application des procédures visées aux articles XV.31 et XV.61 du même Code. | 1. **Toelichting**

Ingevolge artikel 27, §4 van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken wordt een bevoegdheid verleend aan de ambtenaren van de Algemene Directie Economische Inspectie van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie. Zo zien de inspecteurs en controleurs van de Algemene Directie Economische Inspectie toe op de naleving van de verplichtingen die zijn vastgelegd in de artikelen 7bis, § 1 (verbod van de huis-aan-huis- en leurdersactiviteiten ) en 8, §§ 2 (verbod om goederen aan en in huis aan te bieden), 3 (verplichting om bepaalde ondernemingen en verenigingen voor het publiek te sluiten) en 4 (verbod om aan en in huis diensten te verlenen en verbod van dienstverlening waarbij de sociale afstand niet kan worden gegarandeerd) van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 en dit overeenkomstig de bepalingen van boek XV, titel 1, hoofdstuk 1, van het Wetboek van Economisch Recht, waarbij toepassing kan worden gemaakt van de procedures bedoeld in de artikelen XV.31 en XV.61 van hetzelfde Wetboek. |
| Cette extension de compétence permet aux agents commissionnés non seulement de rechercher et de constater des infractions, mais aussi d’adresser un avertissement au contrevenant en vue de la cessation de l’acte infractionnel (art. XV.31 du Code de droit économique)[[3]](#footnote-3), ou de proposer une transaction dont le paiement volontaire éteindra l’action publique (art. XV. 61 du Code de droit économique). | Deze bevoegdheidsverruiming stelt de gemachtigde ambtenaren niet alleen in de mogelijkheid om inbreuken op te sporen en vast te stellen, maar ook om een waarschuwing te richten tot de overtreder om de strafbare handeling stop te zetten (art. XV.31 van het Wetboek van Economisch Recht)[[4]](#footnote-4)2 of om een minnelijke schikking voor te stellen waarvan de vrijwillige betaling de strafvordering doet vervallen (art. XV.61 van het Wetboek van Economisch Recht). |
| 1. **Directives**

Transaction (art. XV. 61 du Code de droit économique et arrêté royal du 10 avril 2014 relatif au règlement transactionnel des infractions aux dispositions du Code de droit économique et ses arrêtés d'exécution)Lorsque les agents compétents constatent une infraction, ils peuvent décider de proposer une somme, dont le paiement volontaire par l'auteur de l'infraction éteint l'action publique.Les tarifs ainsi que les modalités de paiement et de perception de cette transaction sont fixés par l’arrêté royal du 10 avril 2014 relatif au règlement transactionnel des infractions aux dispositions du Code de droit économique et ses arrêtés d'exécution.La Direction générale Inspection économique proposera une amende administrative d'un montant de 750 euros pour les commerçants, exploitants et prestataires de services.Le paiement effectué dans le délai indiqué éteint l'action publique sauf si auparavant, une plainte a été adressée au procureur du Roi, le juge d'instruction a été requis d'instruire ou le tribunal a été saisi du fait. Dans ces cas, les sommes payées sont restituées au contrevenant.Le procès-verbal n'est transmis au parquet compétent que lorsque le contrevenant n'a pas accepté la proposition de transaction ou n'a pas payé la somme d'argent proposée dans le délai fixé. Lorsque le parquet compétent estime que les faits sont établis, il proposera au contrevenant une transaction de 750 euros. Si cette transaction demeure elle aussi impayée, le contrevenant sera cité.En cas de récidive, le parquet procédera immédiatement à la citation sans plus proposer de transaction.Les dossiers sont enregistrés au parquet sous le code ‘62Q’. | 1. **Richtlijnen**

Minnelijke schikking (art. XV.61 van het Wetboek van Economisch Recht en koninklijk besluit van 10 april 2014 betreffende de transactie bij inbreuken op de bepalingen van het Wetboek van economisch recht en zijn uitvoeringsbesluiten)Wanneer de bevoegde ambtenaren een inbreuk vaststellen, dan kunnen ze beslissen om een geldsom voor te stellen waarvan de vrijwillige betaling door de overtreder de strafvordering doet vervallen.De tarieven alsook de betalings- en inningswijzen van deze transactie worden vastgesteld in het koninklijk besluit van 10 april 2014 betreffende de transactie bij inbreuken op de bepalingen van het Wetboek van economisch recht en zijn uitvoeringsbesluiten.De Algemene Directie Economische Inspectie stelt een administratieve geldboete van 750 euro voor aan de handelaars, de uitbaters en de dienstverleners.De binnen de aangegeven termijn uitgevoerde betaling doet de strafvordering vervallen, behalve indien tevoren een klacht gericht werd aan de procureur des Konings, de onderzoeksrechter gevorderd werd een onderzoek in te stellen of indien het feit bij de rechtbank aanhangig gemaakt werd. In deze gevallen worden de betaalde bedragen aan de overtreder teruggestort.Het proces-verbaal wordt enkel meegedeeld aan het bevoegde parket wanneer de overtreder niet heeft ingestemd met het voorstel tot minnelijke schikking of wanneer hij de voorgestelde geldsom niet binnen de vastgestelde termijn heeft betaald. Indien het bevoegde parket de feiten bewezen acht, stelt het aan de overtreder een minnelijke schikking van 750 euro voor. Wanneer deze minnelijke schikking ook niet wordt betaald, dan wordt de overtreder gedagvaard.Bij recidive gaat het parket onmiddellijk over tot dagvaarding zonder nog een minnelijke schikking voor te stellen.De dossiers worden bij het parket onder de code ‘62Q’ geregistreerd. |
|  |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **CHAPITRE VI** | HOOFDSTUK VI |
| **Le contrôle du respect de L’ OBLIGATION DE SE SOUMETTRE A UN DEPISTAGE ET/OU A UNE MESURE DE QUARANTAINE** | **De handhaving van DE VERPLICHTING ZICH TE LATEN TESTEN EN EEN QUARANTAINE MAATREGEL TE ONDERGAAN** |
| Les agents communaux sont les premiers acteurs chargés du traçage et du contrôle. Dans le cadre du contrôle du respect des mesures, ils contacteront, le cas échéant, la police qui fera des constatations et qui dressera un procès-verbal.  En ce sens, il convient de soulever la question d’une politique de recherche en cas de non-respect de l’obligation de se soumettre à un dépistage et/ou à une mesure de quarantaine, et ce, indépendamment de la problématique de la capacité suffisante de la police locale pour assurer cette mission.**Directives de recherche et de poursuite**Pour la recherche de ces infractions, la police ne peut pas procéder à des constatations de flagrant délit dans le lieu où la personne concernée est supposée être en quarantaine. Une telle mesure d’enquête ne serait pas proportionnelle. Des constatations d'infractions non conformes ne peuvent pas donner lieu à des poursuites. Les procès-verbaux éventuellement dressés seront classés sans suite.Si la police dispose de suffisamment d’indices indiquant que l’individu ne respecte pas la mesure de quarantaine, elle le constate dans un procès-verbal qu’elle transmet au parquet. Le fait que la police  se rende à une seule reprise au lieu où l’individu est supposé être en quarantaine et ne l’y trouve pas n’est pas en soi un indice suffisant.x xx La réponse pénale pour ces infractions (le non-respect de l’obligation de se soumettre à un dépistage et/ou à une mesure de quarantaine) est la même que celle aux infractions de l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020. Ainsi, par exemple, en cas de premier constat d’infraction, une transaction pénale de 250 euros sera proposée. En cas de récidive, c’est-à-dire après un premier constat d’infraction, une citation directe sera lancée. A cet effet, il pourra être recouru à l’article 645 du Code d’instruction criminelle. La transaction immédiate ne peut pas être appliquée.Pour conclure, il convient de souligner que ces infractions sont des délits qui relèvent dès lors de la compétence des tribunaux correctionnels.Un aperçu de la législation en Flandre (I), en Wallonie (II) et à Bruxelles (III) est donné ci-dessous.1. **Flandre**

Législation Le décret du parlement flamand du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive, *MB* du 3 février 2004.Le décret du parlement flamand du 29 mai 2020 portant organisation de l'obligation de déclaration et du suivi des contacts dans le cadre du COVID-19, *MB* du 2 juin 2020.Décrets modifiés respectivement par : * Le décret du parlement flamand du 10 juillet 2020 modifiant les articles 47 et 81 du décret du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive, *MB* du 13 juillet 2020.
* Le décret du parlement flamand du 18 décembre 2020 modifiant le décret du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive et le décret du 29 mai 2020 portant organisation de l'obligation de déclaration et du suivi des contacts dans le cadre du COVID-19, *MB* du 28 décembre 2020.

Par le décret du 18 décembre 2020, les communes deviennent compétentes pour consulter les données à caractère personnel (nouvel article 34/1), et de nouvelles mesures de quarantaine sont prises (nouvel article 47/1). Le non-respect de ces mesures est sanctionné pénalement (élargissement de l’article 79, à chaque fois du décret du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive).Arrêtés d’exécution* L’arrêté du gouvernement flamand du 12 juin 2020 portant exécution du décret du 29 mai 2020 portant organisation de l'obligation de déclaration et du suivi des contacts dans le cadre du COVID-19, *MB* du 23 juin 2020.
* L’arrêté du gouvernement flamand du 8 janvier 2021 portant exécution des articles 34/1, deuxième alinéa, et 47/1 du décret du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive et modifiant l'arrêté du gouvernement flamand du 12 juin 2020 portant exécution du décret du 29 mai 2020 portant organisation de l'obligation de déclaration et du suivi des contacts dans le cadre du COVID-19, *MB* du 11 janvier 2021 (entrée en vigueur le 11 janvier 2021).

Mesures de quarantaine Les mesures de quarantaine actuelles sont insérées à l’article 47/1 du décret relatif à la politique de santé préventive (insertion par décret du 18 décembre 2020).*"Art. 47/1. § 1. In afwijking van artikel 47, § 1, 1°, gaat iedere persoon van wie bewezen is dat hij besmet is met COVID-19 of van wie de arts een ernstig vermoeden heeft dat hij besmet is met COVID-19, onmiddellijk in tijdelijke afzondering, hetzij op zijn hoofdverblijfplaats, hetzij op een andere gepaste plaats.**De Vlaamse Regering bepaalt de termijn van de tijdelijke afzondering, vermeld in het eerste lid, op basis van de wetenschappelijke inzichten over de besmettelijkheid van COVID-19.**§ 2. In afwijking van artikel 47, § 1, 1°, gaat iedere persoon die in een hoogrisicogebied is geweest, onmiddellijk bij zijn aankomst in het Nederlandse taalgebied in tijdelijke afzondering, hetzij op zijn hoofdverblijfplaats, hetzij op een andere gepaste plaats.**De persoon, vermeld in het eerste lid, die terugkeert uit een hoogrisicogebied, is verplicht om zich na zijn terugkeer onmiddellijk te melden bij een COVID-19-test- centrum, bij een triagecentrum of bij zijn behandelend arts met de mededeling dat hij uit een hoogrisicogebied is teruggekeerd, zodat hij een COVID-19-test kan ondergaan.**De Vlaamse Regering bepaalt de termijn van de tijdelijke afzondering, vermeld in het eerste lid, op basis van de wetenschappelijke inzichten over de incubatietijd van COVID-19.**De termijn van tijdelijke afzondering loopt af als uit een onderzoek blijkt dat de persoon geen gevaar vormt voor de volksgezondheid.**In afwijking van het eerste lid kan de Vlaamse Regering een vrijstelling van de tijdelijke afzondering of van de verplichting om zich bij een COVID-19-testcentrum, triagecentrum of behandelend arts te melden, vermeld in het tweede lid, verlenen aan:**1° een persoon die maar voor een beperkte duur in een hoogrisicogebied is geweest;**2° een persoon bij wie de kans op besmetting door zijn gedrag in een hoogrisicogebied laag wordt ingeschat;**3° een persoon die om essentiële redenen in een hoogrisicogebied is geweest.**De Vlaamse Regering bepaalt de nadere regels van die afwijking, bepaalt wat onder beperkte duur wordt verstaan en bepaalt de manier waarop de kans op besmetting wordt ingeschat, en legt de essentiële redenen vast waarvoor de tijdelijke afzondering, vermeld in het eerste lid, of de verplichting om zich bij een COVID-19-testcentrum, een triagecentrum of de behandelend arts te melden, vermeld in het tweede lid, niet gelden.**In deze paragraaf wordt verstaan onder hoogrisicogebied: een gebied dat de bevoegde federale dienst heeft aangeduid als een gebied met een zeer hoog risico op besmetting met COVID-19.**§ 3. In afwijking van artikel 47, § 1, 1°, gaat iedere andere persoon dan de personen, vermeld in paragraaf 1 en 2, die een verhoogd risico heeft op COVID-19, onmiddellijk in tijdelijke afzondering als hij op de hoogte is gebracht van het feit dat hij een verhoogd risico heeft op COVID-19, hetzij op zijn hoofdverblijfplaats, hetzij op een andere aangepaste plaats.**De persoon, vermeld in het eerste lid, is verplicht om zich onmiddellijk nadat hij kennis heeft genomen van het feit dat hij een verhoogd risico heeft op COVID- 19, te melden bij een COVID-19-testcentrum, bij een triagecentrum of bij zijn behandelend arts, zodat hij een COVID-19-test kan ondergaan.**De Vlaamse Regering bepaalt de termijn van de tijdelijke afzondering, vermeld in het eerste lid, op basis van de wetenschappelijke inzichten over de incubatietijd van COVID-19. De termijn van tijdelijke afzondering loopt af als uit een onderzoek blijkt dat de persoon geen gevaar vormt voor de volksgezondheid.**De Vlaamse Regering bepaalt nader op welke manier de persoon, vermeld in het eerste lid, op de hoogte wordt gebracht van het feit dat hij een verhoogd risico heeft op COVID-19.**Het verhoogde risico op COVID-19, vermeld in het eerste lid, wordt door de Vlaamse Regering vastgesteld op basis van de richtlijnen van de bevoegde federale dienst."*Sanctions pénales L’article 79 du décret relatif à la politique de santé préventive dispose les sanctions pénales. Cette disposition a été étendue au non-respect de l’article 47/1 (par l’article 6 du décret du 18 décembre 2020) :*“Onverminderd de toepassing van de in het Strafwetboek gestelde straffen, worden gestraft met een geldboete van 26 tot 500 euro en met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden of met een van deze straffen alleen:* *1° degenen die geen gevolg geven aan de dwangmaatregelen, vermeld in artikel 41, § 1, § 5 en § 6, artikel 47 en artikel 47/1, of die de uitvoering of naleving ervan verhinderen of belemmeren;* *2° degenen die de toegang, bedoeld in artikel 41, § 3, en in artikel 46, 2°, verhinderen of belemmeren;* *3° degenen die de uitoefening van de bevoegdheden van de ambtenaar verhinderen of belemmeren of die de ambtenaar verhinderen of belemmeren bij de uitvoering van artikel 41, § 4 en 46, 3°;* *4° degenen die de beslissing na beroep, vermeld in artikel 81, § 3, niet uitvoeren of niet naleven, of die de uitvoering of de naleving ervan verhinderen of belemmeren.”***II. Wallonie**Législation Le code wallon de l’action sociale et de la santé, *MB* du 21 décembre 2011, partie II, titre préliminaire (tel qu’inséré par le décret du 2 mai 2019 modifiant le code wallon de l'action sociale et de la santé en ce qui concerne la prévention et la promotion de la santé, *MB* du 14 octobre 2019).Modifié par : * le décret du parlement wallon du 16 juillet 2020 modifiant l'article 47/15 du code wallon de l'action sociale et de la santé et insérant un article 47/15*bis* en vue de prendre des mesures relatives à la crise sanitaire liée à la COVID-19, *MB* du 22 juillet 2020.
* le décret du parlement wallon du 15 octobre 2020 modifiant les articles 47/15 et 47/15*bis* du code wallon de l'action sociale et de la santé et insérant un article 47/15*ter* en vue de prendre des mesures relatives à la crise sanitaire de la COVID-19, MB du 26 octobre.

Arrêté d’exécution : * L’arrêté du 5 mai 2020 du gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 35 organisant le « tracing socio-sanitaire » dans le cadre de la lutte contre l'épidémie COVID-19, *MB* du 11 mai 2020.

Mesures de quarantaineLes mesures de quarantaine ont été insérées à l’article 47/15*bis* du code wallon de l'action sociale et de la santé par décrets du 6 juin et du 15 octobre 2020. Il s’agit d’une mesure décrétale temporaire qui sera abrogée le cinquième jour suivant la publication de l'arrêté du gouvernement wallon constatant la fin de l'état d'épidémie de la COVID-19. :*« § 1er. Au titre de mesures préventives prises dans le cadre de la crise sanitaire de la COVID-19, les personnes susceptibles d'être vecteur de la transmission de la COVID-19 sont tenues de se placer immédiatement en isolement ou quarantaine, à leur domicile ou tout autre lieu approprié à cet effet, et de procéder à un dépistage, selon les modalités définies par les recommandations et décisions des instances fédérales et interfédérales.**Sur la base des recommandations et décisions des instances fédérales et interfédérales, le Gouvernement fixe les catégories de personnes susceptibles d'être vecteur de la transmission de la COVID-19 et les catégories de personnes exemptées de l'obligation d'isolement ou quarantaine et/ou de l'obligation de dépistage visées à l'alinéa 1er. (…)**§ 4. Les missions et prérogatives des médecins et infirmiers visés à l'article 47/15 sont applicables aux mesures visées au présent article. »*Sanctions pénalesDes sanctions pénales sont prévues en cas de non-respect de ces mesures temporaires (l’article 47/15*bis*, § 5) :*« § 5. Sans préjudice de l'application des sanctions fixées par le Code pénal, sont punis d'une amende de 1 à 500 euros et d'un emprisonnement de huit jours à six mois, ou de l'une de ces peines seulement, les personnes ne respectant pas le prescrit du présent article. »*En outre, la disposition pénale générale de l’article 47/16 est d’application : « S*ans préjudice de l'application des sanctions fixées par le Code pénal, sont punis d'une amende de 1 à 500 euros et d'un emprisonnement de huit jours à six mois, ou de l'une de ces peines seulement les personnes :**1° ne respectant pas le prescrit du présent décret en termes de déclaration obligatoire de maladie infectieuse ou entravant son exécution ;**2° ne donnant pas suite aux mesures prévues en vertu du présent décret ou les entravant ;**3° entravant l'action des médecins ou des infirmiers de l'agence en charge de la surveillance des maladies infectieuses. »***III. Région de Bruxelles-Capitale**LégislationL’ordonnance du parlement bruxellois du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé, *MB* du 24 août 2007.Modifiée par l’ordonnance du 17 juillet 2020 modifiant l’ordonnance du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé, *MB* du 24 juillet 2020.Mesures de quarantaineLes articles 13 et 13/1 de l’ordonnance du parlement bruxellois du 19 juillet 2007 insérés par l’ordonnance du 17 juillet 2020 modifiant l’ordonnance du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé, *MB* du 24 juillet 2020, disposent la mesure de quarantaine. L’article 13 porte sur les mesures générales en cas de propagation de maladies contagieuses et a été étendu à la mesure de quarantaine : *« Le médecin-inspecteur d'hygiène peut, si possible en association ou en collaboration avec le bourgmestre de la commune où la mesure doit être exécutée, et après concertation avec les médecins traitants, pour autant que cela soit possible, prendre ou faire prendre par le bourgmestre des mesures prophylactiques, telles que :**1° interdire aux personnes contaminées qui peuvent transmettre l'infection, d'avoir des contacts physiques avec d'autres personnes, tant qu'elles constituent un danger particulier pour la santé publique ;2° faire subir un examen médical ou mettre en quarantaine les personnes qui, après un contact avec une personne infectée ou une autre source de contamination, peuvent être contaminées et qui, par leurs contacts avec d'autres personnes, peuvent transmettre cette infection ;3° obliger les personnes contaminées et qui peuvent transmettre l'infection, à suivre un traitement médical approprié, afin de lutter contre cette contagion ;4° interdire aux personnes qui, dans l'exercice de leurs activités professionnelles, peuvent transmettre une infection, l'exercice de leurs activités ou leur faire subir un examen médical, et ce, tant qu'elles constituent un danger particulier pour la santé publique ;5° réquisitionner un service hospitalier, pour l'isolement des personnes contaminées ou suspectées d'être gravement contaminantes ;6° ordonner la désinfection des objets et locaux contaminés ;7° ordonner le traitement, l'isolement ou la mise à mort d'animaux qui représentent un danger pour l'homme, à l'exception du danger de contamination par consommation de ces animaux. »*L’article 13/1 porte spécifiquement sur la mesure de quarantaine et est une mesure temporaire insérée pour la durée de la pandémie :*« § 1er. Sans préjudice de l'article 13, tant que subsistera l'état de pandémie de Covid-19 déclaré le 11 mars 2020 par l'Organisation mondiale de la santé, toute personne arrivant sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, en provenance d'une ville, d'une commune, d'un arrondissement, d'une région ou d'un pays classé en zone rouge par le Service public fédéral Affaires étrangères dans le cadre de cette pandémie et toute personne considérée comme une personne de contact présentant un profil à haut risque par le médecin-inspecteur d'hygiène, est tenue :1° de consulter, dans les plus brefs délais, son médecin traitant pour se soumettre à un dépistage ; et**2° de suivre immédiatement une quarantaine dont la durée est définie par le médecin-inspecteur d'hygiène.**§ 2. Le Collège réuni est habilité à mettre un terme aux obligations visées au paragraphe 1er, 1° et 2°, si le Conseil national de sécurité estime que la situation sanitaire le permet.**§ 3. Certaines personnes peuvent être exemptées des obligations visées au paragraphe 1er, 1° et 2°, en raison des circonstances de leur déplacement. Le Collège réuni détermine les cas et les modalités de ces exemptions. »*Sanctions pénalesLa sanction pénale générale (article 15), qui constitue le chapitre VII de l’ordonnance, a été étendue au non-respect des articles 13 et 13/1 :*« Sans préjudice de l'application des sanctions fixées par le Code pénal, sont punis d'une amende de 1 à 500 EUR et d'un emprisonnement de 8 jours à 6 mois, ou de l'une de ces peines seulement:**1° ceux qui ne font pas de déclaration, comme prévu à l'article 12, § 1er, ou qui empêchent ou entravent une telle déclaration ;2° ceux qui ne donnent pas suite aux mesures, visées aux articles 13 et 13/1, ou qui empêchent ou entravent l'exécution de ces mesures ;3° ceux qui empêchent ou entravent l'exercice des compétences visées à l'article 14. »* | De opsporing en de controle gebeurt in eerste instantie door gemeentelijke ambtenaren. In het kader van de handhaving zullen ze desgevallend de politie contacteren om vaststellingen te doen en een proces-verbaal op te stellen.  In dat verband rijst de vraag – onafgezien van de vraag of de lokale politie de capaciteit heeft voor deze opdracht – naar het opsporingsbeleid bij een miskenning van de verplichting zich te laten testen en/of een quarantainemaatregel te ondergaan.**Opsporings – en vervolgingsrichtlijnen**Voor de opsporing van deze misdrijven kan de politie niet overgaan tot vaststellingen op heterdaad in de plaats waar de betrokken persoon geacht wordt in quarantaine te zijn. Een dergelijke opsporingshandeling zou niet proportioneel zijn. Vaststellingen van inbreuken die hiermee niet conform zijn, kunnen geen aanleiding geven tot vervolging. De eventueel opgestelde processen-verbaal zullen zonder gevolg worden geklasseerd.Indien de politie over voldoende aanwijzingen beschikt dat de persoon de quarantainemaatregel niet naleeft, stelt zij hiervan proces-verbaal op dat wordt overgemaakt aan het parket. Het feit dat de politie zich eenmalig aanbiedt aan de plaats waar de betrokkene geacht wordt in quarantaine te zijn en hem er niet aantreft, is geen voldoende aanwijzing op zich.x xx De strafrechtelijke reactie voor deze misdrijven (de miskenning van de verplichting zich te laten testen en/of een quarantainemaatregel te ondergaan) is dezelfde als deze voor de inbreuken op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020. Zo wordt bijvoorbeeld, bij de vaststelling van een eerste inbreuk een minnelijke schikking van 250 euro voorgesteld. Wanneer er sprake is van recidive, dit is na een eerste vaststelling van een inbreuk, wordt overgegaan tot een rechtstreekse dagvaarding. Dit kan desgevallend gebeuren op basis van artikel 645 van het Wetboek van Strafvordering.De onmiddellijke minnelijke schikking kan niet worden toegepast.Ten slotte, wordt de aandacht er op getrokken dat deze misdrijven wanbedrijven zijn en dat derhalve de correctionele rechtbanken bevoegd zijn.Hierna wordt een overzicht geboden van de wetgeving in Vlaanderen (I), Wallonië (II) en Brussel (III).1. **Vlaanderen**

Wetgeving Decreet Vl. Parl. 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid, BS 03.02.2004.Decreet Vl. Parl. 29 mei 2020 tot organisatie van de meldingsplicht en het contactonderzoek in het kader van COVID-19, BS 02.06.2020Decreten gewijzigd door respectievelijk : * Decreet Vl. Parl. 10 juli 2020 tot wijziging van artikel 47 en 81 van het decreet van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid, BS 13.07.2020
* Decreet Vl. Parl. 18 december 2020 tot wijziging van het decreet van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid en van het decreet van 29 mei 2020 tot organisatie van de meldingsplicht en het contactonderzoek in het kader van COVID-19, BS 28.12.2020.

Door het decreet van 18 december 2020 worden de gemeenten bevoegd voor het raadplegen van persoonsgegevens (nieuw artikel 34/1) en worden nieuwe quarantainemaatregelen genomen (nieuw artikel 47/1). Miskenning wordt strafrechtelijk gesanctioneerd (uitbreiding van art. 79, telkens van het decreet van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid).Uitvoeringsbesluiten* Besluit van de Vl. Reg. van 12 juni 2020 tot uitvoering van het decreet van 29 mei 2020 tot organisatie van de meldingsplicht en het contactonderzoek in het kader van COVID-19, BS 23.06.2020
* Besluit van de Vl .Reg. 8 januari 2021 tot uitvoering van artikel 34/1, tweede lid, en artikel 47/1 van het decreet van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid en tot wijziging van het besluit van de Vlaamse Regering van 12 juni 2020 tot uitvoering van het decreet van 29 mei 2020 tot organisatie van de meldingsplicht en het contactonderzoek in het kader van COVID-19, BS 11.01.2021 (iw 11/01/2021)

QuarantainemaatregelenDe actuele quarantainemaatregel wordt ingevoegd in art. 47/1 van het decreet betreffende het preventieve gezondheidsbeleid (ingevoegd door het decreet 18 december 2020)*“ Art. 47/1. § 1. In afwijking van artikel 47, § 1, 1°, gaat iedere persoon van wie bewezen is dat hij besmet is met COVID-19 of van wie de arts een ernstig vermoeden heeft dat hij besmet is met COVID-19, onmiddellijk in tijdelijke afzondering, hetzij op zijn hoofdverblijfplaats, hetzij op een andere gepaste plaats.**De Vlaamse Regering bepaalt de termijn van de tijdelijke afzondering, vermeld in het eerste lid, op basis van de wetenschappelijke inzichten over de besmettelijkheid van COVID-19.**§ 2. In afwijking van artikel 47, § 1, 1°, gaat iedere persoon die in een hoogrisicogebied is geweest, onmiddellijk bij zijn aankomst in het Nederlandse taalgebied in tijdelijke afzondering, hetzij op zijn hoofdverblijfplaats, hetzij op een andere gepaste plaats.**De persoon, vermeld in het eerste lid, die terugkeert uit een hoogrisicogebied, is verplicht om zich na zijn terugkeer onmiddellijk te melden bij een COVID-19-test- centrum, bij een triagecentrum of bij zijn behandelend arts met de mededeling dat hij uit een hoogrisicogebied is teruggekeerd, zodat hij een COVID-19-test kan ondergaan.**De Vlaamse Regering bepaalt de termijn van de tijdelijke afzondering, vermeld in het eerste lid, op basis van de wetenschappelijke inzichten over de incubatietijd van COVID-19.**De termijn van tijdelijke afzondering loopt af als uit een onderzoek blijkt dat de persoon geen gevaar vormt voor de volksgezondheid.**In afwijking van het eerste lid kan de Vlaamse Regering een vrijstelling van de tijdelijke afzondering of van de verplichting om zich bij een COVID-19-testcentrum, triagecentrum of behandelend arts te melden, vermeld in het tweede lid, verlenen aan:**1° een persoon die maar voor een beperkte duur in een hoogrisicogebied is geweest;**2° een persoon bij wie de kans op besmetting door zijn gedrag in een hoogrisicogebied laag wordt ingeschat;**3° een persoon die om essentiële redenen in een hoogrisicogebied is geweest.**De Vlaamse Regering bepaalt de nadere regels van die afwijking, bepaalt wat onder beperkte duur wordt verstaan en bepaalt de manier waarop de kans op besmetting wordt ingeschat, en legt de essentiële redenen vast waarvoor de tijdelijke afzondering, vermeld in het eerste lid, of de verplichting om zich bij een COVID-19-testcentrum, een triagecentrum of de behandelend arts te melden, vermeld in het tweede lid, niet gelden.**In deze paragraaf wordt verstaan onder hoogrisicogebied: een gebied dat de bevoegde federale dienst heeft aangeduid als een gebied met een zeer hoog risico op besmetting met COVID-19.**§ 3. In afwijking van artikel 47, § 1, 1°, gaat iedere andere persoon dan de personen, vermeld in paragraaf 1 en 2, die een verhoogd risico heeft op COVID-19, onmiddellijk in tijdelijke afzondering als hij op de hoogte is gebracht van het feit dat hij een verhoogd risico heeft op COVID-19, hetzij op zijn hoofdverblijfplaats, hetzij op een andere aangepaste plaats.**De persoon, vermeld in het eerste lid, is verplicht om zich onmiddellijk nadat hij kennis heeft genomen van het feit dat hij een verhoogd risico heeft op COVID- 19, te melden bij een COVID-19-testcentrum, bij een triagecentrum of bij zijn behandelend arts, zodat hij een COVID-19-test kan ondergaan.**De Vlaamse Regering bepaalt de termijn van de tijdelijke afzondering, vermeld in het eerste lid, op basis van de wetenschappelijke inzichten over de incubatietijd van COVID-19. De termijn van tijdelijke afzondering loopt af als uit een onderzoek blijkt dat de persoon geen gevaar vormt voor de volksgezondheid.**De Vlaamse Regering bepaalt nader op welke manier de persoon, vermeld in het eerste lid, op de hoogte wordt gebracht van het feit dat hij een verhoogd risico heeft op COVID-19.**Het verhoogde risico op COVID-19, vermeld in het eerste lid, wordt door de Vlaamse Regering vastgesteld op basis van de richtlijnen van de bevoegde federale dienst."*Strafsancties Art. 79 van het decreet betreffende het preventieve gezondheidsbeleid bevat de strafsancties. Deze bepaling werd uitgebreid tot de miskenning van art. 47/1 (door art. 6 decreet 18 december 2020):*“Onverminderd de toepassing van de in het Strafwetboek gestelde straffen, worden gestraft met een geldboete van 26 tot 500 euro en met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden of met een van deze straffen alleen:* *1° degenen die geen gevolg geven aan de dwangmaatregelen, vermeld in artikel 41, § 1, § 5 en § 6, artikel 47 en artikel 47/1, of die de uitvoering of naleving ervan verhinderen of belemmeren;* *2° degenen die de toegang, bedoeld in artikel 41, § 3, en in artikel 46, 2°, verhinderen of belemmeren;* *3° degenen die de uitoefening van de bevoegdheden van de ambtenaar verhinderen of belemmeren of die de ambtenaar verhinderen of belemmeren bij de uitvoering van artikel 41, § 4 en 46, 3°;* *4° degenen die de beslissing na beroep, vermeld in artikel 81, § 3, niet uitvoeren of niet naleven, of die de uitvoering of de naleving ervan verhinderen of belemmeren.”*u**II. Wallonië**Wetgeving Waals wetboek van sociale actie en gezondheid (BS 21.12.2011), deel II, voorafgaande titel (zoals ingevoegd door het Decreet tot wijziging van het Waalse wetboek van sociale actie en gezondheid wat betreft de preventie en de bevordering van de gezondheid, BS 14.10.2019).Gewijzigd door :* het decreet W. Parl. van 16 juli 2020 tot wijziging van artikel 47/15 van het Waalse wetboek van sociale actie en gezondheid en tot invoeging van een artikel 47/15bis om de maatregelen betreffende de gezondheidscrisis in verband met COVID-19 te nemen, BS 22.07.2020
* het decreet W. Parl. van 15 oktober 2020 tot wijziging van artikel 47/15 en 47/15bis van het Waalse wetboek van sociale actie en gezondheid en tot invoeging van een artikel 47/15ter om maatregelen betreffende de gezondheidscrisis in verband met COVID−19 te nemen, BS 26.10.2020.

Uitvoeringsbesluit: * Besluit van de Waalse regering van 5 mei 2020 van bijzondere machten nr. 35 houdende organisatie van de ’contact tracing’ in het kader van de bestrijding van de COVID−19-epidemie, BS 11.05.2020

QuarantainemaatregelenDe quarantainemaatregelen werden ingeschreven in art. 47/15bis Waals wetboek van sociale actie en gezondheid bij decreten van 6 juli en 15 oktober 2020. Het betreft een tijdelijke decretale maatregel die zal worden opgeheven de vijfde dag na de publicatie van het besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van het einde van de COVID-epidemie:*« § 1er. Au titre de mesures préventives prises dans le cadre de la crise sanitaire de la COVID-19, les personnes susceptibles d'être vecteur de la transmission de la COVID-19 sont tenues de se placer immédiatement en isolement ou quarantaine, à leur domicile ou tout autre lieu approprié à cet effet, et de procéder à un dépistage, selon les modalités définies par les recommandations et décisions des instances fédérales et interfédérales.**Sur la base des recommandations et décisions des instances fédérales et interfédérales, le Gouvernement fixe les catégories de personnes susceptibles d'être vecteur de la transmission de la COVID-19 et les catégories de personnes exemptées de l'obligation d'isolement ou quarantaine et/ou de l'obligation de dépistage visées à l'alinéa 1er. (…)**§ 4. Les missions et prérogatives des médecins et infirmiers visés à l'article 47/15 sont applicables aux mesures visées au présent article. »*StrafsanctiesOp de niet-naleving van deze tijdelijke maatregelen staan strafsancties (art. 47/15bis § 5):*« § 5. Sans préjudice de l'application des sanctions fixées par le Code pénal, sont punis d'une amende de 1 à 500 euros et d'un emprisonnement de huit jours à six mois, ou de l'une de ces peines seulement, les personnes ne respectant pas le prescrit du présent article. »*Daarnaast geldt de algemene strafbepaling van art. 47/16 : “*Sans préjudice de l'application des sanctions fixées par le Code pénal, sont punis d'une amende de 1 à 500 euros et d'un emprisonnement de huit jours à six mois, ou de l'une de ces peines seulement les personnes :**1° ne respectant pas le prescrit du présent décret en termes de déclaration obligatoire de maladie infectieuse ou entravant son exécution ; 2° ne donnant pas suite aux mesures prévues en vertu du présent décret ou les entravant ;* *3° entravant l'action des médecins ou des infirmiers de l'agence en charge de la surveillance des maladies infectieuses. »***III.Brussels Hoofdstedelijk gewest**WetgevingOrdonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 19 juli 2007 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid, BS 24.08.2007.Gewijzigd door de ordonnantie van 17 juli 2020 tot wijziging van de ordonnantie van 19 juli 2007 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid, BS 24.07.2020QuarantainemaatregelenDe artikelen 13 en 13/1 van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 19 juli 2007 ingevoegd met de ordonnantie van 17 juli 2020 tot wijziging van de ordonnantie van 19 juli 2007 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid, BS 24.07.2020 bevatten de maatregel inzake quarantaine. Art. 13 betreft de algemene maatregelen in geval van een uitbraak van besmettelijke ziekten en werd uitgebreid tot de quarantainemaatregel: *“De geneesheer-gezondheidsinspecteur kan, indien mogelijk na de burgemeester van de gemeente waar de maatregel moet worden uitgevoerd hierbij te hebben betrokken of zijn medewerking te hebben gevraagd, en, voor zover mogelijk, na overleg met de behandelende artsen, profylactische maatregelen nemen of door de burgemeester doen nemen, zoals :**1° personen die besmet blijken en die infectie kunnen overdragen fysieke contacten met anderen verbieden zolang zij hierdoor een bijzonder gevaar betekenen voor de volksgezondheid;  2° personen, die, na contact met een geïnfecteerde persoon of na contact met een andere besmettingsbron mogelijk besmet zijn en die, door contacten met anderen, deze infectie kunnen overdragen, onderwerpen aan een medisch onderzoek of een quarantaine;**3° personen die besmet blijken en die infectie kunnen overdragen, verplichten een aangepaste medische behandeling te volgen met het oog op het bestrijden van deze besmettelijkheid;  4° personen die, in het kader van de uitoefening van hun beroepsactiviteiten, een infectie kunnen overdragen verbieden deze activiteit uit te oefenen of verplicht onderwerpen aan een medisch onderzoek, zolang zij een bijzonder gevaar betekenen voor de volksgezondheid;**5° de opvordering van een ziekenhuisdienst om de afzondering van de personen die besmet zijn of bij wie een ernstige besmetting wordt vermoed te bewerkstelligen;  6° de ontsmetting bevelen van voorwerpen en lokalen die besmet zijn;**7° de behandeling, afzondering of het doden van dieren bevelen die een besmettingsgevaar betekenen voor de mens, met uitzondering van het besmettingsgevaar door consumptie van deze dieren.”*Art. 13/1 betreft specifiek de quarantainemaatregel en is een tijdelijke maatregel ingevoegd voor de duur van de pandemie:*“§ 1. Onverminderd artikel 13, zolang de op 11 maart 2020 door de Wereldgezondheidsorganisatie afgekondigde toestand van pandemie voor Covid-19 blijft bestaan, is ieder persoon die aankomt op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, afkomstig uit een stad, gemeente, district, regio of land die door de federale overheidsdienst Buitenlandse Zaken als rode zone is bestempeld in het kader van die pandemie en ieder persoon die beschouwd wordt als contactpersoon die een hoog risicoprofiel vertoont door de geneesheer-gezondheidsinspecteur, ertoe gehouden :**1° om zo snel mogelijk zijn behandelend arts te raadplegen om zich te onderwerpen aan een test ; en**2° om onmiddellijk een quarantaine te ondergaan waarvan de duur bepaald wordt door de geneesheer-gezondheidsinspecteur.**§ 2. Het Verenigd College is gemachtigd om een einde te stellen aan de in paragraaf 1, 1° en 2°, bedoelde verplichtingen indien de Nationale Veiligheidsraad van oordeel is dat de gezondheidssituatie dit toelaat.**§ 3. Sommige personen kunnen van de verplichtingen onder paragraaf 1, 1° en 2°, ontheven worden door de omstandigheden van hun verplaatsing. Het Verenigd College bepaalt de gevallen en de modaliteiten van deze uitzonderingen.”*StrafsanctiesDe algemene strafsanctie (art. 15) die het hoofdstuk VII van de ordonnantie uitmaakt, werd uitgebreid tot de niet-naleving van de artikelen 13 en 13/1:*“Onverminderd de toepassing van de in het strafwetboek gestelde straffen, worden gestraft met een geldboete van 1 tot 500 EUR en met een gevangenisstraf van 8 dagen tot 6 maanden of met een van deze straffen alleen:**1° degenen die geen aangifte doen zoals bedoeld in artikel 12, § 1, of de aangifte verhinderen of belemmeren;**2° degenen die geen gevolg geven aan de maatregelen bedoeld in de artikelen 13 en 13/1, of de uitvoering van deze maatregelen verhinderen of belemmeren;**3° degenen die de uitoefening van de bevoegdheden bedoeld in artikel 14 verhinderen of belemmeren.”* |
|  |  |

|  |  |
| --- | --- |
| Bruxelles, le 19 janvier 2021 | Brussel, 19 januari 2021 |
| Le procureur général près la cour d’appel à Bruxelles, Président du Collège des procureurs généraux, | De procureur-generaal bij het hof van beroep te Brussel, Voorzitter van het College van Procureurs-generaal, |
| Johan DELMULLE |
| Le procureur général près la cour d’appel à Mons,  | De procureur-generaal bij het hof van beroep te Bergen,  |
| Ignacio de la SERNA |
| Le procureur général près la cour d’appel à Anvers,  | De procureur-generaal bij het hof van beroep te Antwerpen, |
| Patrick VANDENBRUWAENE |
| Le procureur général près la cour d’appel à Liège,  | De procureur-generaal bij het hof van beroep te Luik,  |
| Christian DE VALKENEER |
| Le procureur général près la cour d’appel à Gand,  | De procureur-generaal bij het hof van beroep te Gent,  |
| Erwin DERNICOURT |

1. Nous rappelons qu’une seule affaire peut avoir plusieurs codes de préventions. Dès lors, outre le code de prévention 62Q, il est possible d’en enregistrer d’autres s’ils sont applicables dans le cadre d’une seule affaire. [↑](#footnote-ref-1)
2. 1 We herinneren er aan dat men in eenzelfde zaak meerdere tenlasteleggingscodes kan registreren: het is dus mogelijk dat men in één zaak naast de tenlasteleggingscode 62Q ook nog andere tenlasteleggingscodes registreert indien deze van toepassing zijn. [↑](#footnote-ref-2)
3. Les instructions internes de la DG Inspection économique ne prévoient pas dans les faits l’usage de l’avertissement, même s’il est prévu par l’arrêté ministériel. Les agents de la DG Inspection économique dresseront directement un procès-verbal qui fera l’objet d’une transaction. [↑](#footnote-ref-3)
4. 2 In de interne richtlijnen van de Algemene Directie Economische Inspectie is er geen sprake van de verwittiging hoewel dit in het ministerieel besluit vermeld wordt. De ambtenaren van de Algemene Directie Economische Inspectie stellen rechtstreeks een proces-verbaal op dat het voorwerp uitmaakt van een minnelijke schikking. [↑](#footnote-ref-4)